

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- Souviens-toi des deux guerres impérialistes ! ... 1
- Les revendications « transitoires » dans la
tactique communiste (II) 9

L'AFRIQUE PROIE DES IMPERIALISMES

- | |
|---|
| IV. La mainmise sur les matières premières 41 |
|---|

- Notes critiques
 - Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites
du démocratisme 59
 - Marcuse, prophète du bon vieux temps 71

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Souviens-toi des deux guerres impérialistes !

« Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs des différents pays à s'entr'égorger ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres de rapine est non seulement possible, mais inévitable ! » (1)

Cet avertissement lancé en 1920 par les *Statuts* de l'Internationale n'avait rien de rhétorique. Non seulement il était fondé sur l'analyse marxiste du cycle de l'économie et de la société bourgeoise, que les événements avaient dramatiquement confirmée, mais il s'adressait à un prolétariat qui sortait du terrible carnage en se plaçant instinctivement sur le front de sa propre guerre, la guerre de classe. Bien avant que cela se reflète dans les consciences, le massacre avait « créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays », ce qui confirmait une fois de plus que « l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local ou national, mais international ».

Aux poussées de classe instinctives des grandes masses, l'Internationale Communiste donnait une expression programmatique, politique et organisationnelle, en proclamant que son but était « de lutter par tous les moyens, y compris les armes à la main, pour le renversement de la bourgeoisie internationale et pour la création d'une république internationale des soviets, transition vers la destruction de tout Etat » et en montrant dans « la dictature du prolétariat le seul moyen permettant de libérer l'humanité des horreurs du capitalisme ». En même temps, elle leur donnait avec sa propre organisation fortement cen-

(1) *Statuts de l'Internationale Communiste*, in *Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers congrès de l'IC*, Bibliothèque Communiste, Paris, 1934. La traduction française a été corrigée d'après le texte original en allemand.

tralisée l'instrument, l'arme indispensable pour la lutte d'émancipation des travailleurs du monde entier, de toutes les races et de toutes les couleurs.

La Gauche communiste n'avait pas attendu la fin du conflit pour établir un lien étroit entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne. En se référant en particulier au manifeste de Bâle de 1912, la gauche de Zimmerwald avait proclamé dans son projet de résolution du 20 août 1915 : « *La guerre impérialiste ouvre l'ère de la révolution sociale : toutes les conditions objectives de l'époque contemporaine mettent la lutte révolutionnaire des masses prolétariennes à l'ordre du jour* ». Cette affirmation programmatique, indissolublement liée aux positions générales de principe ainsi qu'à une tradition de plusieurs dizaines d'années de batailles pratiques, a ensuite été traduite par la révolution d'Octobre dans le langage des armes — condition subjective par excellence de la riposte prolétarienne à la violence organisée de l'ennemi de classe. De leur côté, les tentatives révolutionnaires d'Europe centrale à la fin de la guerre, bien que non couronnées de succès, n'en étaient pas moins représentatives d'un cours historique objectif. Elles avaient posé à nouveau avec une tragique évidence le dilemme historique : ou révolution et dictature prolétarienne, ou bien maintien de l'ordre économique et social capitaliste, et donc *encore et toujours* des guerres !

Aujourd'hui, lorsque les partis qui prétendent représenter les intérêts immédiats aussi bien que finaux de la classe ouvrière appellent les prolétaires à commémorer la seconde édition de ce que l'Internationale nommait des « guerres mondiales de rapine », ils les incitent à la célébrer comme si elle faisait partie de *leur* programme, de *leur* tradition de lutte, de *leur* histoire. Comme si cette guerre avait réalisé des tâches relevant autrefois de la révolution et de la dictature communistes, les rendant ainsi non seulement inutiles mais, étant donné la victoire de la... démocratie, *néfastes*. Comme si — version plus hypocrite et sournoise — la guerre avait été une voie *nécessaire* pour avancer vers un but final dont le marxisme, accusé tantôt de « romantisme », tantôt d'« ékonomisme mécaniste », pense qu'il ne peut être atteint que par la lutte révolutionnaire du prolétariat.

On a ainsi chassé de l'horizon apparent du mouvement ouvrier, du moins de ses expressions « officielles », les deux termes de l'équation de Zimmerwald. La *guerre bourgeoise* pourrait n'être plus impérialiste, et on prétend que celle de 1939-45 ne l'a pas été ; parallèlement, bien sûr, la *révolution socialiste* a perdu sa raison d'être. L'« histoire nouvelle » doit désormais se faire pacifiquement : seul le fascisme, qui ne serait plus *l'une* des manières d'être *normales* de la société bourgeoise mais une excroissance *pathologique*, pourrait justifier le recours à la guerre pour « l'extirper ». Ce qui doit faire avancer l'humanité n'est plus la révolution mais la *réforme*, ce n'est plus la dictature prolétarienne mais la *démocratie*.

Pour justifier cette thèse, des penseurs couvés dans les laboratoires pseudo-scientifiques de l'eurocommunisme enseignent qu'on a assisté

pendant les années trente à un heureux événement : la naissance d'un processus qui s'accomplira pleinement après la guerre, à savoir le « *processus de libération de l'Etat de la représentation directe des intérêts capitalistes* » (sic) ou, expression plus à la mode, le « *processus de l'autonomisation du politique* ». Ce processus est censé aboutir à une structure de l'Etat tout à fait *modelable*, entièrement différente de la structure rigide et par définition imperméable de l'Etat bourgeois lorsqu'il n'était pas encore devenu « social », une structure donc utilisable par la classe dominée elle-même pourvu qu'elle sache pénétrer dans les « vides » qui s'ouvrent en son sein (2).

Ce n'est pas pour rien qu'on a redécouvert ces dernières années la « découverte » d'un Gramsci, qui affirmait que le mouvement communiste devait passer d'urgence de la « *guerre de mouvement* » des années héroïques de l'Octobre russe et de ses répliques malheureuses en Europe centrale, à la « *guerre de position, la seule possible en Occident* » (3). L'avantage d'une découverte de ce genre est d'épicer d'un peu de vocabulaire agressif et guerrier le programme par nature statique du réformisme gradualiste (« guerre », mais « *de position* » !). Pendant des années, on s'est contenté d'*agir* d'instinct dans la même direction que le vieux gradualisme réformiste ; voilà maintenant qu'on est parvenu à se donner une *théorie* qui prétend s'en démarquer. Et quelle théorie ! « Le renversement du pouvoir de l'Etat, bien qu'il reste fondamental, ne représente pas l'unique facteur dans lequel se résume l'alternative révolutionnaire [souligné par l'auteur], parce que le prolétariat ne peut l'atteindre que si le travail préalable de désarticulation des ramifications du pouvoir de classe dans la société civile [souligné par nous] a été couronné de succès » (4).

★ ★

Il n'est pas du tout arbitraire ou artificiel d'évoquer à propos de la seconde guerre impérialiste et de sa maturation dans les années trente, des orientations qui ne trouveront leur pleine expression idéologique que bien des décennies plus tard.

(2) L'Italie, patrie de l'eurocommunisme et de ses « compromis historiques », fabrique aujourd'hui à la pelle des « jeunes philosophes » chargés de détruire « scientifiquement » le patrimoine de Lénine et de la III^e Internationale. L'Institut Gramsci, qui joue un rôle important dans cette entreprise, a dédié un séminaire au thème *Etat et capitalisme dans les années trente*, dont les fruits sont consignés dans le livre paru sous le même nom en juillet 1979. Les phrases citées ici (p. 82 du livre mentionné) proviennent de la contribution à ce séminaire de Mario Tronti, ci-devant dirigeant soixante-huitard retourné dans le giron du PCI. Les voies au socialisme de ces Messieurs ont beau être « nationales » et « spécifiques », il va de soi que des théorisations tout aussi pourries (encore que peut-être un peu moins *avancées* — dans la décomposition, s'entend) sont professées par les « intellectuels » du PCF — voir « Les contorsionnistes du PCF Circus », *Programme communiste* n° 76, mars 1978.

(3) Antonio Gramsci, *Quaderni dal carcere*, Torino, 1975, p. 866.

(4) L. Rapone, *Troskij e il fascismo*, Bari, 1978, p. 284.

Sans doute, la capitulation de la social-démocratie européenne en 1914, le vote des crédits de guerre d'abord, l'*Union Sacrée* ensuite, avaient été précédés pendant toute une période par la première expérience sérieuse de « *longue marche à travers les institutions bourgeoises* », que les apôtres désabusés de 68 ont fini par exalter comme une nécessité (5). Mais en dehors même du fait que — sauf cas isolés et non « officiels » — cette marche s'était arrêtée *au seuil* de la participation ou de la demande explicite de participation au gouvernement, la *théorie* du mouvement socialiste était restée celle de l'inconciliabilité des antagonismes de classe. En particulier, elle affichait une opposition totale à la guerre. Même s'ils ne l'avaient pas entièrement explicitée, les congrès de Stuttgart et de Bâle avaient laissé entrevoir la position qui constituera le fond de la riposte bolchévique à la guerre, le défaitisme révolutionnaire visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

C'est pour cela que, si la trahison de la social-démocratie le 4 août 1914 a désorienté et désorganisé les rangs du mouvement ouvrier, si elle a surpris la Gauche marxiste elle-même, elle n'a pu briser le *fil rouge* de la tradition de classe. Elle n'a pas pu briser cette continuité qui, quelques années plus tard, permettra non seulement de nouveau la rencontre de la classe ouvrière, lancée dans de gigantesques batailles sociales, avec son avant-garde politique, mais la transformation de cette rencontre en victoire révolutionnaire, au moins en Russie. Et c'est pourquoi aussi, en 1920, la mise en garde et l'appel de la III^e Internationale ne tombaient pas dans le vide, mais en plein cœur d'affrontements sociaux étendus à *toute la planète*, d'affrontements considérables, même s'ils n'ont pas connu les développements espérés.

Le « 4 août du stalinisme », par contre, n'a pas pris la forme d'une trahison brutale tombée du ciel au moment de l'éclatement du second conflit impérialiste. La trahison avait été consommée bien plus tôt, après la parenthèse de la « troisième période » de l'Internationale et de sa doctrine du « social-fascisme », avec la politique des *fronts populaires* (qui contenait en germe celle des fronts nationaux). C'est cette politique qui avait poussé le mouvement communiste, et à travers lui tout un secteur de la classe ouvrière important numériquement et décisif du point de vue de l'organisation, à se placer sur le terrain de la défense de la Démocratie en général et des démocraties en particulier. Cette politique, que les historiens considèrent comme un « tournant » alors qu'elle représente en réalité une *volte-face totale* par rapport à l'orientation originelle, avait eu des conséquences allant bien au-delà d'un simple fait « idéologique » : elle s'était traduite par une mobilisation *pratique* et un engagement *organisé* comme l'histoire n'en avait jamais connus.

C'est à la fin du premier massacre impérialiste que la social-démocratie est devenue, à l'échelle mondiale, et en le revendiquant dans

(5) La phrase est de Rudi Dutschke, mais elle a été reprise et revendiquée par Marcuse dans *Contre-révolution et révolte*, 1972 ; traduction française Paris, Seuil, 1973, p. 78.

son programme, un parti de gouvernement. En revanche, c'est *avant* l'éclatement du second conflit impérialiste que le stalinisme s'est exercé, en Espagne notamment, à mettre les ressources inégalables d'enthousiasme, de combativité et d'abnégation de la classe ouvrière au service de *l'Etat* démocratique et de la *guerre démocratique* — une guerre, de surcroît, qui n'était plus *subie* mais *exaltée*. C'est un art dans lequel il se révélera maître par la suite, mais déjà il avait jeté les bases de la liquidation de tout le patrimoine théorico-programmatique de l'Internationale Communiste telle qu'elle avait été conçue et dirigée durant les brèves années pendant lesquelles elle avait réellement existé. En même temps — et c'est là un fait qui pèsera d'un poids encore plus lourd dans le bilan de l'histoire — il avait créé les conditions d'une *organisation centralisée de la classe ouvrière sur le terrain de l'ennemi de classe et en fonction des intérêts de l'ennemi de classe*.

Lorsque la parole fut de nouveau aux canons, tout était donc prêt pour que le mouvement « communiste » accepte, sans s'arrêter au stade intermédiaire d'une capitulation *résignée* comme en 1914, de jouer le rôle *actif* de « co-responsable » de la gestion de l'Etat bourgeois ; mieux, pour qu'il devienne son inspirateur sur le plan idéologique et, sur le plan pratique, pour qu'il cherche à lui donner la *plus grande efficacité*. Les conditions essentielles étaient donc réunies pour que la guerre impérialiste non seulement *apparaisse* à la vue brouillée des prolétaires comme une guerre du peuple tout entier, « libératrice et rénovatrice », mais le *devienne de fait*. Une bonne partie de la classe ouvrière s'est dévouée dans la guerre et pour la paix *impérialistes* en les prenant pour des préalables indispensables à la « transition au socialisme », grâce au rôle de leurre joué par la présence physique sur les champs de bataille d'une Russie prétendument socialiste, mais grâce aussi à *l'encadrement* des grandes masses sur le front à la fois politique et militaire de la *sauvegarde et de l'administration* de l'ordre social existant.

A la lumière de ces faits, la trahison des sociaux-démocrates de la II^e Internationale, d'ailleurs réhabilités et encensés aujourd'hui à juste titre par les théoriciens de l'eurocommunisme, fait presque figure de péché véniel. Dans la Moscou repeinte aux couleurs du « socialisme dans un seul pays », la bourgeoisie internationale a trouvé en 1939-45 (6) ce qu'aucune équipe social-démocrate n'a été en mesure de lui fournir : l'appui d'une organisation fortement centralisée et disciplinée, et parée de surcroît de l'attrait de la tradition révolutionnaire. Mieux encore, ces caractères, qui existaient dans tous les partis liés au Kremlin, étaient réunis dans un Etat moderne, armé de toutes les qualités classiques de l'Etat en général et de l'Etat bourgeois en particulier, et qui présentait de plus l'avantage irremplaçable de pouvoir faire remonter sa naissance aux flammes grandioses d'une révolution prolétarienne.

(6) Nous disons bien *dès 1939*. La parenthèse du pacte germano-soviétique ne représentait pas une politique fondamentalement différente de celle de 1941-45, mais simplement une autre version de l'alignement de la Russie sur l'un des fronts impérialistes.

La bourgeoisie mondiale a pu passer des dévastations de la guerre à la ferveur de la reconstruction, puis de la reconstruction au *boom* sans secousses graves, sans déchirure du tissu économique, social et politique. Elle a pu traverser sans danger les hauts et les bas de la conjoncture normale, surmonter la crise de 1975, affronter ses conséquences et se préparer pour l'avenir. A travers tous ces événements elle a pu redécouvrir — bien que sous une forme inédite — un mouvement socialiste et communiste ou, plus généralement, un mouvement ouvrier fidèle au principe de la solidarité nationale, soucieux de faire reconnaître sa capacité d'auto-limitation dans la lutte comme dans la consommation, préoccupé d'accroître la productivité du travail, concerné par le choix des investissements productifs et par l'expansion du capital. En un mot, le capitalisme a pu traverser tout le cycle du deuxième après-guerre sans y laisser de plumes. Il n'a pas eu besoin d'inventer une nouvelle manière d'être et d'agir, ni de s'adapter de gré ou de force à une « suspension » ou à une « violation » temporaire des lois de son fonctionnement, il n'a même pas eu besoin de faire un petit effort d'autodiscipline. Il n'a eu qu'à saisir une occasion unique dans l'histoire : son adversaire était bel et bien organisé, encadré et aligné en ordre de bataille, mais *pour mieux le servir*.

Ce cadeau royal n'a pas coûté le moindre sacrifice à la classe dominante. La classe ouvrière mondiale, elle, l'a payé d'un interminable holocauste marqué par ces grandes étapes que furent les événements de Chine en 1926-27, de Russie en 1927-38, et d'Espagne en 1936-39, un holocauste qui a détruit non seulement les avant-gardes prolétariennes dans le monde entier, mais tout l'acquis de théorie, de principes, de programme, de tactique et d'organisation sur lequel était fondé le parti communiste mondial *unique*. Le résultat a été le triomphe complet du capital, qui a pu de nouveau soumettre pendant plusieurs décennies les prolétaires et les masses exploitées du monde entier à ses orgies de sueur, de sang, de production et de massacre.



Trente ans après le second bain de sang mondial le capitalisme glisse, lentement mais inexorablement, vers un nouveau massacre. Les partis qui ont célébré le 40^e anniversaire de l'éclatement de la « grande guerre de libération » antifasciste et démocratique s'efforcent de préparer le terrain pour la mobilisation de la classe ouvrière sous le drapeau d'une nouvelle croisade pour la démocratie, pour la civilisation, pour le socialisme (à visage humain, évidemment) — bref, d'une nouvelle guerre pour... la paix.

S'ils glorifient leur action passée, s'ils commémorent la guerre de 1939-45 comme une guerre *nécessaire* et *bonne*, c'est pour mieux affirmer que dans des conditions analogues — menaces pesant sur la démocratie, sur le « socialisme » (construit ou sur le point de l'être), sur la paix — il faudra agir de même ; qu'une nouvelle guerre sera nécessaire, exigeant et méritant la participation du prolétariat. C'est

dans cet esprit-là, l'esprit de celui qui commémore une *victoire* dans l'espoir de pouvoir en porter d'autres à son actif, que tout l'arc-en-ciel des partis de la démocratie et de la résistance a évoqué l'automne 1939.

Mais ce n'est pas aller encore assez loin. Les historiens de l'écurie néo-stalinienne admettent sans réserve (et comment ne le feraient-ils pas ?!) qu'une fois la seconde guerre mondiale déclarée *il fallait* s'y jeter et combattre avec enthousiasme, en lançant dans la fournaise toutes les ressources d'énergie et de dévouement que la classe des non-possédants est seule à posséder. Mais certains se posent une grave question : cette guerre était-elle vraiment inévitable ? Plus précisément, si *après coup* il est juste de célébrer la guerre de 1939-45, contrairement à celle de 1914-18, comme une étape victorieuse du prolétariat mondial, ne faut-il pas voir en revanche dans son éclatement même une défaite ? N'est-ce pas une défaite pour le mouvement ouvrier, avec toute sa puissance organisée, de n'avoir pu empêcher le fascisme — évidemment seul responsable, pour ces messieurs, d'un massacre provoqué par la paranoïa de Hitler et la mégalomanie de Mussolini — de prendre le pouvoir, surtout en Allemagne ? N'est-ce pas une défaite de lui avoir permis de conserver le pouvoir jusqu'au moment où il a précipité dans l'abîme un monde épris de paix, mieux, voué par nature à la paix ?

La réponse prolétarienne et marxiste est simple et claire : *oui*, la guerre pouvait être évitée ou, s'il s'avérait impossible d'empêcher son éclatement, elle pouvait être interrompue, mais *seulement* par la révolution communiste. Mais cela, évidemment, ces messieurs ne peuvent pas le dire ! Leur réponse à eux, fort logiquement, est celle-ci : oui, la guerre aurait pu être évitée, *si* on n'avait pas attendu 1939 ou 1941 pour débarrasser des derniers lambeaux de tradition de classe une livrée devenue désormais populaire et même bourgeoise. Elle aurait pu être évitée si on avait su dépasser l'inertie des vieilles scissions et les « malentendus » fratricides, pour reconnaître à temps les « *potentialités de lutte contre la guerre et le fascisme* » qui étaient « *en train de mûrir dans la social-démocratie* » et, plus largement, dans toute la société : dans « *le rôle que l'opinion publique pouvait jouer dans une série de pays pour influencer dans le sens pacifiste ou antifasciste l'action des gouvernements* » ; dans le « *large front des intellectuels — de Thomas Mann à Charlie Chaplin et Pablo Picasso — dressé contre le fascisme et contre la guerre* » ; dans la « *nature politique des contrastes qui opposaient les Etats fascistes aux Etats démocratiques* » (7), etc.

La guerre aurait donc pu être évitée, à condition d'effacer jusqu'au dernier souvenir de Lénine et de l'Internationale pour chercher « *des voies nouvelles pour tout le mouvement ouvrier* ». Il n'aurait pas fallu se borner à promouvoir des fronts populaires et des gouvernements de front populaire, mais condamner définitivement toutes les voies qui ne se pliaient pas au principe de l'union de tous les hommes et de

(7) Citations tirées de l'article de l'historien G. Procacci dans *L'Unità* du 1^{er} septembre 1979.

tous les Etats (!) de bonne volonté. Il aurait fallu rejeter une bonne fois toutes les *nostalgies* révolutionnaires pour embrasser définitivement le pacifisme interclassiste, légalitaire et démocratique. Bref pour ces gens-là, si le stalinisme est coupable de quelque chose, c'est de n'avoir pas su se placer *bien avant 1939* sur le terrain humanitaire, évangélique et végétarien de la *Fabian Society* ou de l'Armée du Salut...

La dispute qui a fait rage pendant un temps autour de cette grave question « historique » n'est ni académique, ni byzantine. Pour endoctriner convenablement la classe ouvrière en vue de la guerre impérialiste et la préparer à l'accepter, il ne suffit pas de coups de clairon interventionnistes, de l'appel à la croisade sous l'un ou l'autre des drapeaux en présence. Il faut mener parallèlement des campagnes pacifistes, qui visent à ôter aux prolétaires hésitants ou indécis les armes de leur propre *défense de classe*, à les plonger dans *l'attente pieuse et résignée du miracle de la réconciliation universelle*, pour les conduire ainsi jusqu'au seuil où la tragédie collective est *effectivement* devenue inévitable.

La propagande pour les croisades démocratiques est l'instrument de la préparation à la participation *active* à la guerre impérialiste ; de son côté, le pacifisme ultra-démocratique éduque à la subir *passivement* après avoir favorisé son avènement par une inertie craintive et la foi hébétée des croyants. Tant que la guerre n'est pas encore là, chacune des deux voix chante sa partie et joue son rôle de son côté. Dès que la guerre cesse d'être une perspective lointaine pour devenir une réalité, elles se fondent l'une dans l'autre. Voilà une leçon vieille de presque deux siècles, que les prolétaires ne doivent pas oublier.

C'est donc contre ces deux forces, organisées pour la conservation du mode de production et de la société capitaliste, avec ses paix ignobles et ses guerres infâmes, que la classe ouvrière mondiale doit rétablir le réseau de ses propres instruments de lutte, ses organisations de défense économique immédiate et son propre organe politique pour l'attaque finale. Elle ne peut le faire qu'en gardant toujours présent dans sa mémoire *active* le souvenir des deux grands carnages mondiaux et des innombrables guerres locales et régionales, dont le capitalisme nous a gratifiés au cours de sa bien trop longue existence.

Les revendications "transitoires" dans la tactique communiste

(Le début de cet article a paru dans Programme Communiste n° 80)

II. LE PONT AUDACIEUX ENTRE LES REVENDICATIONS PARTIELLES ET LE PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE

La « troisième époque »

Après ces indications concernant la tactique et l'action du parti bolchévique, nous pouvons nous occuper de l'histoire ultérieure et des pays capitalistes développés. L'idée directrice qui détermine la stratégie du mouvement communiste révolutionnaire est qu'il *n'existe aucune étape, aucun régime intermédiaire entre le pouvoir bourgeois, quelle que soit sa forme, et la dictature du prolétariat.*

Il y a longtemps que le marxisme, après une lutte acharnée contre les déviations opportunistes, a établi cette thèse, qui exclut évidemment un programme de transition conçu pour instaurer un *gouvernement de transition* qui ne serait pas la dictature du prolétariat reposant sur la terreur. Aujourd'hui, la question est posée à nouveau par presque toutes les formations qui se disent marxistes et même léninistes, et résolue dans un sens exactement opposé, puisque tous affirment *la nécessité* d'un régime de transition entre le pouvoir bourgeois et le pouvoir prolétarien, d'un Etat « intermédiaire » entre l'Etat de la dictature de la bourgeoisie et celui de la dictature du prolétariat. Ces théories dérivent plus ou moins directement de la grande « découverte » stalinienne selon laquelle le danger fasciste justifie l'abandon complet du programme de classe ; ce n'est qu'après avoir défendu ou restauré la démocratie que, dans un second temps, on pourrait reprendre la lutte de classe. Cette position hypocrite conduit d'ailleurs à une autre, beaucoup plus franche : lorsqu'il n'y a pas de danger fasciste, on a encore moins besoin de lutte de classe, puisqu'on peut alors aller « démocratiquement » au socialisme.

La tactique doit être fondée sur l'étude scientifique de la réalité sociale ; c'est pourquoi dans le texte intitulé « *Sous un pavillon étranger* » (1), Lénine rattache la tactique du prolétariat aux différentes étapes de l'évolution historique de la bourgeoisie, qui *déterminent* l'attitude du parti envers les autres classes et les autres partis. En effet, si nous « *ne pouvons savoir à quelle allure ni avec quel succès se déploieront les mouvements historiques d'une époque donnée* », nous pouvons en revanche savoir et même « *nous savons quelle classe se trouve au centre de telle ou telle époque et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc.* ».

Les opportunistes prétendent que Lénine tirait la stratégie, la tactique et jusqu'au programme, de l'étude des « particularités », justifiant ainsi leur glissement vers les « voies nationales » ou le « socialisme aux couleurs du Lichtenstein ». Nous voyons ici que Lénine procède exactement à l'inverse, se préoccupe avant tout des traits généraux, et fixe des limites très précises au jeu des fameuses particularités :

« C'est seulement sur cette base, c'est-à-dire en considérant tout d'abord les traits distinctifs essentiels des diverses « époques » (2) (et non des épisodes particuliers de l'histoire de chaque pays) que nous pouvons déterminer correctement notre tactique ; et seule la connaissance des traits fondamentaux d'une époque permet d'envisager les particularités de détail présentées par tel ou tel pays ».

Est-ce clair ? Le programme de classe ne dépend d'aucune « particularité nationale ».

Lénine rappelle ensuite la « *classification des époques historiques [...] fréquemment indiquée dans la littérature marxiste* », qui découle de l'évolution du régime bourgeois dans son aire « classique ». Première époque : 1789-1871 ; deuxième époque : 1871-1914 ; troisième époque : 1914-19?? ; bien entendu, les limites sont « *conventionnelles et mobiles, relatives et non absolues* ». Nous aussi, nous nous référons constamment à cette classification qui, sans être « rigide » et tout en restant centrée sur les « vieux » capitalismes, fonde notre conception tactique dans la période née de l'impérialisme et qui s'est consolidée avec la première guerre impérialiste (3). Rappelons simplement ici que la première époque est celle de la montée de la bourgeoisie, l'époque où le prolétariat *aide* la bourgeoisie dans la lutte contre les régimes précédents ; la deuxième est celle de la consolidation complète de la domination bourgeoise, l'époque, dit Lénine, « *qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et archi-réac-*

(1) Voir *Œuvres*, tome 21, pp. 144-145.

(2) Lénine utilise les termes mêmes de Potressov qu'il est en train de critiquer.

(3) Voir, par exemple, des textes comme *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste* (qui vient d'être publié par les Editions Prométhée), *Les trois phases du capitalisme*, *Cours historique du mouvement de classe du prolétariat*, etc.

tionnaire », ce qui n'empêche pas certains de chercher aujourd'hui encore des fractions progressistes dans la bourgeoisie ; quant à la troisième époque, c'est celle qui « *vient à peine de commencer, [et] place la bourgeoisie dans la même « situation » que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes ou découlant de l'impérialisme* ».

Le fait qu'aujourd'hui, dans la troisième époque, les « *tâches immédiates* » et les « *conditions de lutte* » du prolétariat révolutionnaire « *changent radicalement* », découle de cette analyse marxiste traditionnelle. Elle réduit à néant la perspective opportuniste, introduite en particulier par le centrisme classique (Kautsky, Serrati, etc.), qui étend la nécessité des tâches démocratiques à *tout* le cycle du capitalisme. Elle conduit à cette formulation limpide, dont le « *simplisme* » choque tant les amateurs de nuances : « *l'intermédiaire entre l'Etat, organe de domination de la classe des capitalistes, et l'Etat, organe de domination du prolétariat, est justement la REVOLUTION qui consiste à RENVERSER la bourgeoisie et à BRISER, à démolir sa machine d'Etat* » (4), formule que Lénine lance à la figure des conseillers d'« *étapes intermédiaires* » imprévisibles et impossibles à exclure.

Nous ne développerons pas ici toutes les implications de cette position-clé qui est non seulement à la base de cette étude des revendications « *transitoires* », mais qui est au fond de toute notre lutte. Son « *simplisme* » nous effraie d'autant moins que notre courant est caractérisé depuis sa naissance par son « *dogmatisme* » tranché, c'est-à-dire par l'amour des affirmations *claires et nettes*. Nous préférons même les affirmations simplifiées à l'excès à celles qui, nuancées et floues, prenant trop en considération les « *cas particuliers* » et les « *exceptions* », permettent tous les glissements et facilitent dans certaines situations l'abandon des orientations révolutionnaires.

Les revendications de classe

Le fait objectif qu'à l'époque impérialiste les chemins du prolétariat et de la bourgeoisie divergent totalement simplifie en un sens la tactique du parti, puisque certaines « *alliances* » ne sont plus concevables. Mais ne résout pas le problème très complexe de la recherche d'une tactique indépendante de classe ; la question des revendications *partielles*, qui couvrent un vaste domaine, reste ouverte, ainsi que celle des différentes formes du pouvoir bourgeois qui se succèdent et exigent une application correcte des principes marxistes.

Cela signifie que, sans céder en rien sur l'orientation de principe, il faut savoir toujours tirer parti de chaque situation, comme de l'attitude de chaque gouvernement bourgeois. Face à un gouvernement « *de*

(4) Lénine, en appendice à *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* : *Un nouveau livre de Vanderwelde sur l'Etat*, Œuvres, tome 28, p. 330.

gauche », quel qu'il soit, la tactique ne reposera pas sur l'indifférence ; la propagande du parti incitera les masses à exiger de ces gouvernements qu'ils tiennent leurs promesses démagogiques, tandis que « *par sa critique indépendante et ininterrompue, il se préparera à recueillir le fruit du résultat négatif de ces expériences, en dénonçant le front unique de toute la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire et la complicité des partis soi-disant ouvriers qui, soutenant la coalition avec une partie de la bourgeoisie, se font les agents de celle-ci* » (5).

Devant un gouvernement de droite ouvertement conservateur et répressif, la tactique du parti ne peut évidemment être la même : non seulement il devra exclure tout objectif politique commun avec les partis démocratiques, mais il s'appuiera sur la situation pour combattre l'illusion de la reconquête de la liberté en général et « *mettre au contraire en évidence que la liberté des ouvriers suppose l'écrasement de la liberté des exploiters et des bourgeois* » (6).

Bref, dans le cadre d'une même attitude d'indépendance programmatique, il y a différentes façons de se comporter selon les forces en jeu ; et les objectifs immédiats que le parti avance, les indications pratiques immédiates qu'il donne, couvrent un champ très vaste. C'est sur ce terrain des revendications et des luttes partielles que le parti et la classe se trempent et peuvent *avancer* jusqu'au point où les conditions de la révolution se trouvent rassemblées. Comme le montre l'exemple de la révolution russe, le passage de la lutte partielle à la lutte pour le pouvoir exige des revendications *spécifiques* et bien précises.

Les revendications partielles prennent ainsi une importance décisive tout à fait indépendante de l'ampleur et de la valeur « intrinsèque » du mouvement qu'elles suscitent. *Pour le parti*, elles forment les maillons d'un processus historique qui, à un certain degré de son développement objectif, doit éclater en opposition de classe totale, mais qui ne peut être victorieux que s'il a intégré, grâce à une longue préparation, l'élément « subjectif », le parti révolutionnaire.

Les objectifs partiels ont donc une double importance : pour le *prolétariat*, parce qu'ils permettent de modifier, même si ce n'est que partiellement et à l'intérieur du cadre bourgeois, les conditions dans lesquelles il se trouve, sa capacité de lutte et d'organisation aussi bien que ses conditions de vie ; pour le *parti*, parce qu'ils permettent son insertion dans la classe et la démonstration pratique de ses thèses, et parce qu'ils sont « *indispensables pour conserver à coup sûr le contrôle de l'action* » (7). Ce point est essentiel, car même dans une phase explosive, les mots d'ordre lancés par le parti doivent correspondre à sa capacité de contrôler effectivement la lutte pour ces objectifs, une

(5) *Thèses de Rome*, 1922, point 35. Voir notre recueil *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 54.

(6) *Thèses de Lyon*, 1926, *Défense de la continuité...*, *op. cit.*, p. 145.

(7) *Thèses de Rome*, *op. cit.*, p. 57.

capacité qu'il acquiert à travers une obscure et patiente intervention dans les luttes partielles. Inutile de dire que cette nécessité est totalement ignorée par tous ceux qui, aujourd'hui, avancent tel ou tel « programme de transition » ou prétendent mobiliser les masses sur des revendications immédiates.

Ajoutons que les revendications partielles ne sont pas du tout exclusivement économiques ; elles peuvent aussi avoir un caractère politique, mais qui ne doit jamais impliquer l'abandon, ne serait-ce que « provisoire », de l'indépendance politique de classe.

Programme minimum et programme maximum

Le fait que dans le plan tactique du parti figure un ensemble de revendications partielles — c'est-à-dire compatibles, en principe, avec la société bourgeoise — ne signifie nullement qu'on en revient à la notion de « programme minimum ». Celui-ci, dont la réalisation était considérée comme indispensable et préliminaire au « programme maximum » à plus long terme, correspondait à une étape intermédiaire, à la constitution d'un régime bourgeois particulier, souvent — mais pas toujours — défini comme « populaire ». Dans cette optique, les revendications partielles ne sont que des stimulants pour instaurer le gouvernement censé réaliser le « programme minimum », et celui-ci devient une sorte de « programme de transition » qui doit permettre de réaliser la mythique société vraiment démocratique, prétendue antichambre du pouvoir prolétarien. Ce mensonge, qui repose sur les illusions démocratiques bourgeoises, montre à quel point il est indispensable que le programme et l'action de classe du prolétariat soient *indépendants* de tout « projet de gouvernement ». Et c'est contre ce mensonge que Lénine a rétabli l'orientation tactique du mouvement révolutionnaire international.

Cette orientation sera la base de la III^e Internationale qui, à la place du programme minimum, mettra à l'ordre du jour la lutte pour les objectifs partiels dans le sens que nous venons d'indiquer :

« A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne, et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat. Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir » (8).

(8) *Thèses sur la tactique adoptées par le III^e congrès de l'I.C. Voir Manifestes, Thèses et Résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste*, pp. 99-100.

Les révolutionnaires ne repoussent pas les revendications partielles sous prétexte qu'elles font partie du programme minimum des sociaux-démocrates ; au contraire, ils les prennent en charge *dans la mesure où*, à partir de ces revendications, il est possible de mobiliser les prolétaires et de les faire *lutter* avec les *méthodes de classe*. Reprendre les revendications avancées par les réformistes dans une *action indépendante* est même une tactique tout à fait indiquée pour montrer que, en fin de compte, les intérêts de classe de la bourgeoisie et du prolétariat sont inconciliables. Toutes les occasions doivent être utilisées par les révolutionnaires pour creuser le fossé entre les classes opposées.

En fait, dans le *Programme de transition*, Trotsky part lui aussi de cette conception. Il explique que, face à l'antagonisme entre les exigences partielles et minimales des ouvriers et les « *tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent* », le programme minimum des réformistes doit s'effacer devant

« un ensemble de *revendications transitoires*, dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le programme de transition, dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne » (9).

Il n'y a pas de doute, c'est bien là le *processus*. Les masses luttent pour des revendications qui correspondent à leurs conditions d'existence et s'imaginent qu'elles pourront être satisfaites dans le cadre de la société actuelle. Le cas échéant, les révolutionnaires avancent ces mêmes revendications, mais contrairement aux réformistes ils poussent la lutte pour ces revendications en avant, parce qu'ils savent qu'à un certain stade du processus social et économique elles se heurteront au cadre de la société existante. *A ce moment-là* les revendications partielles s'insèrent dans un programme de mesures qui implique une *direction de classe* opposée, c'est-à-dire la dictature du prolétariat. Les mesures immédiates d'« urgence » que prendra le prolétariat au pouvoir seront en partie celles-mêmes que la société bourgeoise prétendait pouvoir réaliser.

Malheureusement, Trotsky mêle à ces indications tout à fait *justes* deux appréciations complètement *erronées* qui se renforcent mutuellement. D'une part il considère que le système bourgeois est arrivé à une phase de désagrégation constante, à une chute uniforme dans la crise, qui rend les conditions des classes laborieuses toujours plus précaires et instables, et fait que toute revendication de la petite-bourgeoisie dépasse le cadre de la propriété bourgeoise ; une situation sans issue donc, caractérisée par la sentence « *sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe* ». Trotsky semblait

(9) Le *Programme de transition*, voir, par ex., la brochure éditée sous ce titre par « Voix Ouvrière », p. 6.

exclure absolument que la « catastrophe », qui venait effectivement, pourrait déblayer le terrain pour un *nouveau* cycle bourgeois, une nouvelle phase d'expansion de la production et d'accumulation du capital. Il est vrai que si nous insistons sur la nature cyclique des crises et des catastrophes du capitalisme mondial, cela n'enlève rien à la définition générale de son stade actuel, un stade de décadence dans lequel « *les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir* » comme dit Trotsky (10). Mais on n'a pas le droit de substituer, comme il le fait, à l'analyse précise d'une *situation* et des *facteurs* qui la rendent révolutionnaire, la définition sommaire de toute une *époque*, effectivement *révolutionnaire* au sens historique.

La deuxième erreur de Trotsky est de croire que, dans une situation critique de ce genre, « *un programme d'action allant d'aujourd'hui jusqu'au début de la révolution socialiste* » (11) suffirait par lui-même à récupérer les énergies saines du prolétariat en les arrachant à l'opportunisme. Dans son analyse, l'influence des partis réformistes sur les masses provient surtout du fait qu'ils ont *usurpé* l'organisation et le drapeau de Lénine ; il néglige le fait qu'en Occident, grâce aux traditions social-démocrates qui se sont infiltrées dans la III^e Internationale par les « brèches » tactiques et organisatives, il n'y a pas eu de constitution de véritables partis communistes, sinon de façon très embryonnaire.

L'appréciation de Trotsky était donc fautive aussi bien en ce qui concerne les facteurs objectifs que subjectifs. Cela ne signifie évidemment pas qu'il ne fallait pas agiter un programme d'action, mais il fallait être beaucoup plus modeste quant aux résultats. On ne pouvait espérer orienter à brève échéance les masses dans le sens révolutionnaire ; cette reprise demandera beaucoup de temps et aussi une attitude différente. Elle demandera un bilan approfondi de la contre-révolution, bilan que Trotsky ne réussira à tirer complètement ni sur la nature de l'URSS, ni sur celle des « partis ouvriers ». Victime lui-même des tentatives illusoires pour les « démasquer », il se fera toujours des illusions sur leur compte.

Le lien dialectique entre revendications partielles et programme révolutionnaire

Les revendications partielles, bien que distinctes du programme de classe, lui sont cependant liées dans la mesure où le but à atteindre exige des moyens déterminés. Mais le choix de telle ou telle revendication ne peut dériver automatiquement du programme, ni

(10) *Ibid.*, p. 2.

(11) Voir « Une discussion avec Trotsky sur le Programme transitoire », *Quatrième Internationale*, juin-juillet 1946 ; reproduit dans la brochure indiquée ci-dessus, p. 83.

de la stratégie ; il est lié à des facteurs variables tels que : 1) les besoins réels ressentis à un moment précis par la classe ou une fraction de la classe ; 2) les relations qui s'établissent entre les classes ou les fractions qui s'affrontent à ce moment-là ; 3) *la prévision* du développement de la lutte engagée, que les revendications doivent devancer, conformément à la formule déjà citée de Lénine qui ne voulait pas voir « *nos mots d'ordre tactiques s'essouffler à rattraper les événements* », mais nous porter en avant, « *éclairer notre chemin* » car « *le parti du prolétariat [...] doit, dans ses décisions tactiques, unir la fidélité aux principes du marxisme à une appréciation infaillible des tâches d'avant-garde de la classe révolutionnaire* » (12).

Cela revient à dire que dans le cadre de la fidélité aux principes, le parti se propose d'évaluer attentivement les revendications et de contribuer à les faire évoluer de façon adéquate. Lorsqu'il est en mesure de lancer de véritables *mots d'ordre*, c'est-à-dire des *directives d'action*, il s'assure avant tout de « *l'ampleur de la couche du prolétariat qui suivra le Parti* ». Les étapes suivantes — jusqu'à ce que le parti exerce une nette influence et que la nature des revendications le porte à la tête des masses en mouvement — n'excluent pas divers retours en arrière ; car le parti agit dans un cadre qui rend difficile l'évaluation de toutes les forces en jeu, dont il est lui-même à son tour un produit et un facteur : « *Il devra se faire une idée exacte de l'influence de la situation économique sur les masses et des poussées spontanées qu'elle détermine en leur sein, ainsi que du développement que les initiatives du Parti communiste et l'attitude des autres partis peuvent donner à ces poussées* » (13). Cette capacité d'évaluer correctement la situation dépend d'ailleurs du fait que le Parti est une composante active et organisée de cette situation.

Les mêmes *Thèses de Rome* n'excluent pas que le Parti lance un mot d'ordre d'action dans seul le but de « *conduire une bataille d'où le prestige et l'organisation de l'adversaire sortiront ébranlés et qui renforcera matériellement et moralement le prolétariat*. Dans ce cas, le Parti appellera les masses à la lutte soit pour des objectifs réellement à atteindre, soit sur des objectifs plus limités que ceux qu'il se propose d'atteindre en cas de succès ». On voit à quel point le choix des mots d'ordre est une tâche difficile et impossible à trancher d'avance, puisqu'il faut éviter la « *tactique désespérée consistant à se lancer dans la lutte dans des conditions telles que les seules possibilités soient ou bien le triomphe de la révolution, ou bien, dans le cas contraire, la certitude de la défaite et de la dispersion des forces prolétariennes pour une durée imprévisible* » (14). C'est une thèse centrale du matérialisme historique confirmée par les faits qui explique que la participation active du parti aux luttes prolétariennes soit extrêmement « déli-

(12) *La révolution instruit*, Œuvres, tome 9, p. 153.

(13) *Thèses de Rome*, in *Défense de la continuité...*, op. cit., p. 49.

(14) *Ibid.*, p. 57.

cate et ardue » : si les masses se mettent en mouvement, ce n'est pas parce qu'elles « ont compris », parce qu'elles ont reçu ou possèdent de façon immanente la fameuse conscience. Ce sont au contraire leurs conditions de vie qui les obligent à solliciter continuellement la société existante ; finalement, c'est l'exigence de conditions de vie *différentes*, et qui ne correspondent nullement à un quelconque projet de « nouvelle société » inventé par un flambeau de la philosophie ou de la sociologie, c'est cette exigence simple et « banale » qui *peut* — dans certaines conditions — coïncider avec la rupture de l'ordre social en vigueur, rupture à tous les niveaux, politique, économique et social. Même si les reflets idéologiques correspondant aux diverses formes et forces de production sont différents, cette loi est valable pour toutes les révolutions, et pas seulement pour celle du prolétariat.

N'en déplaise au « conseillisme », à l' « unionisme » et à toutes les théories récurrentes qui refusent *le parti*, force de classe du prolétariat, ce qui distingue de ce point de vue la révolution prolétarienne n'est pas que les masses en tant que telles auraient une conscience précise des événements en cours et de leur rôle. C'est le fait que, pour la première fois, les buts historiques sont exprimés de façon non mystifiée dans la tête de toute la classe prolétarienne, *le parti* ; c'est le fait, rendu possible, comme dit le *Manifeste*, par l'absence d'une autre classe en dessous du prolétariat, que pour la première fois il existe une théorie scientifique du cours de l'histoire.

Quel schéma ?

Il est donc clair que ce serait une perte de temps oiseuse et digne des « intellectuels de la révolution » de chercher indépendamment du développement des situations et de l'influence qu'y exerce l'organe indispensable à la direction de la révolution, des « revendications transitoires » fixes, d'élaborer une « table des revendications » à apprendre par cœur. Elles varient non seulement avec l'aire historique (Inde ou Angleterre), mais aussi *au sein* de la même aire, en fonction des besoins déterminés dans les masses par la situation. Lénine lui-même le confirme formellement une fois de plus, dans un projet de résolution du programme de l'Internationale Communiste (pour le IV^e Congrès), programme qui ne vit jamais le jour à cause des divergences apparues dans l'Internationale même.

Voici les conseils de Lénine, très précis malgré leur caractère laconique et général :

« 3 — Les programmes nationaux doivent mentionner de façon absolument précise et catégorique la nécessité de la lutte pour les revendications transitoires avec les réserves qui s'imposent sur les circonstances conditionnant ces revendications selon le temps et le lieu.

« 4 — La base théorique de toutes ces revendications transitoires ou partielles doit être indiquée avec précision dans le programme général [...] le Komintern condamne résolument aussi bien les tentatives de

présenter comme de l'opportunisme l'inclusion dans le programme de revendications partielles que toute tentative d'estomper la tâche révolutionnaire fondamentale et d'y substituer des revendications partielles.

« 5 — Le programme général doit clairement indiquer les principaux types historiques de revendications transitoires des partis nationaux, correspondant à des structures économiques fondamentalement différentes, par exemple, Grande-Bretagne et Inde, etc. » (15).

Le « Programme de Transition » est par conséquent avant tout la formulation des tâches de transformation de la société correspondant aux différentes structures économiques et part donc d'un schéma qui dépend exclusivement de ces différences historiques.

Il n'en va pas de même pour les revendications partielles et les mots d'ordre d'agitation : ils s'insèrent dans un *programme d'action* qui change, lui, selon le déroulement des situations. Cela ne l'empêche pas de tendre constamment vers la réalisation des conditions qui rendront possible l'application du programme de transition et qui se traduiront par le fait que des mesures « ressenties par tous » ne pourront être exécutées que dans le cadre du programme révolutionnaire, c'est-à-dire si le pouvoir passe dans les mains des organes prolétariens d'Etat (les soviets en Russie) déjà existants et pénétrés par le programme révolutionnaire.

La formulation d'un programme d'action qui ait une signification de transition (vers le pouvoir politique) n'est possible que s'il existe de tels organes, de même que toute décision offensive du parti tient compte de la possibilité réelle d'influence sur la classe :

« Dans une action offensive, c'est le sort d'un très long travail de préparation qui peut se décider. Avant de prendre une si lourde décision, le Parti devra donc étudier à fond la situation. Il ne suffira pas qu'elle lui permette de compter sur la discipline des forces directement encadrées et contrôlées par lui, ni qu'elle l'autorise à prévoir que les liens l'unissant à la fraction la plus vivante du prolétariat ne se briseront pas au cours de la lutte. Il devra également avoir l'assurance que son influence sur les masses et la participation du prolétariat iront croissant au cours de l'action, car le développement de celle-ci réveillera et rendra effectives des tendances naturellement répandues dans les couches profondes de la masse » (16).

Déléguer la révolution à d'autres partis auxquels on remet l'exécution du programme, est un geste de « tactique désespérée » aussi imprudent que celui de se lancer à l'abordage sans savoir qui aura la bonté de vous suivre. C'est du suicide.

L'objectif : la domination de la société

Il y a par conséquent deux problèmes distincts : celui du programme de mesures transitoires, et celui de ce que Trotsky définit comme un « pont entre les revendications immédiates et le programme de la révolution socialiste ».

(15) *Œuvres*, tome 42, pp. 542-453.

(16) *Thèses de Rome*, op. cit., p. 56.

Depuis un bon siècle, on nous raconte qu'il serait « utopique » de prévoir les mesures concrètes du pouvoir prolétarien, et à ces radotages l'opportunisme actuel ajoute les siens propres, encore plus éloignés du marxisme si possible. En réalité, ces mesures de transition du capitalisme au socialisme, en d'autres termes le programme économique et social de la dictature du prolétariat qui ne s'identifie nullement au socialisme ou stade inférieur du communisme, ont déjà été indiquées *pour l'essentiel* par Marx, et reprises ensuite par les partis révolutionnaires. Bien sûr, beaucoup de mesures concrètes sont liées au développement économique réel du parti considéré et à la concomitance de la prise du pouvoir dans plusieurs pays ; cependant, pour le *Manifeste* comme pour la III^e Internationale, pour les Spartakistes comme pour le PC d'Italie, etc., les mesures propres à préparer la transformation sociale ultérieure étaient évidentes. Elles étaient spécifiées en quelques mots dans la lettre d'invitation au 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste :

« La prise du pouvoir d'Etat signifie la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et l'organisation d'un nouvel appareil du pouvoir prolétarien. »

Plus loin, la tâche économique est ainsi définie :

« La dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du Capital, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production » [et on précise :] « la socialisation [...] de la grande industrie et des banques, ses centres d'organisation ; la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste ; la monopolisation du commerce ; la socialisation des grands immeubles des villes et des grandes propriétés rivales ; l'introduction de l'administration ouvrière et la centralisation des fonctions économiques entre les mains des organismes émanant de la dictature prolétarienne — voilà les problèmes essentiels du jour » (17).

Tout cela reprend les fameuses mesures précisées dans le *Manifeste* par Marx et Engels. Le « Programme du Parti Communiste allemand », en 1919, indique également les mesures qui seront indispensables pour engager la transformation socialiste ultérieure. Il est clair que les mesures économiques doivent être accompagnées de mesures politiques qui seules les rendent possibles et que l'on peut résumer par cette phrase de la lettre d'invitation citée plus haut : « *désarmement complet de la bourgeoisie et de ses agents et armement général du prolétariat* ». En dehors de cela, il ne peut y avoir de mesures économiques et sociales valables.

Indépendamment du degré de maturité atteint par la société, qui permet une transformation économique plus ou moins rapide, il reste établi que le prolétariat doit assumer *le contrôle total* de la

(17) Lettre d'invitation au 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste, 24 janvier 1919, reproduite dans *Premier Congrès de l'Internationale Communiste*, textes intégraux publiés sous la direction de P. Broué, Paris, E.D.I., 1974, p. 40.

société. Ce n'est que sur cette base qu'il évaluera ensuite l'opportunité de faire des « compromis » spécifiques, en considérant la réalité tant économique (comme la prédominance de la petite exploitation dans l'agriculture, etc.) que politique et militaire (guerre interne et extérieure).

C'est une erreur de confondre cette liste de mesures à prendre après la conquête du pouvoir avec un *programme d'action* et les revendications qu'il avance. C'est une erreur que commettent précisément les trotskistes, alors que dans le *Manifeste* il est clair que pour Marx et Engels la préoccupation était de définir les moyens « pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante », les moyens permettant au prolétariat de « se servir de sa domination politique » supposée conquise.

Il s'agit ici de ce que dans la *Critique du Programme de Gotha* Marx définit comme « la période de transition [...] qui ne peut être autre chose que la dictature du prolétariat ». Le problème qui se pose est celui-ci : suffit-il d'une telle liste de mesures, même réduites en pilules, pour mobiliser les masses en vue de la lutte pour le pouvoir ?

La réponse est négative, précisément parce que bien des mesures (par exemple l'abolition du secret commercial, indiquée par Trotsky, ou l'échelle mobile des salaires) n'ont *normalement* qu'une signification démocratico-réformiste, de surcroît illusoire ; ce n'est que dans certaines conditions déterminées (1917 !) qu'elles peuvent prendre une signification qui va au-delà de leur portée normale.

Les mesures de la dictature prolétarienne sont déjà déterminées

Les mesures présentées par Marx et Engels montrent clairement un aspect qui distingue le marxisme des diverses tendances anarchistes : les mesures transitoires du capitalisme au socialisme sont graduelles et diversifiées (dans certaines limites) mais elles *présupposent* la *domination politique du prolétariat*. C'est ce que Marx et Engels appellent *Herrschaft*, que certains préfèrent appeler avec Gramsci et toute une vaste école « hégémonie », mais qui est la domination, le *pouvoir dictatorial*, le seul qui permette à certaines mesures du *Manifeste* « économiquement insuffisantes et insoutenables » de se dépasser elles-mêmes (18).

Il ne s'agit pas seulement de comprendre que, du fait de l'insuffisance du développement des forces productives, Marx et Engels étaient dans l'obligation d'indiquer des mesures qui, économiquement, ne sortaient pas encore du capitalisme. Il s'agit de comprendre la

(18) Remarquons que le réformisme propose, lui, des mesures économiques *soutenables*, mais destinées à ne jamais dépasser le cadre de l'économie capitaliste.

complexité d'un processus historique *international*, complexité que l'histoire ne nous a pas fait la grâce d'éliminer.

En 1952 (19), nous avons formulé un « programme révolutionnaire immédiat » qui tient compte du niveau différent des forces productives, en adjonction aux « *mesures les plus caractéristiques du Manifeste* ». Ce programme part des conditions d'énorme développement des forces productives, et introduit des mesures qui représentent une rupture beaucoup plus radicale avec le mode de production bourgeois dans son ensemble, comme le « *désinvestissement des capitaux* », afin de renverser le mouvement de production des biens de production par rapport à celui des biens de consommation, et l'« *élévation des coûts de production* » pour pouvoir donner « *tant que subsisteront salaire, marché et monnaie, des paies plus élevées pour un temps de travail moindre* ». Ce sont des mesures qui vont complètement à contre courant par rapport aux lois du capital.

Ces indications ont une importance politique très grande, car elles servent à montrer de manière éclatante quelle serait la tâche immédiate à réaliser si, comme le soutiennent les réformistes, on pouvait recevoir en héritage la société bourgeoise intacte ; mais il est bien clair qu'il est possible que le processus révolutionnaire crée (au moins dans de nombreux pays) des conditions telles qu'il faudra attendre avant de pouvoir appliquer un semblable programme.

Comme l'appareil politique, l'appareil économique sera également détruit, bien qu'une partie du matériel technique (machines, installations) puisse être repris, sans être entièrement détruit par « *les convulsions de la guerre civile* » ; cependant « *il sera nécessaire de briser sans pitié toute la hiérarchie de la production, tout le mécanisme administratif, même si pour des jours, des mois, des années, il est nécessaire de fermer les ateliers et de voir les champs à moitié déserts* » (20). Et il est inutile de souligner à quel point le prolongement de la vie du capitalisme, tout en *facilitant* le contrôle et la transformation ultérieurs, a également augmenté les potentialités destructrices du mécanisme productif et militaire, devenu désormais en grande partie parasitaire et nocif pour l'homme.

Par conséquent le programme transitoire, entendu comme la série d'interventions *du pouvoir prolétarien* dans l'économie d'un pays donné (contrôle sur l'économie et la société), est déterminé d'avance. Il peut être défini à l'intérieur de quelques cas types *bien avant* la révolution et indépendamment de la situation contingente. Il ne fait pas partie de la tactique particulière, mais relève plutôt de la stratégie établie pour toute une évolution historique.

(19) Voir notre brochure *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, p. 30, le passage en question a été cité dans d'autres articles, en particulier « La planification démocratique », *Le Prolétaire* n° 57 et 58.

(20) A. Bordiga, conférence tenue en 1921, *Dall'economia capitalistica al comunismo*.

Le capitalisme d'Etat sous la dictature du prolétariat

Ce qui reste à définir, c'est le pont entre les revendications partielles, liées de manière immédiate aux conditions dans lesquelles se développent les luttes pour les améliorations économiques au sens large, et l'objectif général qui est le contrôle sur la société. Cette seconde série de revendications ou de mesures immédiates ne peuvent guère anticiper sur le développement historique ; elles sont liées à la possibilité pour le parti d'en faire la matière de son premier pas vers le pouvoir. Voilà le véritable « programme de transition » *au pouvoir politique* du prolétariat ; le parti le met en avant lorsqu'il est sûr qu'il ne pourra pas être compris comme une simple transformation gouvernementale. Comme nous l'avons vu à propos de *La catastrophe imminente*, ces mots d'ordre ne sont pas propres exclusivement au parti ; mais ce qui est *exclusif*, c'est que, pour le parti, ils imposent d'enfreindre l'ordre politique de la société.

Du reste, cela vaut pour beaucoup de mesures que le prolétariat prendra, y compris pour celles que l'Internationale Communiste préconisait comme support du pouvoir prolétarien dans la *Lettre d'invitation* déjà citée ; les réformistes de l'époque ne rejetaient pas ce programme transitoire, mais prétendaient l'introduire au moyen de ce même Etat qui représentait, pour les révolutionnaires, le principal obstacle à abattre. Ce qui distingue la dictature prolétarienne ce n'est pas le programme immédiat, mais son *orientation*.

Il suffira de rappeler à ce propos la position marxiste au sujet des *nationalisations*. Il est évident que ce sont les premières mesures que le prolétariat prendra sur le terrain économique ; mais c'est un fait que le capitalisme moderne et ultra-bourgeois est constellé de nationalisations qui sont un cheval de bataille — de temps en temps abandonné pour d'autres rosses libérales — du réformisme, qui les prive de toute direction de classe. Les trotskistes, eux aussi, revendiquent *aujourd'hui* les nationalisations, et prétendent se démarquer du réformisme parce qu'ils les veulent « sans indemnités » ; ils croient que cette revendication peut inciter les prolétaires à obliger les réformistes à assumer le pouvoir et à la réaliser malgré eux, aplanissant ainsi la voie à la révolution. L'Internationale Communiste prend correctement position à ce sujet :

« Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes [...] cherchent à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une main-mise progressive sur les diverses industries les unes après les autres [...] Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire » (21).

(21) III^e Congrès, Thèses sur la tactique. Voir *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste* (reprint Maspéro), p. 99.

Dans notre *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* (pp. 424-425) nous mettons au centre de l'étude le problème de l'interpénétration des éléments politiques (direction de la dictature de classe) et des éléments économiques (structure déterminée), qui devait créer tant de difficultés aux révolutionnaires russes. Même le prolétariat au pouvoir devra, comme première mesure, nationaliser (évidemment sans indemnisation), mais il est essentiel que ce soit cette classe qui le fasse et qu'elle ne le laisse pas faire aux bourgeois. Quelle est donc la différence entre nationalisation bourgeoise et prolétarienne ? C'est sur une base politique, et non sur l'absence ou non d' « indemnisation », qu'elle se mesure. En effet, dit notre texte, cette différence est *abyssale* sur le plan politique, alors que sur le plan *économique* ce serait une « *grosse couillonnerie* » de prétendre que la différence entre l'Etat soviétique de la première phase et l'Etat bourgeois consiste dans le pourcentage de socialisme contenu dans le premier. Sur ce terrain « *la différence est variable, elle peut être grande, petite ou même nulle [...] parce que, aux débuts historiques de la période dictatoriale en particulier, on se trouve pour un long laps de temps (Lénine citera les « longues douleurs de l'enfantement d'une société nouvelle » de Marx) dans un milieu divisé en « phases » évolutives, hétérogènes* ».

Pour celui qui met politique et économie sur le même plan, la chose peut sembler mystérieuse : un Etat politiquement *socialiste* peut être économiquement moins capitaliste qu'un Etat... capitaliste : « *en termes mathématiques : de l'Etat bourgeois à l'Etat prolétarien, la dérivée du passage est infinie politiquement, alors qu'économiquement elle est finie et peut être à un moment donné nulle ; nous oserons même dire négative. Seul celui qui patauge dans la mare des Guy Mollet et des Saragat peut faire l'objection stupide suivante : « cela contredit le déterminisme économique », si l'économie change goutte à goutte, qu'il en soit de même pour le pouvoir* ».

La grande énigme russe est là tout entière, et pas seulement l'énigme russe. Dès l'instant où le pouvoir est passé aux forces qui marchaient en direction opposée à celle du programme révolutionnaire international, les mêmes mesures, comme la nationalisation de l'industrie ou de l'agriculture, sont utilisées comme clefs du pur et simple développement capitaliste. De *moyens* elles deviennent *fins*. D'autres, sans être des opportunistes aussi pourris que Saragat, sont tout aussi incapables que lui de comprendre les douleurs des enfantements historiques et affirment que ces nationalisations ont mis la Russie sur un plan social différent de celui des autres pays. En réalité elles l'ont mise sur le *même* plan social que tous les pays bourgeois, même si ce n'est pas au niveau des plus forts pour la puissance productive.

La formation du parti

La première condition de toute transition est par conséquent la destruction de l'Etat bourgeois. Tout « programme » qui, sans équivoque, nous permet de nous en rapprocher doit être salué avec

ferveur. L'autre condition est la formation et le développement de la force nécessaire à un tel but : le parti agissant dans la classe. Tous les révolutionnaires partent de la prémisse que sans la présence d'un parti révolutionnaire les revendications les plus avancées perdent de leur signification ; là où précisément apparaissent des divergences, c'est sur le point suivant : jusqu'à quel degré les revendications réalisent-elles — parce qu'il est indiscutable que dans une certaine mesure elles les réalisent — les conditions permettant le renforcement et une meilleure influence du parti ?

Nous ne pouvons reprendre ici un thème qui est le noyau même de notre opposition dans la première période de l'Internationale Communiste ; en résumé, il s'agit de l'évaluation différente de la possibilité pour la *direction révolutionnaire* de réunir dans ses propres rangs et de diriger des forces encore peu homogènes sur le plan programmatique en s'appuyant sur un processus d'approfondissement des contradictions sociales, dont l'évaluation est à son tour très complexe. Il est certain qu'alors la crainte de « laisser passer l'occasion » était en grande partie justifiée et *imposait* une série de risques à *courir*. Mais une fois passé le moment d'ébullition sociale, une sélection des forces révolutionnaires s'est révélée impossible, ce qui a rendu inévitable, comme on peut le voir *a posteriori*, leur pourrissement.

Dans la partie consacrée aux questions internationales, les Thèses présentées par la gauche au III^e Congrès du Parti Communiste d'Italie (Lyon, 1926) observaient que

« la formation des partis ou la conquête des masses n'ont été favorisées ni par les concessions faites aux groupes syndicalistes et anarchistes, ni par les petites transactions avec les centristes permises par les vingt et une conditions, ni par les fusions organiques avec d'autres partis ou fractions obtenues par le « noyautage » politique, ni par la tolérance d'une double organisation communiste dans certains pays avec les partis sympathisants » (22).

Cependant certaines indications tactiques devaient poser des problèmes plus graves encore, en particulier le Front unique et le gouvernement ouvrier : les répercussions sur les partis de la III^e Internationale furent désastreuses et allèrent toujours davantage dans les sens de l'abandon de toute délimitation révolutionnaire. Trotsky lui-même ne fut pas à l'abri de ces erreurs initiales, et les accentua par la suite comme on peut voir dans son « Programme de Transition ».

L'Internationale formula les revendications de Front unique et de gouvernement ouvrier pour favoriser la conquête des masses par le parti communiste. Au lieu de tirer un bilan des imprécisions qui allèrent en s'accroissant jusqu'à transformer ces revendications en conditions pour obtenir tel ou tel gouvernement bourgeois, Trotsky les reprend et les met à la base même de la constitution du nouveau parti mondial, la IV^e Internationale. Bien plus, il fait pratiquement de formules de ce genre, dont on peut discuter jusqu'à quel point et

(22) Voir *Défense de la continuité...*, op. cit., pp. 120-121.

de quelle manière elles sont justifiées dans certains cas, des constantes dans l'agitation, dès aujourd'hui et jusqu'à la conquête du pouvoir. Cette attitude ne pouvait pas ne pas favoriser, bien qu'à une échelle différente, un processus d'abandon des indications et délimitations précises, analogue au processus subi par l'Internationale Communiste.

Il est juste d'affirmer qu'un parti révolutionnaire ne se constitue pas seulement sur la base d'indications de caractère théorique ou général, mais aussi sur des indications tactiques qui établissent une fois pour toutes quelle doit être l'attitude à avoir face aux autres forces sociales et politiques. C'est cette attitude qui, à la longue, sinon immédiatement, provoque la cohésion autour du parti de forces homogènes et décisives ; mais il est aussi clair que poser ce problème en termes de recherche vraie d'une influence — plus ou moins clairement théorisée — sur *d'autres mouvements* provoque le relâchement de l'organisation révolutionnaire et la perte de ses contours.

La constitution du parti sur des bases « sectaires » est donc la *prémisse* dont il faut partir pour y adapter l'ensemble des revendications pratiques — un programme d'action — qui tienne compte de la force réelle du parti lui-même. Ce n'est que dans un développement complexe et dialectique, qui voit le développement de l'organisation révolutionnaire dans des situations spécifiques où elle joue un rôle actif aux dépens d'autres forces politiques, que peut être posée la question du choix de nouveaux programmes d'action plus précis, plus particuliers, qui à leur tour influenceront sur le développement ultérieur du parti.

Avant d'établir quelles sont les revendications susceptibles de mettre la classe face au *saut* révolutionnaire, il s'agit de travailler à développer *toutes* les conditions qui rendent une telle situation fructueuse : influence du parti dans la classe, constitution d'organismes immédiats de classe, formation d'organismes comme les soviets, susceptibles de donner *la force* au prolétariat.

Le Parti Communiste d'Italie

Il est intéressant de voir comment le Parti Communiste d'Italie a appliqué dans la période de 1921-22 les principes tactiques que nous avons rappelés.

Voici quelle était la situation : la montée du prolétariat qui a marqué les années 1919-20 et qui, du fait de l'absence de direction révolutionnaire, s'est soldée par un échec, est suivie d'une période de reflux, pendant laquelle le Parti Communiste se constitue et s'organise (23).

(23) Pour qu'on ne nous accuse pas d'interprétation tendancieuse, citons Gramsci : « Notre parti est né en janvier 1921, c'est-à-dire au moment le plus critique en ce qui concerne tant la crise générale de la bourgeoisie italienne que celle du mouvement ouvrier » (*L'Unità*, 24 février 1926).

Il est certain que la société italienne est encore en proie à une crise généralisée et profonde, mais il est d'autre part évident que le prolétariat ne peut se poser le problème de la conquête du pouvoir sans mener une lutte autonome contre la réaction fasciste et sans posséder une direction politique révolutionnaire qui ait de l'influence sur la classe. Les documents de l'époque nous permettent de démontrer, contrairement à toutes les déformations « historiques » qui en ont été faites sous le patronage du tandem Gramsci-Togliatti, que la préoccupation principale était alors précisément celle de conquérir les masses aux directives du Parti *en participant* aux luttes immédiates. La perspective sur laquelle le Parti fondait sa participation au mouvement de défense est résumée par cette citation :

« Objectivement, à l'heure où la crise irrésistible du capitalisme déclenche partout l'offensive patronale, il n'est pas possible que les masses réalisent une série de conquêtes progressives et obtiennent une amélioration sensible de leur niveau de vie, ni même qu'elles réussissent à conserver leur situation matérielle actuelle, aussi longtemps que les institutions capitalistes restent en place » (24).

Ce passage permet de comprendre que, dans la situation d'alors, existait la première des conditions qui caractérisent, d'après Lénine, une situation révolutionnaire : l'impossibilité pour la classe dominante de gouverner *dans les formes anciennes*, c'est le moment où il apparaît clairement aux masses opprimées que tant que le capitalisme est debout, elles ne réussiront même pas à améliorer leurs conditions de vie. Le parti révolutionnaire met ce fait *au centre* de son activité et œuvre afin que le prolétariat s'unifie par la lutte de défense ou d'amélioration de ses conditions immédiates de vie, en sachant bien que cette lutte est la condition pour aller plus loin, une fois conquise cette « *influence du parti communiste sur la masse des travailleurs et sur leurs organisations économiques, qui le met en position de supériorité par rapport aux autres tendances politiques du prolétariat* » (25). C'est ainsi que le *Projet de programme d'action* cité plus haut formule notre conception du front unique comme *condition* du passage à des revendications *transitoires* :

« Etant donné que les autres partis, tant bourgeois que sociaux-démocrates, affirment le contraire [c'est-à-dire que le prolétariat peut obtenir des améliorations dans le cadre du système actuel, naturellement gouverné par eux], le Parti Communiste, tout en affirmant clairement dans sa propagande cette vérité critique, aura la possibilité de s'adresser à l'ensemble de la masse ouvrière pour l'inviter à lutter pour les revendications matérielles qui, parce que leur satisfaction suppose la victoire révolutionnaire, conduiront les masses sur la voie d'une expérience concrète des méthodes qui peuvent conduire à la révolution. »

(24) *Projet de programme d'action du PC d'Italie* présenté au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, 1922, « Programme Communiste », n° 67, p. 61.

(25) *Projet de Thèses sur la tactique pour le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste, Défense de la continuité...*, op. cit., p. 73.

C'est sur ce terrain que s'impose, dans les faits réels et au cours d'une évolution réelle et non imaginaire, le passage des revendications minimum qui entraînent des masses toujours plus larges, à des mots d'ordre qui ont une signification plus générale, tels que « du pain » ou « du travail ». Grâce à la présence d'une direction du prolétariat, présence assurée non seulement par une action de propagande, mais par l'intermédiaire de ses organes, ces mots d'ordre prennent une véritable signification de *transition au pouvoir*, lequel ne peut être que celui du parti qui a organisé parallèlement l'*insurrection*, c'est-à-dire du *Parti Communiste révolutionnaire*. Ce schéma « élémentaire » est le seul qui distingue la conception révolutionnaire de la conception *gradualiste*, revêtue de tant d'habits différents. D'après cette dernière, on arrive à la révolution par une succession de conquêtes qui ont une *valeur intrinsèque* et qui enlèvent peu à peu le pouvoir à la bourgeoisie ; cela est vrai même pour sa version « extrémiste » dans laquelle ce processus est extra-parlementaire. Pour nous, par contre, la maturité de la révolution ne se mesure pas au niveau que peuvent atteindre les revendications, ni à l'importance des concessions arrachées à la bourgeoisie, mais au *degré de mobilisation de classe* du prolétariat.

Revendications et concessions

Une manœuvre plus qu'évidente de tout pouvoir qui vacille c'est de faire de grandes promesses, de s'ouvrir aux plus larges concessions ; les révolutionnaires, eux, doivent montrer la véritable signification de ces concessions :

« Il est des situations historiques dans lesquelles les réformes, et surtout les promesses de réformes, ont *exclusivement* pour but de calmer l'effervescence du peuple et d'obliger la classe révolutionnaire à cesser ou tout ou moins à affaiblir son action.

« La social-démocratie révolutionnaire de Russie comprit fort bien le vrai caractère de cet octroi d'une constitution fantôme en août 1905. Et c'est pourquoi elle lança sans hésiter un instant, les mots d'ordre : A bas la Douma consultative ! Boycott de la Douma ! A bas le gouvernement tsariste ! Continuation de la lutte révolutionnaire afin de renverser le gouvernement ! Ce n'est pas le tsar, mais un gouvernement révolutionnaire provisoire qui doit convoquer la première véritable assemblée représentative du peuple de Russie ! »

Voilà ce qu'écrivait Lénine à propos de la révolution de 1905 (26). Au même moment, Trotsky observait : « *Tel est, en général, le sort des concessions aux époques révolutionnaires : elles ne peuvent satisfaire, mais suscitent de nouvelles exigences* » (27). Donner à ces moments-là une signification intrinsèque aux concessions faites par le pouvoir constitué reviendrait à creuser sa propre tombe en tant que révolutionnaire.

(26) *Œuvres*, tome 23, p. 270.

(27) Trotsky, 1905, Editions de Minuit, Paris, 1969, p. 71.

Il faut faire une autre remarque à propos de la citation tirée du *Projet de programme d'action* du PC d'Italie : l'affirmation que la bourgeoisie ne peut satisfaire les revendications se base non sur l'impatience, mais sur l'expérience. Il ne s'agit pas de découvrir une donnée permanente pour une période historique indéfinie, mais de considérer le moment historique bien précis. Rêver les yeux ouverts que « désormais » la bourgeoisie ne pourra plus faire de concessions est une erreur impardonnable. Cela rendrait inutile le choix des mots d'ordre, car il s'agirait seulement de la harceler continuellement avec n'importe quelles revendications toutes impossibles à satisfaire et ayant donc une valeur révolutionnaire. En réalité, ce n'est que durant des moments historiques très brefs que les choses se présentent ainsi, et les classes ne s'opposent pas toujours ouvertement. Enfin, il faut aussi savoir reconnaître et indiquer la situation opposée ; jusqu'à un certain point, certaines revendications sont parfaitement réalisables dans la société bourgeoise, et si le prolétariat s'oriente exclusivement vers la conquête d'une certaine revendication, lui attribuant ainsi une valeur en soi, cela lui coûtera souvent son indépendance.

Les caractéristiques multiples des revendications partielles sont clairement indiquées dans ce passage des *Thèses de Rome*, qu'il est important de rappeler :

« Les objectifs partiels sont indispensables pour conserver à coup sûr le contrôle de l'action et on peut les formuler sans entrer en contradiction avec la critique que le Parti fait de leur contenu économique et social quand ils sont considérés comme des fins en soi dont les masses pourraient se satisfaire après les avoir atteintes, et non pas comme l'occasion de luttes qui sont un moyen, un pas vers la victoire finale.

« Bien entendu, la détermination de ces objectifs et des limites de l'action est toujours un problème terriblement délicat ; c'est par l'expérience, et par la sélection de ses chefs, que le Parti devient capable d'assumer cette suprême responsabilité » (28).

Après quoi nous abandonnons à leur destin tant les inventeurs du *slogan* parfait, de la revendication révolutionnaire en soi, que ceux qui déduisent de la juste préoccupation des limites classistes de toute intervention du parti l'idée que le parti ne doit intervenir *que* lorsque le mouvement réel *est déjà* sur le terrain parfaitement classiste.

La situation impose le « contrôle ouvrier »

Comme nous l'avons dit, l'activité du parti en 1921-22 était tout entière orientée vers le renforcement du mouvement de classe et par conséquent vers la conquête de l'influence sur les organismes de classe, condition indispensable pour pouvoir poser, finalement, la revendication *cardinale* de tout « programme transitoire » : *tout le pouvoir aux soviets* (ou aux organes équivalents).

(28) *Défense de la continuité...*, op. cit., p. 57.

Dans le passage sur les directives « syndicales » du *Projet de programme d'action* du PC d'Italie, il y a une analogie presque littérale avec ce que Lénine soutient — comme nous l'avons déjà vu — dans le texte sur *La catastrophe imminente* :

« Toute l'activité syndicale des communistes se base sur cette constatation qu'à l'époque actuelle de convulsions du régime bourgeois en crise la simple activité des syndicats n'est plus suffisante car ils voient leur action devenir toujours plus difficile, au fur et à mesure que la crise s'élargit. Pour affronter les problèmes de la vie quotidienne des ouvriers, il est nécessaire de pouvoir contrôler dans son ensemble le fonctionnement de la machine économique, pour déterminer les mesures qui peuvent combattre les conséquences de sa faillite. C'est une illusion de croire que l'actuel système politique offre au prolétariat le moyen d'exercer une quelconque influence sur le déroulement de ces phénomènes dont dépendent cependant son sort et ses conditions d'existence ; et tous les problèmes se ramènent à un seul, celui de remplacer, dans un grand effort révolutionnaire de tout le prolétariat, la classe des exploités qui, en détenant le pouvoir, empêche tout adoucissement des douloureuses conséquences du capitalisme, du fait qu'ils empêchent toute limitation des privilèges des capitalistes ».

Lénine avait déjà relevé que les mesures du *contrôle* de l'économie n'étaient pas prises

« *uniquement, exclusivement* parce que leur application porterait atteinte aux profits exorbitants d'une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes », « de crainte d'attenter à la toute-puissance des grands propriétaires fonciers et des capitalistes », « il faut être incroyablement naïf pour ne pas comprendre — ou profondément hypocrite pour feindre de ne pas comprendre — d'où vient ce sabotage, par quels moyens il est perpétré. Car ce sabotage exercé par les banquiers et les capitalistes, ce *torpillage* par eux de tout contrôle, de toute surveillance et de tout recensement, s'adapte aux formes d'Etat de la République démocratique, à l'existence des institutions "démocratiques révolutionnaires" » (29).

Nous voici parvenus au point d'arrivée : la révolution est déterminée par l'explosion des forces productives *de la société* pour le contrôle *sur* la société ; le parti est la force organisatrice de ce passage historique grandiose, dont le premier pas n'est pas « l'introduction du socialisme », ni même la nationalisation, mais le *contrôle* de l'économie capitaliste ; ce contrôle apparaît comme une exigence réelle « reconnue par tous », mais seul le parti révolutionnaire peut l'entreprendre contre les classes possédantes, les riches, les capitalistes, les propriétaires fonciers et leur réseau serré qui pénètre tous les rapports sociaux.

La forme de ce contrôle *initial* comme les mots d'ordre pour y parvenir, peuvent varier en liaison avec les problèmes réels du moment ; mais le contenu, la transmission révolutionnaire du pouvoir sur la base

(29) *Œuvres*, tome 25, pp. 352-353.

des exigences prolétariennes, est un point fixe auquel Lénine a précisément restitué sa valeur « permanente ».

La griffe du programme révolutionnaire sur les exigences prolétariennes — et dans certaines limites sur les exigences de la société dans son ensemble qui échappe aux mesures de contrôle que le régime bourgeois prétend en vain imposer — *se prépare* et s'effectue à des degrés divers dans les luttes partielles. Le moment de la réaliser *complètement* est d'autant plus proche que la mobilisation de la classe ouvrière guidée par son parti est *réelle*, par l'intermédiaire de formes et de mots d'ordre peut-être inédits, mais sans équivoque quant à leur but : l'organisation en classe dominante du prolétariat comme seule force réellement capable de contrôler la société. Voilà la dictature du prolétariat !

Trois tâches préliminaires du parti

En 1921, l'article *Défense prolétarienne* montre que du fait de l'offensive fasciste, la tâche qui pèse *sur les épaules du Parti* est de favoriser la naissance d'une organisation de masse luttant pour les trois objectifs suivants :

« Faire face à l'offensive fasciste avec les mêmes moyens que ceux qu'elle emploie ; agir contre l'organisation légale de l'Etat qui, aujourd'hui, appuie le fascisme et réprime l'action antifasciste, mais demain descendra directement dans l'arène de la lutte ; servir de base à une organisation étatique militaire du prolétariat qui après la victoire des masses empêche l'existence de toute organisation blanche de lutte contre-révolutionnaire » (30).

Le pouvoir ne se conquiert pas à coups de concessions. Mais la lutte du parti prolétarien pour les revendications prolétariennes, pour la ligne de son autonomie de classe, est vitale dans la mesure où elle s'accompagne de la réalisation des objectifs organisatifs qui permettent au mouvement prolétarien de devenir une classe capable de conquérir le pouvoir et de le conserver : lutte contre la réaction blanche, lutte contre le pacifisme et le légalitarisme, organisation de la force à même de conquérir et de conserver le pouvoir du prolétariat. Ces objectifs sont surtout des objectifs *du parti* ; c'est lui qui est appelé à les réaliser, parce que c'est sur lui que pèse la grande responsabilité de diriger la révolution.

Nous pouvons dire, par conséquent, que le parti travaille sur le terrain vital des luttes partielles, qui ne sont pas purement économiques, en y défendant la ligne de classe et en indiquant constamment des objectifs plus avancés. Ce travail qui, indépendamment de notre volonté, est souvent obscur, conduit aussi le parti à prendre le contrôle

(30) *L'Ordine Nuovo*, 8 mars 1922. Reproduit dans le recueil *Relazione del partito comunista d'Italia al IV congresso dell'Internazionale Comunista*, Editions Iskra, Milan, 1976, p. 106.

et la direction de certaines luttes et revendications, dans la perspective générale de conquérir une influence décisive sur le prolétariat et sur ses *organisations* immédiates, sans en exclure aucune à l'avance.

Parallèlement, le parti n'oublie pas ses tâches spécifiques : diriger la lutte contre la réaction violente en organisant dans ce but la partie la plus décidée du prolétariat et, enfin, résoudre la question de « l'art de l'insurrection », c'est-à-dire celle de la préparation militaire, qui seule garantit la victoire et sa consolidation. Cette préparation, il doit l'assurer dans la période qui voit le prolétariat passer des luttes partielles, avec des objectifs contingents et précis, à des luttes qui préparent plus directement l'assaut au pouvoir, et dont les objectifs plus généraux expriment la nécessité de contrôler la société, c'est-à-dire de *prendre le pouvoir*.

Quelques considérations sur Trotsky

Notre vision du processus révolutionnaire n'est pas du tout simpliste ou à sens unique. Remarquons, au contraire, qu'elle s'est distinguée de celle de Rosa Luxemburg ou même de l'Internationale par une attitude plus prudente quant à ce qu'il fallait attendre des situations objectives ; cela nous fit traiter de pessimistes, mais le cours de l'histoire a dépassé nos prévisions les plus pessimistes !

Pour nous, il était clair que si la révolution ne l'emportait pas, c'était la réaction bourgeoise la plus impitoyable qui gagnerait. Cela représentait une « catastrophe » suffisante pour le mouvement ouvrier sans qu'on ait besoin d'insister sur l'alternative de la rechute dans la « barbarie », sujet élargi et enrichi les années suivantes, et même jusqu'à nos jours. Ceci reste vrai, même si la barbarie du capitalisme est un excellent argument de propagande pour la révolution, de même que sa course à la catastrophe sous la forme des crises, des guerres et des révolutions est la meilleure preuve de son caractère non pacifique et non « démocratique ».

Le « simplisme » n'était donc pas du côté des « doctrinaires » que nous étions. A Staline au contraire, l'attente de la catastrophe capitaliste devait fournir l'argument dont il avait besoin pour justifier sa préoccupation de construire le « socialisme » chez lui, socialisme qui aurait regardé en simple spectateur l'inévitable lutte des capitalistes entre eux.

Si Staline représentait la caricature de cette tendance à exagérer la crise « permanente » du capitalisme, on ne peut dire que Trotsky y ait échappé. La thèse qu'il défendit et qu'il avait reçue de l'Internationale Communiste, était la suivante : la crise générale du capitalisme, prolongée à toute l'époque impérialiste, rendait impossible la satisfaction des intérêts immédiats des masses et créait ainsi une situation presque permanente d'agitation révolutionnaire. Celle-ci, en présence d'une direction capable, aurait pu permettre la conquête du pouvoir.

Parmi les premiers mots de son *Programme de Transition*, on lit : « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître ». Ailleurs, il insiste sur l'aspect désagréateur et destructif du système capitaliste : il entend par là non pas, ce que nous partagerions complètement, que le développement du capitalisme est désagréateur et destructeur des forces productives de l'humanité et de la nature, mais que le capitalisme au lieu de produire se consacrerait essentiellement à détruire.

Cette argumentation n'était pas nouvelle. Auparavant, Trotsky avait déjà cherché à expliquer les succès productifs de la Russie des plans quinquennaux par la défaite du capitalisme, se rangeant ainsi à la thèse — brandie aux quatre vents par Staline — qui opposait à un capitalisme dépérissant, un socialisme — ou la transition vers celui-ci — en pleine croissance. Dans *La Révolution trahie*, Trotsky écrit par exemple que « les immenses résultats obtenus par l'industrie, le début plein de promesses d'un essor de l'agriculture, la croissance extraordinaire des vieilles villes industrielles », etc., ont été « les résultats incontestables de la révolution d'Octobre dans laquelle les prophètes du vieux monde voulurent voir le tombeau de la civilisation » (31). Cette phrase est parfaitement juste en ce sens que sans la révolution d'Octobre, le développement capitaliste de la Russie n'aurait pas été aussi rapide ; mais elle est parfaitement irrecevable si au lieu de faire allusion au développement d'un capitalisme jeune, vigoureux, centralisé, sur un territoire vierge, on veut ainsi justifier le « droit à la victoire du socialisme » sur le « sixième du globe ». Pour Trotsky, la situation était caractérisée par un capitalisme décadent, par l'existence d'un « Etat ouvrier dégénéré » et d'une Internationale tout aussi dégénérée mais seulement dans les sommets de sa bureaucratie, capable encore cependant de capter des masses continuellement poussées à agir par une situation économique sans issue. Il croyait qu'en agitant dans ce cadre les vieux mots d'ordre des temps meilleurs, il serait possible de reconquérir ce qui, dans un certain sens, appartenait de droit à la révolution : les masses en Occident et le pouvoir en Russie. Il y a une analogie certaine entre l'attitude de Trotsky vis-à-vis du pouvoir de Staline en Russie et vis-à-vis de l'opportunisme dominant l'Internationale et les partis affiliés : de même qu'en Russie n'avaient pas disparu les héritages de la révolution d'Octobre — que Mandel et ses partisans trouvent encore vivants et vigoureux aujourd'hui — en Occident, le prolétariat continuait de vivre encore, selon Trotsky, sur l'élan de la formidable poussée reçue avec Octobre et avec la constitution de l'Internationale Communiste.

Il contribuait ainsi à l'édification d'un mythe devenu typique de tout le mouvement qui, à tort ou à raison, se revendique de lui : celui d'un prolétariat en perpétuelle quête de la voie révolutionnaire, voie qu'il ne peut trouver à cause de l'existence d'une excroissance bureaucratique qui a usurpé sa « direction ». Ainsi les causes profondes de la

(31) *La révolution trahie*, Editions Grasset, Paris, 1936, p. 17.

défaite prolétarienne ne sont pas mises en évidence, ce qui conduit les épigones à établir différentes hypothèses sur la meilleure utilisation de tel ou tel groupe placé à la tête du prolétariat. Bref, le contrôle opportuniste sur les masses semble *complètement* indépendant de la situation réelle *subie* par la classe au cours d'une série de défaites désastreuses, depuis la Chine jusqu'à l'Espagne, la guerre mondiale, la collaboration démocratique dans les Résistances et les reconstructions ; ce contrôle est au contraire présenté comme un reflet *insuffisant* de la classe en mouvement, que l'on pourra ramener au moins partiellement sur la voie révolutionnaire.

L'obsession du trotskysme, qui représente le prolongement de l'obsession de l'Internationale Communiste même dans ses années les plus glorieuses, est de combler l'écart entre les conditions objectives (*« les prémisses économiques de la révolution prolétarienne ont atteint depuis longtemps le point le plus élevé possible en régime capitaliste »* écrivait Trotsky en 1938) et les conditions subjectives (la direction révolutionnaire). Cet écart existe évidemment, mais ne peut être comblé que par un travail de longue haleine, dans un processus où les conséquences de défaites particulières influent sur la possibilité de reprise de la lutte.

Les leçons de la contre-révolution

La définition d'un tel cadre explique que Trotsky a l'illusion de pouvoir influencer sur le cours des événements futurs avec un « programme transitoire » avant même d'avoir avancé suffisamment le travail de reconstruction du parti révolutionnaire, de l'Internationale. Selon lui, nous sommes en présence d'un mouvement qui va objectivement vers la révolution, qui n'a pas été vaincu et qui cherche fiévreusement sa direction, alors que la bourgeoisie se trouve précipitée dans une crise incurable : *« dans les pays où elle a été contrainte de jouer la carte du fascisme, on se dirige maintenant les yeux fermés vers la catastrophe économique et militaire »* tandis qu'aux USA par exemple, le New Deal *« ne résout pas le moins du monde l'impasse économique »*. Il ne voyait pas que la guerre dans laquelle le prolétariat, ayant perdu le chemin de sa lutte autonome, allait bientôt verser un considérable tribut de sang pour la défense des intérêts bourgeois, allait résoudre le problème pour tous !

Il était urgent pour Trotsky d'opposer à la bourgeoisie et au réformisme un programme concret, tangible, qui permette au prolétariat de se relier à ce en quoi il avait toujours cru. C'était urgent parce que disait le *Programme de transition*,

« l'Internationale communiste est entrée dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élévation du niveau de vie des masses ; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche [...] ; alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque

revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois » (32).

Du fait de son propre passé, Trotsky n'a pas pu tirer toutes les leçons de la contre-révolution, qui conduisaient à la conclusion que le parti devait naître sur la base d'un bilan général de l'histoire des luttes prolétariennes et de l'Internationale Communiste.

Nous ne croyons pas nécessaire de revenir ici sur la phase historique ouverte par la défaite du mouvement prolétarien international. Quant à l'évaluation du « personnage » Trotsky, qui n'est finalement qu'une victime de cette défaite contre laquelle il a essayé de lutter avec une ardeur généreuse, nous pouvons rappeler ce que nous écrivions il y a plus de 25 ans :

« Chef historique comparable à Lénine et marxiste digne de lui, Trotsky n'a pas su éviter totalement tous les pièges ; il est presque impossible, même aux très grands *condottiere*, battus après avoir obtenu d'aussi éclatantes victoires, d'atteindre à la rigueur scientifique en faisant l'histoire de leur funeste chute personnelle ; c'est d'autant plus vrai pour qui a, comme Trotsky, un tempérament de gladiateur et qui ressent comme un écrasement de sa propre volonté le fait de céder devant un ennemi même s'il représente les forces impersonnelles et arbitraires de l'histoire » (33).

Le point central

Dans l'étude des problèmes liés à la formulation d'un programme de revendications transitoires, nous avons mis en relief l'enchaînement des diverses revendications qui surgissent dans la classe sur la base des besoins immédiats ; le parti intervient en essayant d'indiquer constamment une ligne de classe, c'est-à-dire, avec des formes diverses, en opposition constante à la société bourgeoise, et avec la conviction que cette même société bourgeoise, sur la base de ses propres besoins, nous aidera dans ce travail de clarification et de séparation des voies de classe divergentes.

A cette « courbe des besoins et des revendications », nous avons voulu relier la ligne organisationnelle, avec ses deux niveaux, celui de l'organisation immédiate et celui de l'organisation politique, c'est-à-dire du parti. Ce sont en effet des facteurs qui influent d'une façon déterminante non sur la propagande permanente des positions générales, mais sur le choix des mots d'ordre à lancer.

C'est dans cette liaison entre un processus objectif et ses diverses formes d'organisation possibles que réside la double négation du spontanéisme et de « l'aventurisme », ou, si l'on préfère, du suivisme

(32) Trotsky, *Le Programme de Transition*, op. cit., p. 3.

(33) *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, op. cit., p. 465.

et de l'infantile « fuite en avant ». Les citations que nous avons faites montrent que c'est dans ce travail de liaison que le parti se rend apte à la dure tâche de dirigeant révolutionnaire. Et toutes les variantes de réactions *insuffisantes* à l'attaque bourgeoise et réformiste sont incapables de développer cette activité, d'autant plus ardue qu'elle ne se présente pas comme une progression facile et graduelle. Ces réactions, saines mais insuffisantes par elles-mêmes, ne sont susceptibles d'être canalisées vers la voie révolutionnaire que si elles sont confrontées continuellement à la ligne à la fois réaliste et visionnaire du parti révolutionnaire.

C'est ainsi que nous avons considéré comme un point central l'impossibilité de nier la nécessité de revendications transitoires, exactement comme on ne nie pas les *passages* de niveaux revendicatifs partiels à d'autres plus généraux et politiques qui confluent dans l'opposition frontale entre la classe prolétarienne, avec son parti, et la classe bourgeoise avec son Etat.

Ce qu'il faut nier c'est la formulation *in abstracto* d'un tel programme, qui est le programme « immédiat » dans la période où la tâche « immédiate » est la préparation à l'assaut révolutionnaire, indépendamment des facteurs que nous avons constamment rappelés : forte mobilisation *classiste*, forte et influente organisation *de parti*, possibilité par conséquent d'un *contrôle* sur les mots d'ordre lancés et sur la façon dont ils sont reçus et suivis réellement.

Une manière erronée de réagir

Ce que nous pouvons « reprocher » au *Programme de transition* de Trotsky, c'est la formulation de revendications transitoires pour *toute une époque*, formulation qui de plus partait d'une évaluation erronée de cette époque, et entretenait l'illusion qu'en 1938 et les années suivantes, le mouvement prolétarien pouvait être ramené sur un terrain de classe par une agitation appropriée, et qu'il pouvait en même temps retrouver sa *direction* révolutionnaire — problème qui obsède à juste titre le grand révolutionnaire.

Trotsky s'est ainsi exposé au risque — surtout quand il deviendra clair que son évaluation de la période était erronée — que l'on considère les revendications transitoires comme valables partout et toujours, comme un programme à agiter constamment, quelle que soit la situation, indépendamment de l'existence d'une *force organisée* capable de le *mettre en œuvre*. Le programme transitoire se transforme alors en une série de phrases de *propagande*, qui viennent remplacer la propagande sur les points les plus caractéristiques du programme révolutionnaire, avec le grave inconvénient de prendre l'allure d'une sorte de « programme minimum ».

Une manière à son tour erronée de réagir à cette erreur, c'est de *la renverser* et d'en tirer la conclusion que la révolution se prépare en faisant un saut des revendications partielles à la « nécessité du com-

munisme », en niant en d'autres termes le pont entre programme révolutionnaire et situation réelle.

Nous sommes tombés nous-mêmes dans une erreur de ce genre dans les formulations insuffisantes du n° 57 de *Programme Communiste* (« Le trotskysme »), où on a pratiquement limité l'application d'un programme de revendications transitoires aux révolutions doubles, c'est-à-dire où des mesures de caractère encore bourgeois sont assumées par le parti prolétarien. Dans le texte en question, on cite la série des « mesures révolutionnaires immédiates » valables pour les pays avancés, que nous avons évoquée plus haut, pour montrer l'énorme distance par rapport à celles indiquées par Trotsky. Mais s'il est parfaitement juste d'insister sur les conditions économiques différentes et les différences qu'elles entraînent pour les mesures révolutionnaires, il reste que ces mesures doivent être mises en œuvre après que le pouvoir est solidement entre les mains du prolétariat ; même si certaines d'entre elles peuvent être éventuellement utilisées à cette fin, ces mesures ne constituent pas la base de l'agitation pour mobiliser le prolétariat et le lancer à la conquête du pouvoir. Ce sont des objectifs auxquels il s'agit de rattacher les revendications qui surgissent de la situation et qui permettent cette mobilisation. Voilà le sens du mot pont utilisé par Trotsky.

Le double sens des mots d'ordre

Comme on a pu le voir, plutôt que de nous attacher à la différence des situations entre les divers pays, nous avons insisté sur les analogies de toutes les situations révolutionnaires, non seulement au sens où l'entendait Lénine (présence des facteurs révolutionnaires), mais au sens où la situation objective tend à déboucher sur le contrôle de la société par ceux qui jusqu'ici subissaient son contrôle. Seule la minorité constituée par le parti politique est consciente du fait que ce renversement du contrôle exige la destruction de l'appareil d'Etat.

Cette analogie des situations révolutionnaires a été démontrée à partir de *La catastrophe imminente* de Lénine et de quelques formulations de 1921 en Italie. Le problème est celui de la constitution d'une force qui soit réellement ouvrière et révolutionnaire ; même la révolution « double » en Russie a démontré que c'est elle l'élément décisif et que cette force ne peut être incarnée que par la direction du parti communiste dans les organismes prolétariens (soviets, syndicats, etc.) gagnés à son influence.

C'est à la lumière de ce qui précède qu'il faut considérer quelques revendications typiques du programme de Trotsky, telles que le contrôle ouvrier, le gouvernement ouvrier, etc. La question est toujours : provenant de quelles organisations « ouvrières » ? Avec quel poids effectif des révolutionnaires ?

Et la réponse ne peut être que celle-ci : comme il est très possible de les interpréter dans un sens réformiste, ces mots d'ordre pris

comme ayant une valeur intrinsèque doivent être *laissés aux réformistes* ; les communistes défendront dans leur propagande le contenu révolutionnaire qu'ils *peuvent* prendre dans le cours de la révolution, le parti se réservant la possibilité de les utiliser comme directives d'action si et quand ils impliquent la mobilisation dévolutionnaire.

Contrôle ouvrier, gouvernement ouvrier et autres revendications

La possibilité de lancer le mot d'ordre du contrôle ouvrier à un moment déterminé du processus révolutionnaire ne peut pas être mise en question. Cela ne contredit pas le fait — dont Trotsky a évidemment conscience — que le véritable contrôle n'est pas celui qui s'exerce par en bas et au sein de la société bourgeoise, mais par en haut, par l'Etat prolétarien. La *revendication* (et non la *propagande* du concept de ce type de contrôle) doit donc être avancée au moment où elle prend effectivement une valeur de transition vers le contrôle de l'économie par le prolétariat, et où elle ne sera pas susceptible d'être utilisée en vue d'un contrôle « démocratique » dans les usines.

Des considérations analogues pourraient être faites sur le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » ; mais ici l'expression est beaucoup plus équivoque parce que le mot gouvernement a une claire signification parlementaire et que ce mot d'ordre a désormais pris une signification précise et opposée à celui de dictature du prolétariat.

Il est intéressant de considérer comment l'attitude de la Gauche a tenu compte de l'évolution réelle de ces implications. Dans le projet de Thèses sur la tactique présenté par le Parti communiste d'Italie au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922), on disait :

« Lorsque le régime gouvernemental se trouve placé dans une situation critique par le rapport des forces sociales, il faut faire de son renversement non une simple formule de propagande, mais une revendication concrète accessible à la masse. Cette revendication (le pouvoir aux soviets, aux Comités de Contrôle, aux Comités de l'Alliance Syndicale) peut être présentée aux travailleurs de tous les partis et sans parti représentés dans de tels organismes ».

Et à propos de l'ambiguïté du mot d'ordre de gouvernement ouvrier, on déclarait :

« Parler de gouvernement ouvrier comme d'un gouvernement de coalition des partis ouvriers, sans indiquer quelle sera la forme de l'institution représentative sur laquelle ce gouvernement pourra s'appuyer, ce n'est pas lancer une revendication que les ouvriers peuvent comprendre, mais seulement une formule de propagande qui introduit la confusion dans la préparation idéologique et politique de la révolution » (34).

(34) *Défense de la continuité...*, op. cit., p. 79.

En 1926, au III^e Congrès du Parti communiste d'Italie à Lyon, l'expérience de cette tactique et de ce mot d'ordre était déjà suffisante pour permettre un jugement beaucoup plus tranché :

« La tactique du « gouvernement ouvrier », c'est le front unique politique appliqué à une revendication centrale touchant au problème de l'Etat. Ici, il ne s'agit plus seulement d'une tactique erronée, mais d'une criante contradiction avec les principes du communisme. Si le parti lance un mot d'ordre qui signifie la prise du pouvoir par le prolétariat à travers les organes représentatifs spécifiques de l'appareil d'Etat bourgeois, ou qui même n'exclut pas explicitement une telle possibilité, cela signifie l'abandon et le reniement du programme communiste, non seulement vis-à-vis de l'idéologie prolétarienne, avec toutes les conséquences néfastes qui en découlent inévitablement, mais dans la formulation idéologique même que ce parti établit et accrédite. [...] Dans la question centrale de l'Etat, le parti ne peut donner qu'un seul mot d'ordre : dictature du prolétariat, car il n'y a pas d'autre « gouvernement ouvrier ».

« Ce dernier mot d'ordre ne peut, lui, que faciliter un passage à l'opportunisme [...]. Tout cela n'est nullement en contradiction avec le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets » ou à des organisations de type soviétique (élues exclusivement par des travailleurs) même quand les partis opportunistes y prédominent » (35).

Cela nous suffit pour conclure que certains mots d'ordre ont un destin bien précis qui leur donne désormais un *contenu* que l'on ne peut prétendre changer, alors que d'autres sont utilisables comme revendications transitoires dans des conditions déterminées. Quelles sont ces conditions ? Ce sont celles qui rendent ces revendications réalisables *par la révolution* communiste, c'est-à-dire qui impliquent, comme au moment où Lénine écrit *La catastrophe imminente*, une rupture du cadre politique constitué.

Cela signifie que les revendications sont transitoires à condition que la transition politique au pouvoir prolétarien soit *en vue*, c'est-à-dire qu'existent les conditions sur lesquelles nous sommes déjà arrêtés. Dans son *Programme de Transition*, Trotsky n'affirme pas explicitement qu'il s'agit à ce moment précis de lancer toutes les revendications qu'il énumère : quelques-unes d'entre elles sont même des points d'aboutissement, auxquels on parvient par l'intermédiaire d'autres revendications, comme dans le cas des soviets, etc. Mais il est clair que cet écrit est rédigé dans la perspective d'une période qui peut se comparer à 1917. Pourquoi ? Parce que, comme nous l'avons déjà vu, la situation est considérée comme *sans issue* pour la bourgeoisie et pour l'opportunisme. La précarité de la situation devrait permettre l'insertion du coin révolutionnaire et la réapparition accélérée des *forces subjectives* de la révolution. En réalité, une analyse débarassée du poids des erreurs commises précédemment aurait permis d'exclure cette possibilité en 1938.

Ce qui est grave, c'est que cette manière de poser la question a laissé la voie libre à l'idée — que ne partagent pas seulement ceux

(35) *Ibid.*, p. 124.

qui se réclament du trotskysme — que contrôle ouvrier et gouvernement ouvrier sont des mots d'ordre susceptibles d'être lancés constamment, dans le but de contraindre les réformistes à régler leurs comptes avec leur « base ouvrière », considérée comme un terrain « vierge ». En fait, le réformisme a une marge de manœuvre bien plus grande et se joue de ces tentatives pour le coincer, aussi longtemps qu'il n'est pas jeté à la poubelle par l'État bourgeois lui-même, à moins que la révolution ne vienne mettre fin à sa carrière.

Trotsky part de l'idée fausse que la social-démocratie se refuserait à prendre le pouvoir sous la poussée d'un mouvement qui pose les revendications transitoires. En 1917, c'est effectivement ainsi que cela s'est passé : « *Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks* ».

Trotsky se demande alors si, en Occident, l'éventualité d'une marche au pouvoir des sociaux-démocrates sur la base d'un « programme transitoire » peut se présenter ; et il répond que c'est improbable.

En réalité, on ne peut exclure que sous la poussée d'un mouvement de masse les sociaux-démocrates aillent au pouvoir. Ce qu'on doit exclure par contre, c'est de leur donner un *appui* ; non seulement en « *refusant catégoriquement d'entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et d'y assumer une quelconque responsabilité politique* », mais encore en se démarquant clairement vis-à-vis de leur pouvoir. Si on peut considérer celui-ci comme une condition favorable, c'est *parce que* les réformistes ne pourront pas réaliser leurs promesses, leur « programme transitoire » (voir *Thèses de Rome*). Il existe donc un large secteur de revendications communes avec les réformistes, mais il doit toujours être clair que cela ne nous entraînera pas à constituer un *gouvernement avec eux* ; c'est pourquoi on ne peut parler de gouvernement ouvrier.

Il n'est pas possible d'entrer dans tous les détails de toutes les revendications mentionnées dans le *Programme de Transition*, car nous nions qu'elles aient une « valeur intrinsèque ». Certaines d'entre elles peuvent avoir une valeur, mais seulement dans la mesure où elles peuvent s'insérer dans une situation révolutionnaire. Il est, par exemple, très instructif de rappeler ce que nous écrivions dans un article de *Il Soviet* en 1920, précisément à propos du contrôle ouvrier, contre un dirigeant syndical réformiste, Baldesi, qui prétendait être d'accord avec l'Internationale sur la nécessité du contrôle ouvrier. Dans l'article, on soulignait qu'on ne peut partir du concept courant aujourd'hui d'un éclatement automatique de la révolution à partir de la résistance bourgeoise face aux exigences du mouvement ouvrier. Il faut considérer, au contraire, la possibilité « *que la bourgeoisie, plutôt que de s'opposer de toutes ses forces, ce qui risquerait de provoquer une révolution politique, admette et reconnaisse le contrôle, ce qui permettrait de*

parler de grande « conquête », naturellement « révolutionnaire ». Cela ne signifie pas pour autant que l'on se tienne à l'écart de la lutte pour le contrôle ouvrier. Au contraire, on participe au mouvement de la manière la plus juste, qui consiste à expliquer, comme le faisait Lénine à propos de la paix, *quelles sont les conditions* du contrôle ouvrier réel. L'article dit un peu plus loin : *« le contrôle ouvrier, en soi, est conciliable avec le pouvoir politique bourgeois. Ce n'est pas une conquête révolutionnaire. C'est la lutte pour y arriver qui — lorsqu'elle est dirigée par le Parti communiste — a une valeur révolutionnaire à condition seulement qu'elle ne s'arrête pas — grâce aux efforts des Giolitti et autres Baldesi — avant la conquête du pouvoir »* (36). Voilà ce qui peut transformer une revendication quelconque en revendication transitoire.

Nous devons revendiquer les positions défendues par notre courant et notre parti dans l'Internationale, qui manifestaient la préoccupation d'une définition précise de la tactique et faisaient une analyse critique approfondie des dangers représentés par une sous-évaluation de l'opportunisme. C'est sur ce terrain que les mailles du solide assemblage théorique et tactique de l'Internationale de Lénine et Trotsky ont commencé à « filer ». C'est sur ce terrain qu'il s'agit de reprendre le fil rompu. C'est dans le travail de retissage de cette trame — unique condition « subjective » de la révolution — que se présentera de nouveau le problème, certainement ardu et délicat, de formuler des objectifs de lutte qui aient pour valeur décisive de conduire le prolétariat à la lutte pour *tout le pouvoir*.

(36) « Il controllo sindacale », *Il Soviet*, 11 novembre 1920.

L'Afrique, proie des impérialismes

IV. La mainmise sur les matières premières

« Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées. » Le pillage de l'Afrique par les grandes puissances, avec les affrontements permanents, ouverts ou sournois, qui les opposent les unes aux autres en divers endroits du continent, fournissent une tragique illustration de ce que Lénine écrivait dans son *Impérialisme*. Nous avons vu dans les parties précédentes de cette étude (1) que si l'Afrique représentait un débouché non négligeable pour les marchandises et les capitaux de l'ensemble des pays impérialistes, elle constituait surtout un débouché et un enjeu *capital* pour certains d'entre eux, tout particulièrement l'impérialisme français. En tant que réservoir d'un grand nombre de matières premières essentielles, et voie de passage obligatoire de certaines autres, nous allons voir que le continent africain constitue, et constituera de plus en plus à l'avenir, un enjeu fondamental pour tous les pays impérialistes, un enjeu que tous doivent prendre en compte dans leur stratégie, ce qui fait inévitablement de ce malheureux continent un des champs des batailles présentes et à venir entre les puissances.

La dépendance des Etats impérialistes

« Produire, produire toujours de plus en plus, tel est notre mot d'ordre, notre panacée » (2). Dans sa fuite en avant insensée (que la crise n'a jusqu'ici fait que ralentir, mais n'a pas stoppée) la machine productive du capitalisme a une faim énorme de matières premières. Certains pays capitalistes pauvrement dotés par la nature (le cas-type est le Japon) ont dû dès l'origine chercher à l'extérieur les matières

(1) Les chapitres déjà publiés sont les suivants : I. La lutte pour les marchés africains (*Programme communiste* n° 76, mars 1978) ; II. L'exploitation financière de l'Afrique (n° 77, juillet 1978) ; III. Les investissements étrangers en Afrique (n° 79, août 1979).

(2) Marx, *Le Capital*, chapitre XXIV (Editions sociales, tome III, page 36).

nécessaires pour faire tourner les usines sans lesquelles on ne saurait produire de plus-value. D'autres, comme les Etats-Unis, immensément pourvus au départ, ont épuisé, en un siècle d'accumulation forcée, une partie de leurs ressources, et se tournent de plus en plus vers l'extérieur pour se procurer des matières à bas prix. D'autres enfin, comme la Russie ou la Chine, capitalismes encore jeunes, n'ont en règle générale que commencé à entamer leurs fabuleuses réserves, mais peuvent malgré tout se trouver dépendants, comme nous le verrons, soit pour certaines matières particulières, soit pour un ensemble de matériaux qu'ils possèdent dans leur sous-sol mais n'ont pas encore réussi à extraire à grande échelle. Le fait fondamental est que dans leur ensemble les pays capitalistes ont des ressources domestiques de matières premières très inférieures à leurs besoins — en précisant, comme nous le verrons dans la seconde partie de ce chapitre, que ces besoins ne se définissent pas seulement en fonction des valeurs *d'usage* des diverses matières mais aussi en fonction de leurs valeurs *d'échange*, autrement dit de leur prix de revient plus ou moins élevé, c'est-à-dire en définitive du *profit* que leur utilisation permet de réaliser. C'est pourquoi ces pays cherchent de plus en plus à se procurer les matières dont ils ont besoin à l'extérieur de leur territoire national, transformant ainsi toute la partie « arriérée » de la planète en réservoir de matériaux pour leur industrie.

L'illustration de cet état de fait est donnée par le tableau 1, dont les chiffres indiquent, pour un certain nombre de matières essentielles, la part (en pourcentage) de la consommation annuelle (en 1977) qui est couverte par la production minérale domestique du pays ; le reste doit être importé, ou bien être obtenu par des opérations de récupération et de recyclage, dont l'incidence est très variable (de zéro par exemple, pour les matières énergétiques comme le pétrole et le gaz, à plus du tiers de la consommation annuelle pour certains métaux). Ainsi pour la matière stratégique essentielle qui donne des convulsions au monde capitaliste tout entier, le pétrole, on voit que le Japon et la France doivent importer la *totalité* de leur consommation, l'Allemagne la quasi-totalité ; les autres pays de l'Europe développée sont dans le même cas, à l'exception de la Grande-Bretagne, qui importait les deux-tiers de ses besoins en 1977, mais devrait être auto-suffisante en 1980 grâce aux gisements de la mer du Nord ; en revanche, les Etats-Unis, qui n'importaient en 1970 que 170 millions de tonnes de produits pétroliers, soit 25 % de leur consommation, en ont importé en 1977 447 millions de tonnes, soit 53 % de leur consommation ; cette proportion devrait décroître légèrement du fait de la mise en service des gisements de l'Alaska, mais la quantité absolue de produits pétroliers importés est appelée, elle, à augmenter. En ce qui concerne le gaz naturel, énergie qui joue un rôle croissant, la Grande-Bretagne est le seul des grands Etats impérialistes à pouvoir prétendre à l'auto-suffisance dans les années à venir. Les Etats-Unis étaient presque auto-suffisants jusqu'ici, mais vont devoir dorénavant en importer des quantités croissantes. La France, l'Allemagne et les autres pays d'Europe occidentale (à l'exception des Pays-Bas, gros producteurs) doivent

**TABLEAU 1. PART DE LA CONSOMMATION
COUVERTE PAR LA PRODUCTION DOMESTIQUE (1977)**

en %	USA	GB	RFA	Japon	France	URSS	Chine
Pétrole	48	34	5	0	1	100	100
Gaz naturel	94	96	40	26	32	100	100
Minerai de fer..	63	22	9	0	(50)	100	(85)
Manganèse	0	0	0	(10)	0	100	100
Chrome	0	0	0	(20)	0	100	0
Aluminium	14	0	0	0	75	75	50
Cuivre	80	0	0	8	0	100	65
Plomb	55	1	15	22	16	100	75
Zinc	45	1	44	41	16	100	100
Nickel	8	0	0	0	0	100	10
Etain	0	27	0	2	0	75	100
Cobalt	2	0		(40)	0	100	0
Phosphates ...	100	0	0	0	0	100	

Sources : chiffres calculés d'après : Comité professionnel du pétrole, *Annuaire Pétrole 1978* (les chiffres du pétrole incluent l'incidence des produits pétroliers raffinés importés) ; *Annuaire Minéraux et métaux 1978* ; Ministère de l'Industrie, *Les chiffres clés des matières premières minérales 1979* ; Department of the Navy, *US Life Lines*, Washington, USGPO, 1978 ; *US Minerals Yearbook*, vol. III, 1975 ; *Japan Statistical Yearbook*, 1979. Les chiffres représentent la part de la production minérale brute hors récupération ; les chiffres entre parenthèses correspondent à des estimations. Pour l'URSS et la Chine, estimations de 21st Century Research reproduites dans *L'Usine nouvelle*, 20 septembre 1979.

importer la majeure partie de leur consommation, de même que le Japon.

Dans le secteur de la sidérurgie, aucun grand Etat occidental n'est auto-suffisant pour le minerai de fer, bien que les situations varient beaucoup entre les Etats-Unis, qui produisent sur leur sol près des deux-tiers du minerai consommé, et l'Allemagne et le Japon, qui sont entièrement dépendants de l'extérieur ; la production française couvre théoriquement les besoins à 100 %, mais il s'agit de minette lorraine à faible teneur et contenant du phosphore, plus chère à traiter et permettant donc moins de profit : c'est pourquoi près de 50 % des besoins sont importés sous forme de minerais « riches », c'est-à-dire plus *rentables* à traiter malgré les coûts de transport. En ce qui concerne les métaux auxiliaires indispensables à l'industrie sidérurgique (en particulier pour la fabrication de tous les aciers inoxydables), c'est-à-dire essentiellement le manganèse et le chrome (ce dernier étant en outre un métal stratégique, car les alliages au chrome sont indispensables pour la fabrication des moteurs à réaction), la situation est simple : tous les grands pays sont dépendants à 100 % de l'extérieur, seul le Japon produisant une petite part de ses besoins.

Dans le secteur des principaux métaux non ferreux, malgré des variations d'un pays à l'autre, et malgré l'incidence du recyclage (qui n'est pas pris en compte dans les chiffres du tableau 1), la dépendance globale des principaux Etats impérialistes occidentaux est frappante. Le mieux pourvu, et de loin, les Etats-Unis, ne produit directement ni cobalt ni étain, très peu de nickel et de bauxite ; la Grande-Bretagne ne produit ni bauxite, ni cuivre, ni plomb, ni cobalt, ni zinc, ni nickel, un peu de minerai d'étain ; l'Allemagne produit un peu de plomb et de zinc, mais aucun des autres minerais cités ; le Japon produit un peu de plomb, de zinc, de cuivre, et semble avoir réussi à accroître fortement au cours des trois dernières années sa production de cobalt. La France est relativement riche en bauxite mais doit importer tout son minerai de cuivre, de nickel, d'étain, une grosse partie de son zinc et de son plomb, et probablement tout son minerai de cobalt, autre métal stratégique, indispensable lui aussi pour les moteurs d'avion, l'industrie aérospatiale et les semi-conducteurs (3).

Le tableau 1 cite enfin une importante matière première minérale non métallique, les phosphates, indispensables à la fabrication d'engrais, qui doit être entièrement importée par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon et la France ; seuls les Etats-Unis sont auto-suffisants.

L'examen auquel nous venons de procéder n'est pas exhaustif. En l'absence de chiffres certains ou en raison de la faiblesse des quantités en jeu, nous n'avons pas cité l'or, les diamants, les métaux du groupe du platine, certains métaux stratégiques comme le colombium, le tantale, etc., pour lesquels il est acquis que les pays occidentaux doivent le plus souvent importer la totalité de leur consommation. Au total on voit à quel point, qu'il s'agisse des matières utilisées en grandes quantités de manière courante par leur machine productive ou de matières plus rares et plus spécifiques, les impérialismes occidentaux dépendent de sources de production situées hors de leurs territoires nationaux (4).

(3) Nous n'avons évidemment pas inclus dans la France la Nouvelle-Calédonie, qui fournit la totalité du nickel « français ». En ce qui concerne le cobalt, les statistiques officielles font apparaître une production française, mais il semble bien qu'elle soit réalisée à partir de minerais et de déchets importés du Maroc et de Nouvelle-Calédonie.

(4) Cette dépendance est encore plus flagrante pour les matières premières agricoles : pour le café, le thé, le cacao, les fibres dures, le jute, le caoutchouc naturel, les bois tropicaux, etc., les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, la Russie sont *tous dépendants à 100 %* des importations en provenance des zones sous-développées, et notamment d'Afrique. Nous avons malheureusement dû laisser ces matières en dehors du cadre de la présente étude en raison de l'important travail supplémentaire que cela aurait exigé. Mais nous devons y revenir car la question revêt une importance considérable, en particulier pour l'Afrique. La traiter, c'est en effet retracer tout le processus sanglant par lequel des populations entières qui vivaient en autosuffisance ont été chassées de leurs terres, souvent massacrées, leurs cultures vivrières détruites, pour faire place aux plantations où elles ont été réduites au travail forcé par le colonisateur blanc. Les plantations sont aujourd'hui systématiquement développées par l'impérialisme, qui verse par ailleurs des larmes de crocodile sur la famine qui sévit de plus en plus en Afrique, et qu'il a lui-même provoquée.

Les implications de cette situation sont résumées sans ambages dans une publication de la marine américaine :

« Il fut une époque où les Etats-Unis produisaient plus de matières premières qu'ils n'en consommaient. A l'heure actuelle, ce n'est plus vrai. Alors que pendant des décennies nous avons été une nation excédentaire en matières premières, nous sommes devenus une nation déficitaire. Si nous étions isolés du reste du monde et si nous épuisions nos stocks de matières premières, les conséquences en seraient certainement graves. Les opérations de nos industries de base seraient fortement réduites par manque de matières essentielles. Il s'ensuivrait une réduction de notre capacité de production d'équipements, y compris de bateaux, d'avions et de produits électroniques, tous si essentiels à notre défense nationale.

« Pour réaliser nos objectifs nationaux en temps de guerre, et pour assurer notre niveau de vie en temps de paix, les garanties suivantes sont requises : PREMIEREMENT, notre nation doit être assurée de toujours disposer des ressources de matières premières correspondant à nos besoins [...] DEUXIEMEMENT, elle doit être assurée que les voies maritimes resteront ouvertes et sûres pour notre commerce, et, à titre de corollaire, interdites à nos ennemis en temps de guerre » (5).

Contrôler les sources, contrôler les voies maritimes d'accès : cette doctrine limpide est — dans la mesure, bien entendu, des moyens de chacun — celle de tout Etat impérialiste. Il n'existe pas en effet d'autre méthode sous le capitalisme pour assurer la fameuse *indépendance nationale* des grands Etats — et on en déduit immédiatement ce que peut signifier celle des petites nations. Mais comme les sources de matières premières et les voies maritimes de la planète ne peuvent par définition être contrôlées par *tous* les Etats impérialistes en même temps, la faim de matières premières contient en germe, comme le montrait Lénine, une des sources d'affrontements réguliers entre les impérialismes.

Russie et Chine

Si la dépendance des Etats occidentaux ressort clairement des chiffres que nous avons cités, la situation de l'impérialisme russe est globalement différente : en raison de l'immensité de son territoire et des ressources qu'il renferme, en raison aussi de sa relative jeunesse, il est loin d'avoir épuisé ses richesses et se trouve actuellement auto-suffisant ou exportateur net pour la plupart des matières citées dans le tableau 1. Il y a cependant deux exceptions notables : l'étain et la bauxite, pour lesquels il est tributaire de l'extérieur à raison du quart environ de sa consommation. Il est d'autre part possible, en raison des difficultés de son industrie pétrolière, que l'URSS, jusqu'ici exportatrice nette de produits pétroliers, devienne importatrice dans

(5) Department of the Navy, *U.S. Life Lines*, US Govt. Printing Office, Washington, janvier 1978.

les années à venir (6), le temps de pouvoir mettre en service les gisements de Sibérie.

Quant à la Chine, les importantes richesses minérales que recèle son sous-sol ne sont pas encore toutes en exploitation, si bien qu'elle doit se procurer à l'extérieur des quantités importantes de minerais et de métaux. Elle importe en particulier la totalité de son chrome et de son cobalt et la quasi-totalité de son nickel ; ces importations, indispensables à l'industrie sidérurgique pour les alliages, doivent s'accroître avec le doublement prévu de la capacité de production d'acier d'ici 1985 ; d'autre part, malgré ses ressources propres, elle approvisionne dans une proportion estimée entre 10 et 20 % ses hauts fournaux avec du minerai de fer australien, beaucoup plus riche (7). Elle doit également importer une bonne partie de l'aluminium et du cuivre qu'elle consomme. Comme on le verra plus loin, cette dépendance peut donner une des clés de la politique extérieure chinoise, notamment vis-à-vis des pays africains.

Les stocks stratégiques

Pour parer aux situations de crise, la plupart des grands Etats ont entrepris de constituer sur leur territoire des stocks des matières premières dont ils sont le plus dépendants. Le stock de loin le plus énorme, celui des Etats-Unis, constitué après la seconde guerre impérialiste dans le but « d'assurer la viabilité du système industriel et de répondre aux besoins de la défense nationale en période de crise » (8), est constamment géré par le gouvernement en fonction des besoins de l'industrie. Sa valeur à fin 1978 était estimée à 9,5 milliards de dollars, avec notamment 2,8 millions de tonnes de chromite, 40 millions de livres de cobalt, 2,1 millions de tonnes de manganèse, 500.000 onces de platine, etc. (9). L'Allemagne vient, selon la même source, d'affecter un crédit de 315 millions de dollars à la constitution d'un stock de ce type composé de chrome, de manganèse, de cobalt et de vanadium. La France a commencé à en constituer un en 1975 pour les minerais dits stratégiques ; sa valeur actuelle (1979) serait de l'ordre de 70 millions de dollars, avec pour objectif un chiffre dix fois supérieur dans les années 80 ; les métaux stockés seraient le cobalt, l'antimoine, le vanadium, le titane, le platine et le zirconium (10). Il existe d'autre part des programmes de stockage plus anciens définis en liaison avec les industries consommatrices et visant surtout le cuivre, pour lequel la

(6) Cette thèse, qui est celle de certains experts occidentaux (voir *Petroleum Review*, septembre 1979) ainsi que de... la CIA américaine, est en fait controversée, d'autres experts estimant que les réserves et les capacités de production et d'exportation réelles de la Russie sont largement sous-estimées (*Financial Times*, 13 novembre 1979).

(7) The Economist Intelligence Unit, *Quarterly Economic Review of China*, 3rd quarter 1979.

(8) *U.S. Life Lines*, op. cit.

(9) *The Economist*, 2 juin 1979.

(10) *The Economist*, op. cit., et *Le Monde*, 5 janvier 1979.

France est dépendante à 100 %, ou encore le pétrole (obligation de stockage de 3 mois de consommation pétrolière faite aux raffineurs).

Il est clair toutefois que ces stocks ne peuvent permettre aux grands Etats impérialistes que de « tenir » sur une courte ou moyenne période en cas de paralysie passagère des approvisionnements, de blocage des voies maritimes, de « déstabilisation » d'un pays producteur, etc. Leur importance de plus en plus grande et l'augmentation des sommes qui leur sont affectées sont certes la preuve tangible du fait que le « progrès » impérialiste n'entraîne pas l'humanité vers une période de calme et de prospérité, mais d'instabilité et d'antagonismes croissants. Mais ces stocks ne peuvent en aucune façon résoudre le problème général et permanent de l'approvisionnement des Etats impérialistes en matières premières (dans l'immédiat, ils peuvent même l'aggraver, puisqu'il faut *constituer* ces stocks qui n'existaient pas tout en continuant à fournir l'industrie). La seule solution est celle qui est rappelée par les amiraux américains : contrôler les sources, contrôler les voies d'approvisionnement.

L'Afrique, fabuleux réservoir de matières premières

Face à la voracité capitaliste, le continent africain, fabuleux réservoir de matières premières, ne peut qu'exciter les convoitises. Alors qu'elle ne représente même pas 3 % du Produit National Brut mondial, l'Afrique a en effet fourni en 1977 près des trois-quarts de la production mondiale de diamants, les deux-tiers de la production mondiale de cobalt et de platine, 45 % de celle de vanadium, près de 40 % de celles de chrome et de manganèse, près du tiers de celle de phosphates, plus du quart de celles de cuivre et d'uranium (voir tableau 2) ; elle a également fourni près de 10 % de la production mondiale de pétrole brut, ce qui peut paraître faible à première vue, mais qui est loin d'être négligeable étant donné la tension actuelle sur cette matière stratégique.

Mais plus encore que les productions actuelles, ce sont les potentialités futures du continent qui exacerbent les appétits : son sous-sol renferme en effet la quasi-totalité des réserves mondiales connues de chrome (voir tableau 2, 2^e colonne), les quatre-cinquièmes des réserves mondiales de platine, près des trois-quarts des réserves de phosphates, les deux-tiers des réserves d'or, la moitié de celles de manganèse, les deux-cinquièmes de celles de cobalt, le tiers de celles de bauxite, le quart de celles d'uranium... Les réserves connues de pétrole ne représentent que 9 % des réserves mondiales, mais une prospection fébrile est en cours d'un bout à l'autre du continent. Quant aux réserves de gaz naturel, si elles ne représentent que 8 % des réserves connues, la plus grande partie, située en Algérie et en Libye, est relativement proche de l'Europe, et peut être livrée par pipe, ce qui leur donne un intérêt particulier.

Il faut ajouter que l'Afrique constitue un réservoir de métaux moins connus mais hautement stratégiques ou appelés à le devenir.

TABLEAU 2. LES RICHESSES MINÉRALES DE L'AFRIQUE

MATIERE	Part de la PRODUCTION mondiale en 1977	Part des RESERVES mondiales estimées	Principaux pays producteurs (en gras : pays représentant plus de 10 % de la prod. mondiale)
Pétrole	9 %	9 %	Nigeria, Libye, Algérie
Gaz naturel ..	2 %	8 %	Algérie, Nigeria, Libye
Fer	7 %	3 %	Liberia, RSA, Mauritanie
Manganèse ..	38 %	50 %	RSA, Gabon , Ghana, Zaïre
Chromite	39 %	97 %	RSA , Rhodésie, Madagascar
Bauxite	14 %	33 %	Guinée , Sierra Leone, Ghana
Cuivre	27 %	13 %	Zambie, Zaïre, RSA
Plomb	9 %	3 %	Congo, Maroc
Cobalt	66 %	42 %	Zaïre, Zambie
Antimoine ...	21 %	6 %	RSA , Maroc
Uranium	28 %	28 %	RSA , Namibie, Niger, Gabon
Vanadium	45 %	19 %	RSA , Namibie
Or		64 %	RSA
Platine	64 %	84 %	RSA
Diamants	72 %		Zaïre, RSA, Botswana
Phosphates ..	31 %	72 %	Maroc, RSA, Tunisie, Togo

Sources : CPDP, Annuaire Pétrole 1978 ; Annuaire Minéraux et métaux 1978 ; Les chiffres clés des matières premières minérales 1979.

Parmi ceux-ci on peut citer le colombium et le tantale (pour ce dernier métal, l'Afrique aurait 75 % des réserves mondiales connues, dont 63 % au Zaïre) (11), indispensables à l'industrie aérospatiale en raison de leurs qualités de résistance aux hautes températures ; ou encore le lithium, qui serait appelé à un grand avenir dans l'ère post-pétrolière en raison de ses applications dans les piles et les batteries (véhicules électriques) et surtout dans la fusion nucléaire (12).

La plus grosse partie de ces réserves est située en Afrique Australe, essentiellement en République Sud-Africaine, en Namibie, en Zambie et au Zaïre. C'est pourquoi après la déstabilisation de l'Angola et du Mozambique, l'impérialisme blanc a renforcé son étai sur cette partie

(11) *The Economist*, op. cit.

(12) Sans pouvoir garantir l'exactitude de ce qu'il avance, citons le chroniqueur scientifique du journal anglais *The Guardian* (12 mars 1976) :

« Derrière les batailles pour le pouvoir politique en Afrique centrale et australe, il y a les ressources dont dépend le futur de la technologie du monde industrialisé. L'avenir énergétique du monde dans l'ère post-pétrolière reposera vraisemblablement sur le lithium ; or, en dehors des Etats-Unis, les dépôts les plus importants, et de loin, du monde occidental, sont situés en Rhodésie et en Afrique du Sud. »

du continent avec ses expéditions militaires au Zaïre et son soutien à la semi-colonie impérialiste blanche d'Afrique du Sud.

Cette dernière surtout représente, selon les termes d'une officine du capital financier (13), non seulement une « *réserve stratégique de matières premières* », mais le « *pivot de l'Afrique Australe* », ainsi qu'une « *base stratégique* » permettant de contrôler les voies maritimes reliant l'Europe et l'Amérique au Golfe persique et à l'Océan indien, et par lesquelles ont transité en 1977 près de 700 millions de tonnes de pétrole brut, soit l'équivalent de la consommation annuelle de toute l'Europe occidentale. En d'autres termes, l'Afrique du Sud constitue un bastion, non pas évidemment de l'« Occident chrétien » et de la « civilisation libérale » contre « l'infiltration marxiste » en Afrique, mais des impérialismes occidentaux contre la mainmise de leur concurrent russe sur leurs réserves de matières premières et leurs voies de communication.

Pendant le reste du continent renferme également des ressources très importantes : pétrole et gaz au Nigéria, en Algérie et en Libye, phosphates au Maroc et en Tunisie, fer et cuivre en Mauritanie, bauxite en Guinée, uranium au Niger, au Gabon et en Centrafrique, etc. — sans compter toutes les richesses minières ou pétrolières en cours d'exploration ou d'évaluation.

La soumission des économies africaines aux besoins de l'impérialisme

Il n'est guère étonnant que les chacals impérialistes aient cherché et cherchent à contrôler toutes ces richesses qui leur inspirent leurs plus beaux morceaux d'hypocrisie oratoire sur la nécessité du « dialogue Nord-Sud », de la « complémentarité » avec l'Afrique et autres billevesées. Le seul dialogue, la seule complémentarité qui les intéresse, c'est évidemment celui du pillard avec son butin. De fait, l'impérialisme a depuis longtemps transformé le continent africain en une gigantesque mine doublée d'une gigantesque plantation, destinées à rassasier ses appétits de métaux divers : en 1975, *plus de 90 % des exportations des pays d'Afrique (hors Afrique du Sud) étaient constituées de matières premières et de produits agricoles*, et 84 % de ces matières étaient destinées aux pays développés (14).

Cela signifie en pratique que les pays d'Afrique (y compris d'ailleurs l'Afrique du Sud, comme le montrent les chiffres du tableau 3) sont entièrement dépendants de leurs exportations de matières premières, et donc entièrement soumis aux besoins des économies impérialistes ainsi qu'à leur cycle. S'ils n'ont rien à offrir à la convoitise de l'impérialisme, ils peuvent crever, eux et leurs malheureuses populations (voir

(13) Agence économique et financière (Agefi), *Afrique du Sud, réserve stratégique de matières premières*, brochure, octobre 1977.

(14) Commerce mondial par classes de marchandises, ONU, *Bulletin mensuel de statistiques*, février et mai 1977.

**TABLEAU 3. LA SOUMISSION DE L'AFRIQUE
AUX MATIERES PREMIERES**

PAYS	Part des matières premières dans les exportations	dont :
Algérie	93 %	Pétrole, gaz et produits pétroliers 92 %
Angola	92 %	Pétrole 48 %, café 20 %, diamants 8 %
Bénin	61 %	Coton 31 %, graines 16 %, cacao 12 %
Burundi	96 %	Café 84 %
Centrafrique .	84 %	Café 23 %, bois 20 %, diamants 20 %, coton 18 %
Congo	86 %	Pétrole 73 %, bois 8 %
Egypte	49 %	Coton 37 %
Ethiopie	80 %	Café 32 %, oléagineux 17 %, légumes 14 %
Gabon	99 %	Pétrole 83 %, manganèse et uranium 9 %
Ghana	77 %	Cacao 75 %
Côte d'Ivoire .	63 %	Café 25 %, cacao 24 %, bois 14 %
Kenya	54 %	Café 21 %, thé 14 %
Liberia	97 %	Minéral de fer 75 %, caoutchouc 12 %
Libye	98 %	Pétrole, gaz et produits pétroliers 98 %
Madagascar .	69 %	Café 27 %, épices 17 %
Mali	82 %	Coton 34 %
Mauritanie ...	92 %	Minéral de fer 66 %
Maroc	76 %	Phosphates 55 %, fruits et légumes 13 %
Niger	83 %	Uranium 61 %
Nigeria	97 %	Pétrole, gaz et produits pétroliers 93 %
Rwanda	95 %	Café 62 %
Sénégal	27 %	Huiles d'arachide 19 %
Soudan	88 %	Coton 45 %, oléagineux 33 %
Tchad	70 %	Coton 63 %
Togo	92 %	Phosphates 65 %, cacao 17 %
Tunisie	61 %	Pétrole 42 %, phosphates 14 %
Ouganda	95 %	Café 76 %, coton 11 %
Cameroun ...	74 %	Cacao 34 %, café 24 %, aluminium 7 %, bois 7 %
Hte-Volta	84 %	Coton et oléagineux 44 %
Zaïre	92 %	Cuivre (minéral et raffiné) 54 %, autres métaux 12 %
Zambie	98 %	Cuivre (minéral et raffiné) 90 %
RSA	62 %	Minéraux et métaux 40 %

Source : ONU, *Annuaire statistique* 1977.

par exemple la situation du Bénin ou de la Haute-Volta). Si leur sol ou leur sous-sol offre quelques richesses à piller, alors seulement, grâce à ce que l'impérialisme baptise « aide au développement », une partie de la population pourra échapper à la misère totale pourvu qu'elle consente à aller s'abrutir au fond de la mine ou dans les plantations. Si l'impérialisme est prospère et achète beaucoup de matières premières à un bon prix, peut-être, une fois les potentats locaux grassement servis,

restera-t-il quelques devises pour acheter à l'Occident les céréales qui empêcheront les masses paysannes ou prolétarisées dont il a détruit les cultures de crever totalement de faim. Si l'impérialisme est en crise, ses achats diminuent, les cours baissent, la balance des paiements plonge, et les plus déshérités sont les premiers à devoir « se serrer la ceinture ».

On mesure, en regardant les chiffres qui illustrent cette soumission aux besoins des clients impérialistes (tableau 3), la dérision de toutes les doctrines théorisant la possibilité de « l'indépendance économique » des petits pays du tiers monde par rapport au marché mondial dominé par l'impérialisme, et l'illusion de toutes les « stratégies du développement » basées sur les matières premières. Le seul « développement » à la rigueur possible pour ces pays est l'hypertrophie du secteur minier (ou pétrolier), accompagné de la destruction des structures de petite production agricole ou industrielle préexistantes qui doivent laisser la place aux marchandises impérialistes arrivant en force en sens inverse des matériaux exportés : c'est en somme le développement dans le cadre de la division impérialiste du travail, qui fait dans le meilleur des cas du tiers monde une excroissance minière ou pétrolière de l'impérialisme. Les seuls ventres à être remplis dans l'opération sont ceux des navires minéraliers ou des super-tankers occidentaux, parfois ceux des bourgeoisies ou micro-bourgeoisies locales, jamais ceux des masses affamées du continent.

On mesure aussi à voir ces chiffres la vanité ou l'hypocrisie des tirades « anti-impérialistes » à la mode bourgeoise dans lesquelles se lancent parfois des politiciens locaux largement soumis à l'impérialisme — même s'ils essaient parfois de jouer des contradictions entre les divers concurrents. Malgré leurs imprécations (généralement à usage interne, ou destinées à obtenir de meilleurs prix), il est clair qu'ils ne peuvent que souhaiter longue vie à des protecteurs et clients dont la prospérité est si étroitement garante de la leur (15).

(15) Un bon exemple est fourni par l'Algérie, pays réputé « dur » au sein de l'OPEP, et dont la presse oublie rarement de flétrir l'impérialisme et de souligner la détermination anti-impérialiste de ses gouvernants. Dès qu'on passe dans la coulisse, les farouches « anti-impérialistes » se transforment en gentils moutons bêlant auprès de leur protecteur américain, qui finance leur industrie gazière et achète plus de la moitié de leur pétrole. Voilà ce que déclare le vice-président de la Sonatrach, non plus en Algérie mais aux Etats-Unis, devant le parterre sélectionné de l'Oxford Energy Policy Club : « Une réduction soudaine et brutale de 4 à 5 millions de barils par jour des approvisionnements pétroliers [...] aurait un effet catastrophique sur l'économie mondiale [...] ce serait, du point de vue de l'OPEP un acte d'irresponsabilité. [...] Une transition sans douleur vers l'économie du 21^e siècle exige la coopération internationale et non la confrontation. Je crois qu'il est temps de rétablir un dialogue entre producteurs et consommateurs [...] dans le contexte de ce nouvel ordre économique, fondé sur la justice et la fraternité [sic ! la justice et la fraternité en matière pétrolière !] envers lequel l'OPEP s'est engagé ». (Citée par la *Lettre d'El Jarida*, 5 juillet 1979). En somme : n'ayez aucune crainte, mes maîtres, ne faites pas attention aux slogans qu'il faut bien de temps en temps jeter en pâture à la populace, vous savez que pour votre pétrole vous pouvez compter sur nous !

Cette soumission aux besoins de l'impérialisme en matières premières ne peut que s'accroître encore dans les années à venir. C'est ainsi que la Communauté européenne vient de créer un nouveau fonds de « stabilisation des recettes d'exportation des produits miniers » dont l'objet est de « maintenir (ou restaurer) les capacités de production minière mise en danger par les événements extérieurs » dans les pays d'Afrique, et qui porte sur le cuivre, le cobalt, les phosphates, le manganèse, la bauxite, l'étain et le minerai de fer (16). Une « aide » sera fournie... aux investissements dans la recherche de matières premières et aux recherches géologiques et minières, de manière à accroître la production de ces minéraux dont l'Europe a peur de manquer, et des accords seront conclus pour la « protection » des investissements miniers et énergétiques que la CEE cherche à encourager. De leur côté, les concurrents des pays européens ne restent pas inactifs. 55 % des capitaux investis par le Japon en Afrique au 31-6-1976 l'étaient dans le secteur des matières premières (17) et les projets les plus importants portent sur ce secteur. Quant à l'impérialisme américain, sur les 3,4 milliards de dollars qu'il avait investis dans les pays sous-développés d'Afrique (c'est-à-dire hors République Sud-Africaine) à la fin de 1978, 2,6 milliards, soit plus des trois-quarts, l'étaient dans les mines et le pétrole ; dans cette dernière branche en particulier, les compagnies américaines ont investi en Afrique au cours des seules trois années 1976-77-78 plus de 750 millions de dollars (18). Cette frénésie renouvelée pour la recherche de gisements de toute nature signifie inévitablement l'aggravation de la concurrence pour s'assurer les matières premières africaines, et donc un renforcement de l'emprise capitaliste sur le continent.

Tous dépendants des matières premières africaines

Tous les impérialismes occidentaux ont en effet besoin des matières premières africaines. Certes tous n'en dépendent pas *au même degré* ; mais *aucun* ne peut se permettre de considérer le continent africain comme négligeable de ce point de vue. Même le plus éloigné, le Japon, se procure en Afrique près de la moitié du manganèse qu'il importe, la totalité du cobalt, 42 % du chrome, un quart des phosphates et un cinquième du cuivre (voir tableau 4) ; même lui doit avoir une politique africaine, et envoyer — à défaut de parachutistes — son ministre des affaires étrangères faire, comme en 1979, des tournées sur le continent. Cette politique comporte, selon un quotidien de Tokyo, trois aspects :

(16) Il s'agit en fait des pays dits « ACP » (Afrique, Caraïbes et Pacifique), en pratique essentiellement des pays africains, adhérant à la « convention de Lomé » avec la CEE, qui vient d'être renouvelée. Voir *The Economist*, 27 octobre 1979, et *Bulletin de l'Afrique noire*, 7 novembre 1979.

(17) Calculé d'après les chiffres officiels japonais, cités dans : H. Kragenau, *Internationale Direktinvestitionen*, HWWA-Report n° 42, Hamburg.

(18) *Survey of Current Business*, août 1977 et août 1979.

TABLEAU 4. PART DES IMPORTATIONS DE MATIERES PREMIERES EN PROVENANCE D'AFRIQUE (1977)

en %	USA	Japon	Allemagne	France	GB
Pétrole	37	1	41	16	7
Gaz naturel	1	0	0	18	23
Minerai de fer	5	6	25	34	19
Manganèse	60	47	66	74	79
Chrome	32	42	42	48	25
Bauxite	9	0	39	74	62
Cuivre (ttes formes) .	8	22	33	54	33
Plomb	0	0	6	24	1
Cobalt	57	(100)		(90)	
Uranium	0			96	
Phosphates	26	27	23	74	77

Sources : CPDP, *Annuaire Pétrole 1978* ; OCDE, *Statistiques du Commerce extérieur*, série C, Importations, janvier-décembre 1977 ; ONU, *Statistical Papers*, séries D, vol. XXV, XXVI, XXVII ; US Life Lines, *op. cit.* Pour les métaux non ferreux, chiffres de 1975 pour les USA, 1976 pour l'Allemagne.

« — assurer l'approvisionnement des matières premières, telles que le cobalt et le manganèse, dont les importations venant d'Afrique constituent plus de 50 % de l'ensemble des importations japonaises de ces matières premières ;

— étendre les relations commerciales avec les pays africains, afin de concurrencer la CEE ;

— et renforcer les relations diplomatiques avec les Etats noirs africains » (19).

Il est à peine besoin d'ajouter que le premier aspect commande les deux autres. Pour la feuille spécialisée qui publie cette information, cette doctrine « doit être interprétée par la CEE comme un véritable coup de semonce ».

Pourquoi la CEE ? Parce que l'Europe est de loin la zone la plus dépendante de l'Afrique pour son approvisionnement en matières premières. Globalement en effet, la CEE importe d'Afrique 18,3 % (en valeur) de ses minerais métalliques (20), contre 10,8 % pour les Etats-Unis et 7,1 seulement pour le Japon (qui dispose du réservoir constitué par le mini-continent australien), et cette proportion est appelée à s'accroître. Mais il faut ajouter qu'à l'intérieur même de la CEE, les

(19) Editorial du *Yomiuri*, cité (sans date) par *l'Echo de l'Afrique*, 6 septembre 1979.

(20) Chiffres calculés d'après : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur*, série C, *Importations*, janvier-décembre 1977.

situations ne sont pas identiques : c'est en fait l'impérialisme français qui est de très loin le plus dépendant de l'Afrique pour son approvisionnement en métaux, puisqu'il en importe globalement 35,7 % de ses minerais (soit pratiquement le double de la moyenne de la Communauté), contre 17,7 % pour l'Allemagne et 16,6 % pour la Grande-Bretagne. Le tableau 4, qui détaille les chiffres pour un certain nombre de matières essentielles, illustre de manière éloquente la dépendance de la France : la quasi-totalité de l'uranium et du cobalt importés, les trois-quarts du manganèse, de la bauxite et des phosphates, plus de la moitié du cuivre, près de la moitié du chrome, le tiers du minerai de fer, le quart du plomb, près du cinquième du gaz naturel et du sixième du pétrole brut importés proviennent d'Afrique. Rien d'étonnant à ce que l'impérialisme français se sente une vocation particulière à faire régner l'ordre — pardon, la « sécurité » — sur une bonne partie de ce malheureux continent. La doctrine de la zone d'influence française en Afrique est formulée par le chef d'état-major des Armées en ces termes :

« Il existe entre ce continent [l'Afrique] et la France un ensemble de liens établis par la géographie et l'histoire, que la complémentarité de leurs économies fondées sur les matières premières pour l'un et sur leur transformation par l'autre [*sic* !], vient encore renforcer.

« Or, il règne actuellement en Afrique [...] un climat d'instabilité qui ne peut nous laisser indifférents [...] La sécurité de la France ne dépend pas, bien sûr, uniquement de la sécurité de l'Afrique, mais elle est, me semble-t-il, très fortement liée à celle-ci [...] les routes maritimes qui entourent l'Afrique servent à acheminer la plus grande partie du pétrole et des matières premières dont nous avons besoin et sont donc vitales pour notre pays » (21).

Ce qu'un éditorialiste du *Figaro*, plus direct que notre élégant général, résumait de la manière suivante :

« ... nous ne pouvons rester insensibles au destin [*sic* — où la sensibilité au destin va-t-elle se nicher !] d'un continent qui nous fournit 100 % de notre uranium ; 100 % de notre cobalt ; 72 % de notre manganèse ; 55 % de notre chrome ; 33 % de notre fer ; 25 % de notre plomb... » (22).

Mais qui pourrait rester « insensible au destin » du continent africain ? Sûrement pas l'Allemagne, à qui il fournit 40 % du pétrole

(21) Conférence du général Méry à l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale, *Défense nationale*, juin 1978. Dans la même revue, un sous-fifre du général Méry écrit encore plus explicitement : « La sécurité et les intérêts de la France peuvent être mis en cause non seulement en Europe mais aussi dans les régions du monde où se développe une stratégie indirecte menaçant notamment nos sources d'approvisionnement en matières premières et en énergie [...]. Ce n'est pas un hasard si les crises se succèdent en Afrique et au Moyen-Orient. Les richesses naturelles de ces régions sont d'une importance vitale pour les nations industrialisées. Au même titre que l'équilibre en Europe, la stabilité en Afrique et au Moyen-Orient est donc indispensable à la sécurité de notre pays [...]. Voilà pourquoi la France doit être capable de participer au maintien de la stabilité militaire dans cette zone, soit dans un cadre bilatéral, à la demande de pays amis, soit dans un cadre international » (Général du Peyrat, « Nos capacités d'action extérieure », *Défense nationale*, mai 1979).

(22) *Le Figaro*, 9 février 1979.

brut qu'elle importe, les deux-tiers du manganèse, le tiers du cuivre et de la bauxite, le quart du minerai de fer, du chrome et des phosphates importés ! Sûrement pas la Grande-Bretagne, qui tire d'Afrique le quart du gaz naturel qu'elle importe, les quatre-cinquièmes du manganèse, les trois-quarts des phosphates, 62 % de la bauxite, 58 % du chrome, le tiers du cuivre, le cinquième du minerai de fer ! Sûrement pas l'impérialisme américain, cet assoiffé de pétrole qui en 1977 faisait venir d'Afrique *plus du tiers* du brut qu'il importait (soit *la moitié* de la production de l'Algérie, de la Libye et du Nigeria réunis), et qui s'y procure plus de la moitié du cobalt et du manganèse importés, le tiers du chrome, le quart des phosphates, etc. — sans compter les métaux précieux comme l'or, le platine, etc., pour lesquels il semble bien que tous les pays cités dans le tableau 4 dépendent de l'Afrique pour plus de 50 % de leurs importations. Selon une étude du Département d'Etat américain :

« L'Afrique contient la plus grosse partie des réserves mondiales de quelques matières premières importantes pour les besoins stratégiques ou économiques des Etats-Unis. Dans l'avenir, les Etats-Unis devront probablement se procurer en Afrique, entre autres, leur chrome, les métaux du groupe du platine, la tantalite, [certaines variétés d'antimoine], les diamants industriels et les phosphates (dans 20 à 30 ans) » (23).

D'où « *la crainte des Etats-Unis de dépendre de l'Afrique pour les matières minérales* » et « *leur préoccupation lorsque des réserves internationales de matières-clés sont concentrées en Afrique centrale et australe* » (24).

L'impérialisme russe alléché

Tous les impérialismes occidentaux, et l'impérialisme français au premier rang, ont donc besoin des matières premières africaines. Mais l'impérialisme russe n'est pas moins intéressé par ces richesses. Certes, dans la mesure où il est globalement quasi-autonome, il n'importe encore d'Afrique que relativement peu de matières premières minérales, essentiellement de la bauxite qui vient de Guinée (25). Mais les matières premières africaines présentent pour lui un intérêt *stratégique* : les contrôler, c'est aussi indirectement contrôler l'Europe en contrôlant ses approvisionnements. L'enjeu stratégique est énorme. Comme le disait Houphouët-Boigny, ce larbin docile mais lucide de l'impérialisme français : « *Couper l'Europe de l'Afrique, c'est la séparer de ses matières*

(23) US Dept. of State, African Affairs Advisory Council, *Africa's Ressources*, Washington, 1971.

(24) « US fears dependence on Africa for minerals », *Financial Times*, 16 octobre 1979.

(25) En revanche, il importe d'Afrique des quantités importantes de produits tropicaux : bois, coton, café, cacao, oléagineux, fruits, agrumes, etc.

premières. Ensuite, les jeux seront faits » (26). D'autre part, indépendamment même des questions stratégiques, le contrôle de sources de matières premières présente, comme nous le verrons plus loin, un intérêt économique évident pour *tout* impérialisme, même « auto-suffisant » : celui de permettre d'empocher une rente foncière qui peut parfois — cf. l'exemple du pétrole — être astronomique. Divers milieux occidentaux agitent déjà la menace d'un « super-cartel » russo-africain imposant ses prix sur certaines matières. C'est aussi ce que l'impérialisme russe cherche à faire en Afrique (nous en verrons un exemple précis avec l'accord russo-marocain pour l'exploitation des phosphates), avec évidemment un énorme retard sur tous ses concurrents. Il est d'ailleurs frappant de constater que lorsqu'il s'agit de justifier l'intérêt russe pour les matières premières africaines, les idéologues « soviétiques » sont incapables de se démarquer des platitudes de leurs homologues occidentaux sur la « complémentarité » et autres balivernes :

« L'Afrique a besoin de machines et d'équipements. En échange, elle est prête à fournir des matières premières, des combustibles et un éventail croissant de produits finis. Ce type d'échange ouvre de nouvelles perspectives de coopération. De même, la coopération des pays du C.A.E.M. [Comecon] avec les Etats africains pour la mise en valeur des ressources naturelles offre de grandes perspectives : pétrole et gaz (Algérie, R.A.E. [Egypte], Libye, Nigéria), fer (Algérie), phosphates (Algérie, R.A.E., Maroc, Tunisie), bauxite (Guinée, Ghana), minerais de zinc et de plomb (Algérie, Congo, Maroc, Zambie), cuivre (Zambie), mercure, antimoine (Algérie), étain (Nigéria) [...] »

« La contribution des Etats socialistes à la mise en valeur des ressources naturelles nationales et l'augmentation des achats de matières premières, de combustibles et de produits finis constituent, à notre avis, le moyen le plus efficace, le moyen qui ouvre le plus de perspectives au renforcement des relations des pays en voie de développement avec les pays socialistes » (27).

On mesure la puissante originalité de la pensée « socialiste » soviétique dans le domaine du « développement ». L'hypocrisie des arguments utilisés cache mal le fait que l'ours russe est tout simplement alléché, comme ses compères occidentaux, par les richesses africaines.

L'aide fraternelle de la Chine... à l'exploitation du cuivre

Quant à la Chine, si on sait que sa politique africaine consiste essentiellement à soutenir les impérialismes occidentaux et leurs marionnettes pour mieux contrer l'impérialisme russe, on ignore trop souvent qu'elle est elle aussi directement intéressée par les matières premières afri-

(26) Cité par un député de la majorité à l'Assemblée nationale, *J.O. Débats A.N.*, 4 novembre 1978, p. 7061.

(27) Article de *Azia i Afrika sevodnia* (L'Asie et l'Afrique aujourd'hui), Moscou, n° 3, 1976, reproduit dans *Problèmes politiques et sociaux* n° 320, 30 septembre 1977, La Documentation française.

caines. Nous avons montré plus haut (voir tableau 1) que l'économie chinoise était assez largement dépendante de l'extérieur pour ses approvisionnements, en particulier pour un certain nombre de minerais métalliques. Or voici ce qu'écrit une récente étude américaine sur ce sujet :

« La Chine était entièrement dépendante de l'URSS pour son approvisionnement en chrome, en nickel, en cobalt et même en pétrole (elle doit importer quinze sortes de minerais stratégiques). L'économie chinoise et ses plans d'industrialisation subirent de sévères répercussions lorsque l'URSS réduisit puis arrêta ses livraisons de minerais vers le milieu des années 60. Ces répercussions furent particulièrement dures pour le secteur de l'acier, considéré comme le maillon le plus important de l'industrialisation de la Chine. [...]

« Heureusement pour elle, l'Albanie rompit ses relations diplomatiques avec l'Union soviétique et rechercha un appui étranger pour faire face au déficit perpétuel de son commerce extérieur. L'Albanie se trouve être le troisième producteur mondial de chrome [...] C'était donc un partenaire naturel pour la Chine, qui lui acheta bientôt la quasi-totalité de sa production de chrome et un peu de minerai de nickel. Mais la Chine savait pertinemment que l'Albanie ne pourrait lui fournir, à long terme, tous les minerais stratégiques nécessaires, car bien que la production de chrome albanaise soit très importante, ses réserves connues sont relativement faibles.

« La recherche d'une solution à long terme la fit se diriger tout spécialement vers la Haute Afrique [Afrique australe], aux ressources abondantes. L'accès à la RSA ou à la Rhodésie étant inconcevable pour des raisons politiques et idéologiques, la Chine devait se tourner vers des pays comme le Zaïre, la Zambie, la Tanzanie et le Mozambique. Chou En-lai lui-même visita l'Afrique en 1964 : les plus fameux analystes occidentaux considérèrent ces incursions chinoises en Afrique comme des tentatives de maosiation, alors qu'en fait la Chine ne cherchait qu'à s'assurer des approvisionnements à long terme » (28).

De fait, si l'on examine les données fournies par les « experts » occidentaux, on constate que parmi les importations chinoises de matières premières, ce sont celles de cuivre qui lui coûtent le plus cher (29). Or les chiffres de l'« aide » chinoise aux pays sous-développés montrent que de 1970 à 1974 les deux-tiers des crédits, soit 1,5 milliard de dollars, sont allés à l'Afrique ; sur cette somme, les trois crédits de loin les plus importants (si l'on excepte un prêt à la Somalie), représentant 640 millions de dollars, sont allés à la Tanzanie, à la Zambie et au Zaïre, c'est-à-dire aux pays producteurs ou voies de passage pour le cuivre africain destiné à la Chine. La fameuse voie ferrée de 2.000 km financée grâce à un prêt de 400 millions de dollars

(28) *L'Usine nouvelle*, 20 septembre 1979.

(29) La Chine ne publiant aucune statistique détaillée de son commerce extérieur ou de sa balance des paiements, les données de ce paragraphe sont tirées d'une source américaine : Joint Economic Committee, *China : A Reassessment of the Economy*, Washington, USGPO, 1975.

et construite par les Chinois pour relier la *copper belt* zambienne au port tanzanien de Dar-es-Salam sur l'Océan indien, a pour contrepartie un contrat d'approvisionnement à long terme en minerai de cuivre pour la Chine. Elle passe à proximité du Shaba (ex-Katanga) zaïrois et aboutit à une zone riche non seulement en cuivre mais en autres minerais comme le cobalt, qui font cruellement défaut à l'économie chinoise (30).



Nous avons tracé à grands traits le cadre général des rapports de l'impérialisme avec l'Afrique dans le domaine à la fois économique et stratégique des matières premières : d'un côté des puissances concurrentes de plus en plus affamées de matériaux ; de l'autre, un immense réservoir qui ne peut qu'exacerber les convoitises. Il nous reste maintenant à montrer — ce que, pour des raisons de place, nous ne pourrons faire que dans le prochain numéro de cette revue — pourquoi la seule solution que l'impérialisme puisse donner à ses besoins est la tentative de contrôler et de monopoliser les sources de matières premières, et comment, et au profit de qui, cette monopolisation s'est faite en Afrique.

(A suivre).

(30) On retrouve le même phénomène, sur une échelle réduite, en Amérique Latine, où trois pays en tout et pour tout bénéficient des crédits chinois. Les deux principaux sont deux importants producteurs de cuivre, le Pérou et le Chili : le Pérou exporte annuellement vers la Chine 25 à 30.000 tonnes de cuivre en remboursement d'un prêt destiné à développer la mine de Tintaya (voir *US Minerals Yearbook*, 1975, vol. III, p. 294) ; nous ignorons si un contrat du même type existe avec le Chili, mais les relations sont excellentes et ce pays exporte annuellement vers la Chine 40 à 60.000 tonnes. Quant au troisième pays, la Guyane, c'est un important producteur de bauxite. L'« aide fraternelle au développement » a de ces déterminismes !

Le programme des « Fedayin » iraniens ou les limites du démocratisme

Le prolétariat n'ayant, dans la lutte sociale, « rien à perdre que ses chaînes », il est naturellement poussé à sympathiser avec les partis les plus extrêmes qui existent. C'est la raison pour laquelle la greffe du parti prolétarien sur le mouvement social est conditionnée par la lutte théorique et pratique contre les partis de l'opposition démocratique, en particulier ceux qui, comme en Iran, avancent contre le gouvernement issu des journées de février des revendications intéressant le prolétariat, et surtout appellent à « poursuivre la révolution », les armes à la main le cas échéant.

Sans doute est-il encore trop tôt pour donner une appréciation exacte de la nature et des potentialités de la myriade des groupes iraniens. Il apparaît toutefois, à la lumière des renseignements qui percent dans la presse bourgeoise, que les partis de l'opposition « démocratique » constituent un tissu plus ou moins continu allant des groupes parlementaires et constitutionnalistes aux groupes guérilléristes, sans parler des groupes maoïstes et trotskystes, et ce par deux filières : l'une religieuse, qui part des groupes proches des ayatollahs dits « progressistes » pour arriver au *Moudjahidin* ; l'autre, laïque, reliant la gauche du front national et le front démocratique aux *Fedayin*, ce qui ne l'empêche pas d'avoir des points de contact avec les mollahs. Cette dualité semble

refléter grossièrement la distinction entre la petite bourgeoisie classique, plus proche du Bazar et de la « tradition », et les couches moyennes salariées, liées à la marche du capital international et donc plus « modernistes » et « occidentalisées », au grand dam de l'intégrisme chiite. C'est par ces deux filières que le prolétariat est touché.

De notre point de vue, la tendance la plus intéressante est celle des *Fedayin* (*Fedayin Khalq* ou Fedayin du peuple, plus exactement l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple Iranien, OGFPI) qui se situe à l'aile extrême de la branche laïque, se prétend « marxiste-léniniste » mais refuse l'obéissance de Pékin et de Moscou, et possède une tradition de lutte armée contre le régime qui lui vaut une réelle sympathie dans la population. Elle a naturellement participé à l'insurrection de février et refuse de déposer les armes à l'appel de Khomeiny, ce qui lui a valu d'être particulièrement visée par l'attaque des milices islamiques et autres « gardiens de la révolution » qui se sont emparés de son siège à la mi-août.

Nous disposons malheureusement de peu de documents, mais ils donnent cependant une idée de l'orientation de cette organisation. Nous parlerons à une autre occasion de sa façon non prolétarienne d'avancer les besoins pressants des masses, et en particulier de son programme

agraire typiquement petit-bourgeois, en nous limitant dans le cadre de cette note aux aspects plus directement politiques de son orientation.

Faut-il réformer l'Etat ou le détruire ?

Que la « révolution islamique » n'ait pas substantiellement modifié l'Etat en place mais se soit contentée d'en changer la tête, ce fait est confirmé non seulement par la presse impérialiste, mais encore par toute la littérature démocratico-constitutionnaliste iranienne (1).

Selon l'analyse du *Projet minimum* des Fedayin, « l'armée mercenaire et antipopulaire est l'obstacle principal devant la continuité [il s'agit sans doute de la « poursuite »] de la révolution jusqu'à la victoire finale ». Ce groupe se prononce en faveur d'une « armée populaire » qui « doit être créée par la création [...] des organisations armées de défense et de résistance populaires. Les cadets de l'armée de l'air, les soldats, les officiers, les gradés inférieurs patriotes qui ont quitté les rangs de l'armée antipopulaire, ont lutté dans les barricades sanglantes contre la Réaction, participeront à l'éducation militaire et à l'organisation des forces armées populaires et par leur conseil élu,

joueront un rôle important dans l'administration de la direction de l'armée » (2).

La question qui se pose dès lors est de savoir quelles sont les conditions de la constitution d'une armée nouvelle. La réponse du marxisme ne saurait prêter à aucune équivoque : une telle armée ne peut être que le résultat d'une *nouvelle insurrection*, mais poussée cette fois, grâce à un parti réellement instruit de ses tâches révolutionnaires, jusqu'à la destruction complète, jusqu'à l'anéantissement de la vieille hiérarchie militaire (3).

Or, les Fedayin ne semblent pas envisager une nouvelle insurrection. Au contraire, voici même ce qu'a pu déclarer un représentant de cette organisation : « l'affrontement entre les forces de gauche et les forces réactionnaires musulmanes pourrait déboucher sur une guerre civile. J'espère qu'on n'en arrivera pas là, mais le danger existe. Ce qui est probable, c'est que l'impérialisme profitera de cette situation. La solution, c'est un gouvernement de coalition nationale qui peut sortir le pays de l'ornière » (4).

La seule voie indiquée pour la création de cette « armée populaire » est l'élection de la direction de l'armée « par des conseils de soldats, caporaux, cadets de l'air et élèves

(1) C'est ainsi qu'on peut lire dans *Le Monde* du 24-2-79 : « Selon les experts militaires, la purge des généraux, dont beaucoup étaient âgés ou avaient été choisis moins en raison de leur compétence que de leur servilité envers le Shah sera bénéfique après une période de flottement, ce « dégraissage » permettra à l'Etat de disposer d'un corps plus homogène et mieux structuré ». Selon *Le Monde* du 14-8-79, les réseaux de la CIA, du Mossad israélien et de la SAVAK « seraient — selon une opinion très répandue, notamment parmi les officiers d'active — quasiment intacts ».

Un membre de la gauche du Front national comme Ahmad Faroughy a donc pu reprendre le proverbe iranien selon lequel « ce n'est pas en coupant

la tête du ver qu'on le tue ». (Interview au *Quotidien du Peuple* du 23-3-79).

(2) Nous citons d'après la brochure en langue française intitulée *Quelques points de vue à propos des problèmes actuels de la révolution iranienne*, datée du 1-5-79, qui contient notamment un texte appelé « Une partie du *Projet minimum* de l'OGFPI à propos des responsabilités du gouvernement provisoire révolutionnaire », daté du 14-2-79. C'est de ce texte que sont tirées les citations qui suivent du *Projet minimum*.

(3) Voir à ce sujet l'article intitulé « Pour la révolution, il faut le parti », paru dans le *Prolétaire* n° 284.

(4) Interview au *Quotidien du peuple* du 22-3-79.

officiers » (5). Assurément, le principe électif peut être un moyen utile pour décomposer la vieille armée et démanteler la hiérarchie militaire, mais seulement *en liaison avec l'insurrection*, comme l'ont montré la Commune de Paris et la Révolution russe. Hors de cette perspective, il n'est au mieux qu'un vœu pieux, au pire une *formidable duperie* contre-révolutionnaire.

Le risque que présente en Iran cette revendication *détachée* de la préparation d'une nouvelle insurrection, c'est le passage des « organisations armées de défense et de résistance populaires » sous le contrôle de la hiérarchie militaire, bref la solidification de l'armée bourgeoise par l'apport d'un sang nouveau.

C'est exactement de la même manière que les Fedayin avancent la revendication de la Constituante : « *le gouvernement provisoire doit appeler notre peuple aux élections du parlement constituant et [l'appeler à] choisir le nouveau système gouvernemental du pays* » (*Projet minimum*). Est-il besoin de dire là aussi que, sans démolition de la machine de l'Etat, la Constituante n'est qu'une tromperie que les classes dominantes tiennent en réserve pour paralyser la révolte des masses le jour où l'Islam ne serait plus capable de l'endiguer ? (6)

Or la destruction de l'Etat en place est une nécessité vitale pour le mouvement prolétarien, ne serait-ce que

pour réaliser les revendications qui sont théoriquement contenues dans le programme « démocratique » et « anti-impérialiste ». C'est notamment le cas de la question des nationalités, qui est d'une *extrême importance* non seulement en Iran, comme le confirme tragiquement la répression des minorités kurde et arabe en particulier, mais dans tout le Moyen-Orient. Il n'est pas besoin d'autre exemple que la sauvagerie avec laquelle Khomeiny a lancé l'armée et ses prétendus « gardiens de la révolution » sur la minorité kurde, pour se convaincre que l'Etat iranien conserve intacte sous la république islamique la tradition plus que millénaire d'oppression *farsi* des populations allogènes.

A propos des minorités nationales, le *Projet minimum* proclame : « *toute discrimination dans ce domaine doit être supprimée. Dans l'Iran libre et démocratique tout le monde doit être libre et vivre librement sa religion, sa langue, et sa culture nationale* » (point 5-j). Mais comment est-il possible d'éliminer l'oppression dont sont victimes les minorités nationales en Iran, une oppression dont l'habitude est totalement *incrustée* dans la machine militaire, policière et bureaucratique de l'Etat, sans la liquidation complète de cette machine par la violence révolutionnaire ? Et comment est-il possible de combattre le chauvinisme parmi les masses ouvrières persanes sans

(5) Kar (*Labour*) n° 1 (non daté). Ce bulletin qui paraît en Grande-Bretagne reprend en anglais des extraits de l'organe des Fedayin à destination des ouvriers et intitulé lui-même *Kar*. On remarque ici qu'ont disparu les « *organisations armées de défense et de résistance populaire* » et il en ressort que cette « *armée populaire* » n'est conçue que comme une démocratisation du commandement et non comme « *la suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple en armes* », revendication traditionnelle du mouvement prolétarien dans la révolution démocratique elle-même, comme ce fut le cas pour la Ligue des Communistes dans

l'Allemagne de 1848 et pour le parti bolchevik en Russie (voir notamment son programme de 1902, Lénine, *Œuvres*, tome 6, p. 23).

(6) Coupée de la perspective d'une insurrection, la revendication de la Constituante présente un Iran un caractère réformiste et non révolutionnaire. Bien plus : si, comme nous le pensons, la destruction de l'Etat en place ne peut être le résultat que d'une révolution prolétarienne instaurant la dictature d'un Etat prolétarien, la revendication d'une Constituante prendrait vis-à-vis de ce nouvel Etat un caractère directement contre-révolutionnaire.

l'agitation la plus persévérante et la plus tranchée pour le droit à la *séparation* des minorités nationales opprimées, seule condition pour réaliser, sur les décombres de l'ordre établi, l'union librement consentie des différentes nationalités et, plus immédiatement encore, cette *union des rangs prolétariens* qui est indispensable à la victoire sur l'Etat oppresseur et l'impérialisme ? (7)

La nécessité de détruire l'Etat en place apparaît aussi clairement en ce qui concerne la question religieuse. On sait que les revendications de liberté religieuse font habituellement partie du programme « démocratique », et elles sont en effet indispensables pour liquider les vieux restes féodaux, le pouvoir du clergé et les préjugés liés à l'abrutissement dû à son influence, et en particulier pour lutter contre l'*oppression particulièrement aiguë de la femme*. Mais elles sont également importantes pour réaliser la *libre union des nationalités*, si l'on sait que les minorités kurde et arabe sont d'obédience sunnite et non chiite, et surtout pour souder l'*union des rangs prolétariens* contre l'Etat. Il est évident qu'en Iran comme dans tout le Moyen-Orient, la bourgeoisie a laissé là en héritage une lourde tâche au prolétariat et à son parti qui doit,

tout en se gardant de froisser stupidement le sentiment religieux des masses, leur permettre de dépasser, à travers la lutte sociale, l'obscurantisme religieux sur lequel s'appuie désormais la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe.

Or le fameux *Projet minimum* se contente de proclamer que « *tout le monde doit être libre et vivre librement avec sa religion* » (point 5-j), ce que même un Chariat-Madari ou un Bakhtiar pourrait dire ! De plus, le groupe pousse l'aveuglement jusqu'à proposer un « soutien » contre la « réaction religieuse » à Bazargan (8) alors que celui-ci représente précisément un gouvernement indéniablement responsable d'intolérance et d'oppression religieuses.

Mais puisqu'ils ne jugent pas nécessaire de détruire l'Etat en place, il ne reste aux Fedayin qu'à chercher à le rendre perméable aux requêtes « populaires ». C'est la raison de la revendication (en commun avec les Moudjahidin) de la « *participation des conseils ouvriers et des Comités de base au Conseil révolutionnaire* ». Le *Projet minimum* explique ainsi cette exigence : « *la force réelle de la Révolution est la force populaire. Le pouvoir de la Révolution est le pouvoir des millions de combattants et grévistes qui ont ren-*

(7) Il est à noter que « *les Fedayin reconnaissent le droit à l'autodétermination mais non pas le séparatisme. Dans un premier temps, les différentes nations iraniennes doivent participer à la libération de l'Iran, puis, dans une deuxième étape, chaque minorité nationale doit accéder à l'autonomie par des élections et pouvoir parler aussi sa propre langue, pratiquer sa propre religion et diffuser sa propre culture* » (voir l'interview déjà citée parue dans le *Quotidien du peuple* du 22-3-79).

Pour le marxisme, il est clair que dans le cas où les intérêts internationaux ne poussent pas à considérer la séparation comme souhaitable, les *sections locales du parti* se doivent de ne pas avancer le mot d'ordre d'indépendance parmi les minorités opprimées, comme elles s'en sont abstenues dans la

Pologne du début du XX^e siècle, qu'elle fût sous domination allemande, autrichienne ou même russe ; mais une telle hypothèse ne saurait dispenser le parti prolétarien du devoir absolu d'agiter parmi les prolétaires des nationalités privilégiées et oppresseuses le mot d'ordre du droit à la *séparation* (comme c'était le cas au début du siècle pour les communistes révolutionnaires allemands, autrichiens et russes vis-à-vis de la Pologne).

(8) « *Nous soutiendrons les démarches démocratiques du gouvernement de Mer Bazargan, et cela dans le but de limiter les actions de ces éléments inconscients* », peut-on lire dans une « interview d'un journal iranien avec un camarade fedayin » publiée par les Fedayin, *ibid.*, p. 16.

versé le gouvernement militaire du Chah, et dressé le drapeau de la Révolution dans les barricades sanglantes. Ainsi le Conseil de la Révolution doit être créé [?] avec la participation des comités et des foyers de grévistes, c'est-à-dire la participation de leurs représentants élus. Les représentants des travailleurs et des ouvriers [des] villes et [des] villages, des employés, des commerçants, des universitaires, des enseignants, du clergé et des intellectuels doivent participer à ce Conseil » (point 4).

Il est clair que cette revendication qui couronne toute la vision des Fedayin (puisque selon eux le Conseil révolutionnaire doit désigner le gouvernement provisoire, lequel a pour fonction de satisfaire toutes les revendications et en premier lieu la dissolution du parlement et de l'armée), est exactement à l'opposé des besoins révolutionnaires des prolétaires et des masses exploitées. Alors que leurs revendications ne peuvent être satisfaites que par la lutte ouverte contre l'Etat en place, le gouvernement et le Conseil révolutionnaire (secret!) de Khomeiny, les Fedayin revendiquent leur participation au Conseil comme gage de la poursuite de la Révolution.

Pour le reste, il faut pousser, si besoin est avec une pression exercée par le bas, à réaliser les réformes indispensables. Cette position est clairement exprimée quand le *Projet minimum* déclare : « *durant cette Révolution notre peuple a affirmé les luttes et les justes démarches de l'Ayatollah Khomeiny pour le renversement du Régime et contre l'impérialisme et ses valets intérieurs. Avec toute notre force, nous soutenons ces démarches* » (point 2).

Il est clair que cette attitude qui consiste à soutenir un gouvernement dans la mesure où il prend des mesures qui intéressent les masses exploitées est exactement le piège où ne doit pas tomber le prolétariat, qui ne peut accepter ces concessions d'une main qu'à la condition de garder de l'autre le fusil pointé sur

le dispensateur intéressé de concessions. Il est d'ailleurs parfaitement clair, surtout après les événements de ces derniers mois, que ces promesses ont beaucoup plus contribué à désarmer les prolétaires et les masses exploitées qu'à aider à la lutte contre les « éléments inconscients » qui travaillaient d'ailleurs avec Bazargan contre les mouvements de révolte des ouvriers, des paysans pauvres et des minorités nationales (9).

Programme démocratique et programme communiste

Il n'est pas impossible que le cynisme avec lequel le pouvoir en place répond aux exigences des masses exploitées produise des fractures dans des courants comme les Fedayin et amène au moins certains militants, condamnés à cette expérience par le poids écrasant d'une situation internationale terriblement défavorable, à en finir avec ces manœuvres absurdes, déroutantes et ruineuses pour la lutte révolutionnaire. Mais les leçons ne seront tirées qu'à moitié si la compréhension des conséquences désastreuses de cette tactique incroyable n'incite pas à rechercher les raisons et les déterminations objectives qui poussent irrésistiblement les courants démocratiques les plus extrêmes vers de tels pièges. Pour cela, il faut d'abord considérer les questions de programme et de principe.

Voici comment le *Projet minimum* définit le sens de la révolution iranienne : « *L'objectif principal de la Révolution est la disparition du système capitaliste dépendant et cela en anéantissant la domination de l'impérialisme et de ses valets, et l'instauration totale de la domination absolue du peuple. Pour arriver à la*

(9) Voir : « En Iran se creuse le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat », *Le Prolétaire* n° 291 et 292.

victoire finale, notre peuple doit éliminer tous les symboles de la dépendance à l'impérialisme. La disparition de ces symboles ne sera possible que par l'anéantissement de toutes les bases de la domination économique, politique, militaire et culturelle de l'impérialisme et de ses alliés intérieurs » (point 5-j).

Admettons pour l'instant, par commodité et afin de mieux faire ressortir les oppositions de principe et d'orientation sur un terrain rendu commun par hypothèse, que le sens des gigantesques événements qui secouent l'Iran puisse être contenu tout entier dans la formule d'une classique et banale « révolution démocratique et anti-impérialiste » comme le prétendent les Fedayin. Cela ne suffit nullement à déterminer les tâches d'un parti révolutionnaire « en général », pour la bonne raison qu'il y a au moins *deux manières* de concevoir la révolution démocratique : d'un côté le point de vue *démocratique bourgeois*, de l'autre le point de vue *prolétarien*. Le marxisme n'est pas ici pris au dépourvu, puisque *en tant que parti* il est né précisément à l'aube d'un cataclysme révolutionnaire antiféodal en Europe, et qu'il a donné d'emblée sa vision de la *révolution en permanence*, victorieusement appliquée dans la Russie de 1917.

La capacité du prolétariat d'entamer comme en 1917 une *double révolution* dépend évidemment de circonstances internationales favorables et en particulier de l'existence d'un *fort mouvement communiste*, condition que la contre-révolution stalinienne a détruite, limitant par conséquent toutes les révolutions qui ont bouleversé le « Tiers-Monde » depuis cinquante années à un horizon bourgeois. Mais même si la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat n'est pas proche (comme c'était le cas de l'Allemagne de 1848-50), le parti prolétarien se distingue nettement du parti démocratique, ne serait-ce que par son *programme « final »*, qu'il n'hésite pas à mettre

en avant même s'il lutte pour les revendications momentanément communes à plusieurs classes.

Cela signifie d'abord que le parti prolétarien dit clairement, comme il l'a d'ailleurs fait en Russie en 1917, que la *portée immédiate* de la révolution sur le plan *économique* est d'ouvrir la voie au développement en grand du *capitalisme*, qu'il n'hésite pas à appeler par son nom, et non au développement d'un socialisme impossible dans un seul pays, à plus forte raison un pays arriéré. Cela signifie surtout qu'il proclame en même temps ouvertement qu'il s'agit là d'un pas nécessaire *vers la suppression du capitalisme*, c'est-à-dire du capital et du salariat, ce qui suppose la suppression du marché, de l'échange mercantile. Le parti prolétarien s'oppose donc doublement de ce point de vue au parti démocratique : d'une part parce que ce dernier conçoit le marché, le capital et le salaire comme éternels ; d'autre part parce qu'il promet mensongèrement au petit capitaliste, au paysan, au boutiquier, de les protéger de la concurrence du grand capital par les moyens mensongers du contrôle « démocratique » sur l'Etat et de la nationalisation — en l'occurrence la nationalisation du capital étranger.

Cela signifie ensuite qu'en même temps qu'il lutte pour un programme « national », le parti prolétarien affirme ouvertement que son *but n'est pas la nation* et l'Etat national, mais qu'il lutte *contre l'oppression nationale* et impérialiste afin de *hâter le moment de l'affrontement entre les classes ennemies contenues dans la nation*, la bourgeoisie et le prolétariat, affrontement qui doit mener à la constitution d'un Etat prolétarien. Tout comme l'ont fait les bolchéviks, le parti affirme donc que le but de cet Etat est la destruction de tous les Etats et le dépassement de toutes les nations, en s'appuyant sur les tendances du capital à internationaliser l'ensemble de la production et de la vie sociale. Le parti prolétarien s'oppose donc également doublement de ce point de vue au parti

démocratique : d'un côté parce que ce dernier fait de l'Etat national un but à atteindre, un idéal et un principe, de l'autre parce que, loin de s'appuyer sur les tendances progressives du capital à internationaliser la vie sociale, il prétend leur opposer une « indépendance économique » et même « culturelle » aussi chimérique que réactionnaire.

Cela signifie enfin que s'il aide les classes bourgeoises (bourgeoisie, petite-bourgeoisie urbaine, paysannerie non prolétarisée) à détruire les obstacles féodaux et impérialistes par la réalisation des revendications dites démocratiques habituelles (les fameux droits, la fameuse égalité, la république unitaire et laïque, etc.) le parti prolétarien affirme en même temps, comme le firent précisément les bolchéviks, que la classe ouvrière lutte pour ces revendications dans la stricte mesure où elles sont révolutionnaires vis-à-vis de l'ancien ordre social et où elles aident au renforcement des rangs prolétariens pour la conquête du pouvoir contre la bourgeoisie, sur laquelle il exercera sa dictature en la privant de tous les droits politiques et en la tenant en respect sous la menace de ses armes. Le parti prolétarien s'oppose encore de ce point de vue au parti démocratique, qui fait de la démocratie un idéal à atteindre, un but en soi et un principe, qui ne vise pas à la destruction de l'Etat bourgeois mais à sa transformation démocratique de manière à permettre la participation la plus large des citoyens, dans l'idée utopique que la « souveraineté du peuple » éliminera les conflits de classe en maîtrisant les lois du capital. Le prolétariat considère au contraire que sa dictature de classe est indispensable pour briser les lois du capital. Il sait aussi que dès la destruction du vieil Etat la lutte s'engage entre la bourgeoisie et lui, et qu'il ne peut espérer détruire l'Etat bourgeois, qui est son ennemi dès sa naissance, que si, loin de l'aider à se renforcer, il le combat dès le premier jour.

Il est clair que le *Programme minimum* des Fedayin est un programme démocratique et non prolétarien, comme cela ressort de l'examen des trois questions-clés qui distinguent la démocratie du communisme.

Premièrement : le *Programme minimum* ne fait nulle part la critique de l'économie marchande, si bien que sa critique du capitalisme ne concerne que ses « excès », qui prennent la forme de l'impérialisme et de ses « alliés intérieurs ». C'est bien la raison pour laquelle ce « projet » ne peut s'intéresser aux revendications spécifiquement prolétariennes, sauf d'une manière qui ne gêne pas les intérêts du peuple et de l'« économie nationale ».

Deuxièmement : la lutte contre l'impérialisme qu'il propose est nettement liée au mythe de l'« indépendance économique » ; mais comment anéantir la « domination économique, politique, militaire et culturelle de l'impérialisme et de ses alliés intérieurs », comment anéantir cette domination en Iran seulement, et sans détruire le capitalisme ? La lutte contre les privilèges politiques de l'impérialisme est progressive et révolutionnaire — et dans cette optique la nationalisation des capitaux étrangers peut s'avérer utile. Mais si le programme national dépasse cet aspect « négatif » pour devenir un programme de développement national, productif et culturel, on tombe dans le programme spécifiquement bourgeois que le prolétariat doit combattre au nom de l'internationalisation de la production et même de la vie culturelle, bases indéniables du communisme.

Troisièmement : le *Programme minimum* présente bien la démocratie comme un idéal, puisque la lutte pour cette revendication n'est pas subordonnée à la destruction de la vieille machine de l'Etat, que les Fedayin s'imaginent pouvoir réformer (même si, bien sûr, ils n'utilisent pas ce mot) par une simple extension des libertés formelles dans l'administration comme dans l'armée.

L'Iran dans la vision marxiste

Nous avons jusqu'ici admis, au moins lorsqu'il s'agissait de faire ressortir la différence de *principe* et de *programme* entre le communisme et la démocratie, l'hypothèse des Fedayin selon laquelle nous serions en Iran en présence d'une révolution démocratique anti-impérialiste classique, c'est-à-dire en présence d'événements comparables à ceux de 1949 en Chine, ou de 1954-1962 en Algérie, ou encore de 1975 en Angola. Certes, on ne doit pas voir la révolution bourgeoise comme un phénomène instantané, mais comme un processus plus ou moins long où l'Etat bourgeois se modèle, et où les différentes classes et sous-classes bourgeoises s'acquittent — bien ou mal, peu importe ici — de leur tâche historique : c'est ainsi qu'en France, après la Grande Révolution de 1789, la bourgeoisie eut encore besoin de « suppléments de révolution » en 1830, en 1848, en 1870, bien qu'à chaque fois le prolétariat eût tenté de profiter des événements pour faire valoir ses intérêts propres et même prendre le pouvoir en décidant de se charger lui-même des tâches que la bourgeoisie n'avait pas encore accomplies.

Ce cours historique peut cependant être considérablement raccourci, surtout pour les bourgeoisies qui *viennent en retard*. C'est ce qu'espéraient Marx et Engels pour l'Allemagne « arriérée » de 1848, où prit naissance la *tactique* de la révolution en *permanence* ou *double* en liaison avec la révolution prolétarienne « *pure* » attendue en France et en Angleterre, et où, en l'absence de victoire prolétarienne, la bourgeoisie avait pour mission d'accomplir de nouvelles « *réformes* » historiquement progressives. Si cette tactique échoua en 1848 en Europe, elle réussit *en partie* en 1917 en Russie où, sur la lancée d'une révolution bourgeoise en retard, le prolétariat brûla les étapes historiques pour *s'emparer du pouvoir*, réaliser des tâches *économiquement* *bourgeoises* à l'intérieur, et propager

à l'extérieur la révolution prolétarienne qui seule aurait pu permettre, grâce à la machine productive hypercapitaliste d'Europe, de s'attaquer enfin en Russie aux rapports de production bourgeois et de *passer au socialisme*. La deuxième partie de la perspective ne se réalisa pas, laissant la Russie isolée. Le parti prolétarien n'eut pas la force de faire face aux forces conjuguées de l'ennemi, ce qui entraîna la régression de l'Etat russe, de citadelle prolétarienne qu'il était, en « Etat national ordinaire », bref en Etat capitaliste et bourgeois, condamnant ainsi la révolution russe à abandonner tous les rêves de révolution double pour ne rester, en fin de compte, après dix années de bouleversements révolutionnaires sans précédent, qu'une *révolution simple*.

La révolution iranienne est-elle une révolution de type 1789, ou encore de type février 1917 étant donné que l'absence du prolétariat ne permet pas d'envisager un Octobre victorieux dans l'immédiat ? Dans la France du XVIII^e siècle, la lutte opposait avant tout la bourgeoisie, avec à ses côtés les masses populaires des villes et des campagnes, à la noblesse et au clergé s'appuyant sur la monarchie. Dans la Russie du début du siècle, la grande bataille sociale devait se livrer entre la paysannerie et la féodalité en voie de transformation bourgeoise, la tâche assignée au prolétariat étant de conduire la bataille de façon radicale ; la guerre impérialiste donna à l'antagonisme entre le prolétariat et le capitalisme un poids plus grand que prévu initialement, et qui fit réellement de la révolution prolétarienne en Russie le coup d'envoi de la révolution communiste mondiale.

En analysant la situation de l'Iran en 1978, nous avons été amenés à constater qu'en conséquence de la « révolution blanche » menée par l'Etat avec l'aide de l'impérialisme, le poids politique de la vieille classe des propriétaires fonciers de type féodal s'était pratiquement fondu

dans une haute bourgeoisie affairiste et corrompue, disposant du droit de dilapider l'Etat en contrepartie des privilèges pétroliers, militaires et même politiques accordés à l'impérialisme, créant ainsi du point de vue des rapports entre les fractions bourgeoises une situation intermédiaire entre les situations françaises sous la monarchie de juillet et sous l'Empire.

Nous avons également été amenés à constater que la prolétarianisation de la population était incomparablement plus développée que dans la Russie de 1917 et que la classe ouvrière était bien plus nombreuse, même si — facteur à ne pas négliger — les conditions historiques générales l'ont confinée dans un terrible retard politique.

Nous avons pu enfin faire la preuve que les causes profondes de l'ébranlement de la classe ouvrière iranienne et des masses prolétariées ne venaient pas seulement du *manque* de développement capitaliste et du poids des résidus des vieux rapports sociaux, mais surtout du fait que la société entière s'est trouvée précipitée dans une *accumulation élargie du capital* où les jeunes industries se trouvent nécessairement défavorisées par la concurrence des métropoles impérialistes, qui tend à marginaliser leur industrie et plus encore leur agriculture.

Ces conditions historiques particulières, surtout à l'heure où la crise mondiale cyclique du capitalisme se répercute avec des effets renforcés dans les pays périphériques, rendent particulièrement insupportable la persistance des vieux rapports sociaux et politiques, et tout particulièrement les privilèges politiques de l'impérialisme, le poids économique exorbitant de la Cour, ainsi que les lois sanguinaires propres à une accumulation primitive réalisée sous la botte de l'impérialisme et s'appuyant, tant dans les campagnes que dans les usines, sur les vieilles formes du « despotisme asiatique ».

Mais ces mêmes conditions histo-

riques ont fait de l'Etat un instrument par certains aspects puissamment moderne et centralisé, relativement *en avance* sur le développement social de la classe bourgeoise. Celle-ci, même si elle est poussée, malgré sa faiblesse congénitale, et sous la pression de la classe ouvrière, des masses plébéiennes et des fractions de la petite-bourgeoisie, à se heurter aux privilèges politiques de l'impérialisme, apparaît bien plus comme le *complice social* de celui-ci que comme son concurrent économique ; elle a besoin de cette machine de l'Etat pour faire face aux classes opprimées et en particulier à un prolétariat qui se développe à une allure bien plus rapide et sur une base bien plus large qu'elle.

C'est la raison pour laquelle l'insurrection populaire, qui a permis aux masses exploitées de tirer le *meilleur parti possible* des tragiques conditions historiques et politiques actuelles, était la hantise des classes dominantes. Celles-ci se sont efforcées d'en réduire au maximum la portée et d'*assurer à tout prix la continuité de la machine administrative et répressive de l'Etat*, tout juste recouverte d'un vernis populaire ; les masses ouvrières, paysannes ainsi que les minorités nationales, notamment kurde, arabe et turkmène ont déjà pu en expérimenter douloureusement dans leur chair les effets.

Tout cela confirme bien que les restes du vieux despotisme ne peuvent être radicalement éliminés que par la destruction de l'*Etat bourgeois* en place, sur les ruines duquel il ne s'agit nullement de construire un Etat national plus moderne et plus démocratique, mais bien la *dictature de classe du prolétariat*, c'est-à-dire de la seule classe qui peut désormais faire avancer l'histoire. Une telle perspective découle bien plus directement encore des exigences du mouvement social de ces dernières années, où une formidable vague ouvrière a grandi avec ses revendications immédiates économiques et politiques, que les conditions historiques et politiques prévalentes

ont malheureusement permis de subordonner à la lutte démocratique. Le gouvernement Khomeiny-Bazargan a bien dû faire, au moins dans un premier temps, certaines concessions économiques à ce mouvement ; mais si ces concessions sont parfaitement susceptibles de monter le Bazar contre la classe ouvrière, elles ne sont nullement de nature à calmer cette dernière, qui subit de plus en plus les attaques de l'Etat cherchant à réduire une maigre liberté de mouvement durement gagnée, ainsi que les coups convergents du clergé chiite et des milices islamiques. Même si le mouvement ouvrier devait être battu dans l'immédiat sous le poids de l'adversaire, il ne peut historiquement que se relever et grandir, en finissant par rompre les fronts de la solidarité nationale et religieuse.

Un des traits caractéristiques de l'Iran est que, dans un pays pourtant situé au cœur d'une aire géographique soumise à de profonds bouleversements révolutionnaires, l'explosion sociale provoquée par les besoins d'une révolution antiféodale a pu être retardée, grâce à la combinaison d'une terreur sanglante et d'une corruption pétrolière inouïe, jusqu'au moment où, d'une part, la révolution bourgeoise opérée *par le haut* a déjà suffisamment transformé la société, et où, d'autre part, les signes de *radicalisation* du mouvement des masses prolétariées et en premier lieu de la classe ouvrière sont déjà devenus suffisamment manifestes pour que la bourgeoisie, et derrière elle la petite bourgeoisie et peut-être même la paysannerie moyenne, aient déjà *épuisé* l'essentiel de leurs capacités de faire avancer l'histoire.

Il est d'ailleurs très significatif à cet égard que les groupes extrémistes et guérilléristes iraniens aient fait leurs armes politiques dans l'ambiance d'une OLP qui, après avoir trahi le mouvement des masses palestino-jordanien par Fatah interposé, s'est faite depuis 1976, par toutes ses composantes, l'agent du désarmement politique et physique

des masses en révolte au Liban, et aujourd'hui le pilier de la restauration de l'Etat-bidon du Liban, contre-révolutionnaire s'il en est.

La révolution iranienne est à la limite de deux époques. Elle arrive *trop tard* pour signifier un véritable « supplément de révolution » bourgeoise. Mais elle arrive en même temps *trop tôt* pour que la classe ouvrière soit déjà capable de relier l'exigence immédiate de la liquidation des vieux restes féodalo-impérialistes à la solution du nouvel antagonisme qui oppose la classe ouvrière et derrière elle les masses prolétariées des villes et des campagnes, en liaison avec la classe ouvrière internationale, au capital, à la bourgeoisie nationale, à l'ordre constitué local et à l'impérialisme.

C'est de là que vient cette impression de formidable gaspillage d'énergies sociales que les tragiques événements d'Iran ne manquent pas de suggérer : la profondeur de la contre-révolution stalinienne oblige la classe ouvrière à payer terriblement cher le moindre pouce de terrain conquis, la moindre lueur de leçon apprise dans le choc de la lutte vivante. Mais *malgré tout*, la classe devra renaître comme classe révolutionnaire.

Il nous semble donc tout à fait faux de prétendre enfermer les événements historiques dont les « journées de février » marquent le coup d'envoi dans une banale perspective démocratique et anti-impérialiste, même si l'immédiat ne nous livre que l'avorton étrange de la « révolution islamique » : les forces qui se sont mises en mouvement sous cette apparence triviale et monstrueuse et les antagonismes qui y mûrissent poussent en effet à un *avenir* bien différent et prometteur.

Que nous soyons encore très éloignés d'une issue prolétarienne à la tragédie qui se déroule sous nos yeux, c'est incontestable. Mais seuls les théoriciens de la victoire immédiate, seuls ceux qui remplacent la révolution, qui est un fait matériellement déterminé, par un acte de volonté, peuvent imaginer que cela condamne

notre perspective. En tout cas, la seule manière de préparer cette issue est de mettre en avant dans les luttes présentes le besoin de l'indépendance de classe la plus absolue et de *l'opposition la plus rigoureuse et la plus tranchée à l'Etat* et à tous les gouvernements présents et à venir, auxquels la moindre concession ne peut être arrachée que par la *force*.

Comme partout, le prolétariat ne pourra aspirer à la conquête du pouvoir qu'après une longue préparation de parti, qui permette de regrouper autour du programme communiste l'avant-garde prolétarienne dégagée à travers la succession des batailles sociales qui ne manqueront pas de se produire, et où seront nettement mis en évidence les besoins politiques immédiats et historiques spécifiques de la classe ouvrière. Les crises politiques comme la crise actuelle ne seront bénéfiques au prolétariat que s'il avance à travers chacune d'elles ses revendications propres, s'il en profite pour s'assurer dans la lutte contre les différentes classes et sous-classes bourgeoises et l'Etat la *plus grande liberté de mouvement*, afin de renforcer ses organismes de lutte immédiate et son parti, et de profiter de cette succession de batailles pour s'aguerir et préparer ainsi les conditions de la victoire finale.

Même si cette issue est aujourd'hui lointaine, il nous semble que mûrissent des conditions plus favorables que dans le passé pour nous en rapprocher. Tout d'abord, parce que la crise sociale et politique profonde que traverse l'Iran est trop liée à la crise internationale du capitalisme pour ne pas grossir encore les rangs ouvriers et la masse de la population plongée dans une misère qui ne peut trouver d'issue que dans la destruction du capitalisme. Ensuite, parce que la classe ouvrière reste la seule classe historique capable non seulement de lutter pour une telle issue, mais aussi de trancher de façon révolutionnaire tous les problèmes politiques les plus immédiats, et que le cycle de luttes qui s'est ouvert

le démontrera de plus en plus clairement. Enfin parce que la classe ouvrière iranienne, comme celle de tout le Moyen-Orient, est par sa position dans le processus productif (qu'on pense à l'arme du pétrole, qui est *en définitive* aux mains de la classe ouvrière) et par le poids de la double et triple exploitation qui pèse sur ses épaules, condamnée à placer sa lutte dans une perspective internationale et à chercher l'aide du prolétariat des grands centres impérialistes ; *réciroquement*, ce dernier ne peut que bénéficier des élans de révolte du jeune prolétariat du Moyen-Orient, et sera contraint de rechercher son appui dans la lutte commune.

Il nous semble que toutes ces conditions peuvent être capitalisées au plus vite, à condition que le maximum d'attention soit porté, dans la vie du parti communiste et dans son développement international, aux problèmes théoriques, historiques, politiques et tactiques que rencontrent les masses prolétariennes de ces régions dans leur lutte courageuse et terriblement difficile contre le monstre impérialiste mondial.



La caractéristique du mouvement social actuel en Iran réside dans le fait que la gigantesque explosion sociale à laquelle la participation de la petite-bourgeoisie opprimée donne un caractère éminemment populaire, se produit sur la lancée d'une vague ascendante de huit années de luttes ouvrières (10). Cette vague a peu à peu communiqué son ardeur aux masses prolétariées et plébiennes et, à la faveur de la crise internationale et de ses répercussions dans les capitalismes périphériques, à l'ensemble de couches urbaines et rurales, dont le heurt avec le régime devenait dès lors inévitable.

(10) Voir à ce sujet « La classe ouvrière iranienne avant les journées de février » dans *Le Prolétaire* n° 288.

Cela se reflète naturellement dans la conscience que le mouvement a de lui-même, et en particulier chez les groupes guérilléristes. Ceux-ci reconnaissent bien à la classe ouvrière une force sociale plus grande ; mais les revendications qu'ils mettent en avant représentent, précisément parce qu'elles se veulent *dénominateur commun* de toutes les classes du « peuple », les intérêts des classes qui se trouvent *entre* les classes historiquement antagoniques, c'est-à-dire les intérêts des classes et couches petites-bourgeoises.

Certains de ces groupes — c'est très probablement le cas des Fedayin dont nous venons d'examiner le programme — expriment un certain radicalisme des masses paysannes. Ils peuvent même, au moins dans leurs ailes extrêmes, se faire l'écho de la combativité des masses ouvrières et plébiennes des villes et des campagnes, ainsi que des fractions de la petite-bourgeoisie entraînées dans leur sillage. Mais les conditions politiques ambiantes, à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale, n'ont pas encore permis à ces franges les plus radicalisées de dépasser un programme qui, comme nous avons essayé de le démontrer, correspond à la vision tout à fait caractéristique de la petite bourgeoisie, qui voudrait arrêter l'histoire à son stade bourgeois et s'imaginer pouvoir pousser l'Etat vers une sorte de capitalisme bien huilé et idéalisé, au moyen de réformes que les masses auraient pour seule mission d'appuyer, par la violence s'il le faut. C'est là une vision particulièrement catastrophique dans le cas de l'Etat iranien, trop imprégné de traditions d'oppression et de répression pour pouvoir subir la moindre réforme sérieuse intéressant les masses.

De tels programmes sont totalement incapables de fournir un débouché positif à l'énergie révolutionnaire des masses prolétariennes des villes et des campagnes et des frag-

ments des couches moyennes qu'elles entraînent nécessairement dans leur sillage. En revanche, en prônant le compromis avec la bourgeoisie et son Etat encore investis d'une « mission historique progressive » démocratique et anti-impérialiste, ils sont tout à fait susceptibles de paralyser les masses et de les livrer sans défense aux coups mortels de leurs ennemis, l'Etat national et ses maîtres impérialistes.

Le phénomène politique du guérillisme de type Fedayin démontre bien par conséquent, en même temps que les limites du démocratisme petit-bourgeois, *l'urgence de la greffe du parti prolétarien de classe* sur le mouvement social. Plus que jamais, après la terrible et interminable parenthèse historique constituée par la contre-révolution stalinienne, *le prolétariat doit seul revendiquer l'initiative historique*. Il doit le faire naturellement dans les centres impérialistes et les aires de plein capitalisme. Mais il doit le faire aussi dans les aires où la vague anti-impérialiste du second après-guerre arrive à sa fin et où il est désormais la seule classe à pouvoir faire avancer sérieusement l'ensemble de la société, en tranchant en particulier les nœuds de la question des nationalités, de la question agraire, des restes d'oppression féodale désormais au service de l'exploitation capitaliste, et surtout en préservant les masses urbaines et rurales de la misère où les précipite chaque jour davantage la crise capitaliste mondiale. Il ne peut le faire qu'en se préparant à conquérir le pouvoir *pour lui-même*.

Dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat : il n'y a pas de milieu. Les révolutionnaires issus de la petite-bourgeoisie se trouveront toujours davantage confrontés à ce choix : ou se soumettre à la bourgeoisie et à l'impérialisme, ou se placer du point de vue du prolétariat et de son parti pour la révolution communiste mondiale.

Marcuse, prophète du bon vieux temps

Le 29 juillet dernier, le philosophe Herbert Marcuse mourait dans un hôpital allemand à l'âge de 81 ans. Sa renommée avait ces derniers temps passablement baissé au *hit-parade* de la mode politique, mais son nom avait été très coté dans les années 60 comme troisième inspirateur, après Marx et Mao, du mouvement contestataire de la jeunesse.

Ce mouvement n'a évidemment pas été « inspiré » par Marcuse, ni par personne d'autre. Il a été, comme c'est toujours le cas, le résultat de déterminations matérielles indépendantes de la volonté et de l'intelligence de tel ou tel individu, mais qui *se reflètent* dans les cerveaux d'individus donnés, les poussant à formuler des thèses et des opinions que le mouvement social reconnaîtra ensuite comme « ce qu'il avait toujours pensé ». C'est dans cette optique qu'il est utile d'examiner, fût-ce sommairement, la pensée de Marcuse en tant qu'expression idéologique de ce mouvement social que constitua, dans les années 60, la contestation de la jeunesse.

Marcuse naquit en 1898 à Berlin d'une famille de la grande bourgeoisie, et se trouva dans sa jeunesse au cœur de ce cyclone révolutionnaire qui envahissait alors l'Europe à la suite de la révolution d'Octobre. Dans un de nos « fil du temps » de 1949, nous écrivions : « *Dans les années de la grande révolution russe, les « intellectuels » qui naviguaient, au milieu du cataclysme de la guerre, entre des écoles philosophiques et esthétiques plus nulles et décadentes les unes que les autres, prêterent l'oreille aux rumeurs et, prompts à virer de bord comme ils le sont, se tournèrent alors vers l'orient* » (1). Le jeune Marcuse fut de ceux qui sympathisèrent avec le bolchévisme victorieux (peut-être précisément par-

ce qu'il était victorieux), quitte à être déçus ensuite par la défaite de la révolution et à virer de bord de nouveau, cette fois vers l'ouest. Avec les autres intellectuels de la République de Weimar, il prit part au procès intenté à la « raison bourgeoise », c'est-à-dire aux conceptions que leurs prédécesseurs, les intellectuels du XIX^e siècle, avaient élaborées pour la bourgeoisie triomphante, et aux espoirs qu'elles avaient alimentés.

Le rêve d'une humanité qui, à la suite de la révolution bourgeoise, se développerait sur la voie de la recherche de la vie, de la liberté et du bonheur, s'était écroulé au milieu des grands massacres de la première guerre mondiale. Une génération d'intellectuels qui n'étaient pas habitués aux soucis de l'existence quotidienne se trouvait confrontée aux coups de l'inflation, de la faim, de l'insécurité. Elle faisait l'expérience, au moins en partie, de ce qui est pour les prolétaires l'expérience de tous les jours. Elle découvrait en outre que dans la société capitaliste, surtout dans le capitalisme mûr, aucune couche n'est « assurée » de ses conditions d'existence, aucune n'est à l'abri de la prolétarianisation.

De là l'intérêt de ces couches intellectuelles pour le parti et la doctrine du prolétariat, même si elles reculaient ensuite avec horreur quand elles se rendaient compte des conséquences nécessaires de l'adhésion au camp prolétarien : l'acceptation et la défense consciente d'un programme qui prévoyait une période implacable de luttes sanglantes, de dictature, de destruction des conditions qui avaient permis aux minorités du passé, dont

(1) *Les intellectuels et le marxisme*, traduction française dans *Le Prolétaire* n° 163.

les couches intellectuelles étaient et sont issues, de mener une existence aristocratique.

Voilà le « drame » de la couche à laquelle appartient Marcuse. Elle est prise en tenaille entre la bourgeoisie qui ruine son existence par ses crises, par ses guerres, par le processus de prolétarianisation croissante des couches non prolétariennes, et le prolétariat lui-même. D'où la malédiction lancée contre le rationalisme de l'époque bourgeoise révolutionnaire, considéré comme responsable de tout ce que devenait la société bourgeoise : de son totalitarisme, de ses crises, de ses guerres, et aussi de la riposte prolétarienne qu'elle provoque dialectiquement.

Ce n'est pas l'exploitation qui est au centre des préoccupations de Marcuse et des autres théoriciens de l'école de Francfort, mais la répression : chose parfaitement naturelle si on se place du point de vue d'une couche improductive habituée à se cultiver, à consommer, et qui trouve de moins en moins de place pour se mouvoir au fur et à mesure que le capitalisme avance dans son développement.

Au siècle dernier, l'intellectuel bourgeois Alexandre Herzen écrivait :

« Toute notre instruction, tout notre développement littéraire et scientifique, notre amour du beau, nos occupations, tout cela suppose un terrain sans cesse déblayé et sans cesse préparé par d'autres ; le travail de quelqu'un est nécessaire pour nous procurer le loisir indispensable à notre développement psychique, ce loisir, cette active oisiveté, qui permet au penseur de se concentrer, au poète de rêver, à l'épicurien de jouir, qui favorise le développement riche, capricieux, poétique, exubérant de nos individualités aristocratiques [...] Mais le bien-être peut-il être atteint par tous dans l'ordre actuel ? Notre civilisation est une civilisation de la minorité ; elle n'est possible qu'avec le travail grossier de la majorité [...] Quand tous ne peuvent pas bien vivre, que quelques-uns vivent au

moins, qu'un seul vive aux dépens des autres, pourvu qu'à quelqu'un il fasse bon vivre. C'est seulement de ce point de vue qu'on peut comprendre l'aristocratie. L'aristocratie n'est en général qu'une espèce d'anthropophagie plus ou moins civilisée ; le cannibale qui mange son esclave, le propriétaire qui prend un énorme loyer, le fabricant qui s'enrichit aux dépens de l'ouvrier — telles sont les variétés de l'anthropophagie [...] Tant que la minorité développée, tout en absorbant à son profit la vie de générations entières, soupçonnait à peine pourquoi la vie lui était si facile ; tant que la majorité, tout en travaillant jour et nuit, soupçonnait à peine que tout le fruit de son travail allait à d'autres, tous considéraient cet état de chose comme naturel, et le monde de l'anthropophagie pouvait se maintenir. [Mais quand] l'ouvrier ne veut plus travailler pour autrui, voilà la fin de l'anthropophagie, voilà la limite de l'aristocratie. [...] alors l'absorption de la majorité pour l'élaboration de la vie brillante et exubérante de la minorité aura vu sa dernière heure » (2).

Le développement du capitalisme réduit toujours plus les marges d'existence de l'« aristocratie », le sujet exploiteur est de plus en plus le capitalisme et de moins en moins les personnes des capitalistes ou les couches improductives qu'il engendre : « Soit dix heures la journée moyenne du travailleur dans le monde. Les capitalistes empochent une demi-heure. Le capitalisme empêche six heures et demie. Reste au travailleur trois heures, si tout va bien » (3).

Les couches improductives ont donc une vie toujours plus difficile et elles sont contraintes de se vendre à la machine du capitalisme, de lui offrir toujours plus leurs services : « La bourgeoisie a dépouillé

(2) Alexandre Herzen, *De l'autre rive*, Genève, 1870, pp. 75-77.

(3) Lettre d'Alfa [A. Bordiga] à Onorio [O. Damen], *Prometeo*, série II n° 3, avril 1952.

de leur auréole toutes les activités considérées jusqu'alors avec un saint respect comme vénérables. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, l'homme de science, elle en a fait des salariés à ses gages » (4).

C'est donc cela, se demandent Marcuse et toute l'école de Frankfurt, le bonheur radieux que la pensée bourgeoise révolutionnaire avait promis aux générations futures (essentiellement aux couches cultivées auxquelles ils appartiennent et qui leur tiennent à cœur) ? Dans toute la tragédie du cours du capitalisme, ils ne voient que le manquement à cette promesse. Dans une interview récente rapportée par le journal italien *La Repubblica* du 5-8-79, Marcuse affirme : « La révolution moderne consiste en ceci : dans la révolte des hommes — auxquels on a inspiré des besoins — contre le fait qu'on ne peut plus satisfaire ces besoins ». C'est nous qui soulignons le ne plus, pour indiquer que les hommes auxquels pense Marcuse sont ceux qui, comme lui, appartiennent à des couches autrefois insouciantes, et maintenant contraintes de servir le capital : quand donc les prolétaires ou les couches travailleuses qui les ont précédés ont-ils pu satisfaire leurs besoins ? Marcuse dit encore : « Dans un monde qui est tombé dans le prosaïque, il faut avant tout réintroduire la dimension esthétique ». Dans cette phrase aussi domine la nostalgie du passé ; ce « ré » devant « introduire » montre clairement que Marcuse ne scrute pas l'avenir, mais qu'il évoque avec nostalgie le passé : le monde du bon goût, des bonnes lectures, des bons sentiments des couches cultivées d'autrefois, celles qui, selon Herzen, vivaient d'*anthropophagie*.

La position marcusienne est bien comprise par Marx lorsque celui-ci écrit :

« Ainsi, combien paraît sublime l'antique conception qui fait de l'hom-

me (quelle que soit l'étroitesse de sa base nationale, religieuse et politique) le but de la production, en comparaison de celle du monde moderne, où le but de l'homme est la production, et la richesse le but de la production. Mais, au fait, que sera la richesse une fois dépouillée de sa forme bourgeoise encore limitée ? Ce sera l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives, etc... des individus, universalité produite dans l'échange universel. Ce sera la domination pleinement développée de l'homme sur les forces naturelles, sur la nature proprement dite aussi bien que sur sa nature à lui [...]. Dans l'économie bourgeoise et l'époque correspondante, au lieu de l'épanouissement entier de l'intériorité humaine, c'est le dépouillement complet ; cette objectivation universelle apparaît comme totale, et le renversement de toutes les entraves unilatérales comme sacrifice du but en soi à un but tout à fait extérieur. C'est pourquoi le juvénile monde antique apparaît comme un monde supérieur. Et il l'est effectivement, partout où l'on cherche une figure achevée, une forme et des contours bien définis. Il est satisfaction à une échelle bien limitée, alors que le monde moderne laisse insatisfait, ou bien, s'il est satisfait, il est trivial » (5).

Marcuse ne peut reprendre cette analyse à son compte parce que comme toute la couche dont il fait partie, il détourne son regard des profondeurs de la société pour chercher uniquement une occasion quelconque de retrouver, s'il le faut en marge de cette société, en dehors de la guerre qui l'ébranle, la possibilité de la jouissance ancienne. Tandis que Marx voit dans « le monde tombé dans le prosaïsme » la prémisse grandiose et dialectiquement inévitable de la libération totale de l'espèce

(5) Marx, « Succession des formes économiques de la société », dans *Fondements de la critique de l'économie politique* [Grundrisse], Ed. Anthropos, pp. 449-450.

(4) Manifeste du Parti Communiste, chap. I.

humaine, Marcuse se borne à se lamenter et à souhaiter que revienne un peu de la beauté du bon vieux temps.

Il voudrait, comme le voudront ensuite de nombreux contestataires des années 60, que le bonheur promis par le communisme soit ici, tout de suite, accessible sans effort, sans révolution prolétarienne et surtout sans dictature du prolétariat. Il voudrait que le grand développement de forces productives créé par le capitalisme soit dès aujourd'hui à la disposition de celui qui veut jouir, de celui qui « refuse » l'éthique du travail (il est bien connu, en effet, que les prolétaires ne travaillent pas par nécessité, mais par un... choix éthique inculqué par le monstre né de la philosophie des Lumières).

Naturellement, cette perspective est impossible et Marcuse le voit bien : *« Je ne crois pas à une chute prochaine du capitalisme ; je pense, avec l'expérience formidable, multiforme et multiple que nous vivons dans notre siècle, que le capitalisme commence à peine à explorer ses nouvelles possibilités, en Amérique du Sud, en Asie et ailleurs. Il est encore très solide, même si parfois la maturité peut être proche de la décrépitude »*. Dans tous les cas, il se préoccupe de sa classe, de sa possibilité de bien vivre :

« Je considère que le phénomène essentiel de notre époque est le fait que le prolétariat marxiste a été remplacé par la classe moyenne, par les petits-bourgeois. Ceux-ci commencent à se révolter partout contre les grands monopoles qui désormais les écrasent, précisément comme le vieux capital écrasait le prolétariat au temps de Marx [Les prolétaires ne sont plus écrasés, c'est bien connu !]. Nous avons parcouru ensemble les routes de la Californie en mai et juin de cette année et nous avons assisté à la révolte des consommateurs contre les trusts de l'essence [...]. C'est l'héritage que je laisse aux jeunes du monde entier au seuil des années terribles qui s'annoncent. Les

jeunes doivent comprendre (et en Amérique ils ont déjà commencé à le faire) qu'il faut récupérer au plus tôt les valeurs esthétiques qui ont été détruites, à droite et à gauche, par le marxisme « soviétique » et par le « fascisme ». Il n'est pas vrai qu'on doive repousser au profit d'une violence abstraite et féroce l'amour du monde et la vision poétique, lyrique, du monde, en les taxant d'art, de culture, et d'esprit « réactionnaire ».

« C'est une aberration : si on en est arrivé à ce point, c'est parce que depuis un siècle on a oublié [sic !] la dimension esthétique, la seule qui puisse assurer la révolution du vingtième siècle, la seule qui puisse galvaniser un monde avide de penser, d'aimer, d'admirer, et qui n'est décevant pour certains que parce qu'on leur a ôté les moyens d'en jouir. »

La position des couches improductives ne pouvait être mieux exprimée. Méchants bourgeois qui avez votre soif de profit et votre besoin de rassembler toutes les couches autour de la défense du capital, nous avez ôté la liberté et l'autonomie de voletter de fleur en fleur comme des papillons ! Méchants prolétaires, qui pour un gain misérable vous êtes vendus au capitalisme que vous engraissez, et qui ne nous gratifiez pas d'une belle révolution qui ne durerait qu'un jour, en quittant ensuite la scène avec votre parti et surtout avec votre dictature ! Vous tous, vous assombrissez notre vie, vous nous empêchez de jouir tout de suite. Que nous importent les forces productives, le travail qui construit la richesse dont on ne peut jouir ? Dans les marchandises, ce qui nous intéresse c'est la valeur d'usage, maintenant et tout de suite.

C'est aussi ce que dit l'autonome Piperno : *« La valeur d'usage c'est le dégoût pour le travail fixe, surtout à deux pas de chez soi ; c'est l'horreur pour le métier, c'est la mobilité, c'est la fuite devant l'emploi stupidement figé [...]. La valeur d'usage, c'est la volonté de savoir, qui « traverse en piétinant », avec le doux*

dveuglement des jeunes, le corps de l'« école-mère » qui halète et agonise, parce qu'elle est structurellement incapable de donner, de répondre à un besoin de connaissance qui ne soit pas le désir de s'insérer dans les rangs du travail salarié; et si, à Dieu ne plaise, on piétine quelques roses, tant pis pour les roses [...]. La valeur d'usage, c'est le désir d'apprendre avec tout son corps cette nouvelle sensibilité qui émerge de ce continent riche en couleurs, en nuances, en émotions sensibles, qu'est l'associationnisme juvénile, dans son rapport particulier avec la musique, le cinéma, la peinture, bref avec l'œuvre d'art à l'époque où on peut techniquement la reproduire » (6).

Cette revendication de sortir du monde de la marchandise n'est pas faite pour l'espèce humaine telle qu'elle pourra être construite à partir de la destruction des classes, elle est faite en soi, maintenant et tout de suite; c'est une revendication de catégorie, de la catégorie de ceux qui, sans accomplir un travail productif, reçoivent leur subsistance du capital en échange de la défense de ses institutions et de son idéologie.

Tandis que Herzen, bourgeois, mais bourgeois encore révolutionnaire, voyait clairement dans l'anthropophagie de la société capitaliste la condition de la jouissance de la minorité cultivée, Marcuse efface tout cela et pose de façon métaphysique le principe du plaisir. « *L'idée d'une civilisation non répressive* — écrit-il dans *Eros et civilisation* — doit pouvoir être déduite de la théorie freudienne des instincts ». Il n'existe donc plus d'affrontement entre les classes pour les conditions matérielles d'existence, mais seulement le « droit », réclamé face au « père » bourgeois, d'être nourri et entretenu. Ne sommes-nous pas tes enfants? semblait-il répéter continuellement à la société bourgeoise. Pourquoi nous fais-tu vivre si mal? Nous te contes-

terons tant que tu ne nous satisfieras pas.

En même temps, Marcuse est bien conscient des limites d'un mouvement de marginaux. Dans un congrès tenu à Londres en 1967, il avertit les étudiants enthousiastes que « les fleurs n'ont pas de pouvoir ». Et dans *l'Homme unidimensionnel*, il décrit comme sans espoir la situation au sein des sociétés avancées, où le monstre capitaliste a organisé « pour lui-même » toute la société.

Dans cette position perce donc le désespoir face à sa propre impuissance, la conscience de ne pouvoir rien faire d'autre que souhaiter ou maudire. Dans le développement des forces productives, Marcuse ne voit que le négatif de la damnation capitaliste, non les potentialités qu'il offre demain au communisme. Mais il y a plus; le développement des forces productives est un mal parce que, comme Marcuse l'écrit dans *Culture et société*, il fait partie d'un dessein « prométhéen », d'un effort pour modifier la société au lieu de s'y soumettre. Voici qu'apparaît à nouveau l'horreur pour la capacité « subversive » du capitalisme, pour cet aspect que nous marxistes considérons comme révolutionnaire. En conclusion, l'idéologie exprimée par Marcuse est celle d'une couche dont les intérêts sont en contradiction avec ceux du prolétariat révolutionnaire, comme cette couche l'affirme elle-même de plus en plus et de plus en plus fort.

Cette position n'a occupé le devant de la scène que parce que depuis cinquante ans la voix du prolétariat est contrainte de se taire. En tant qu'elle dénonce les maux du capitalisme, la voix de Marcuse et de ses disciples a pu sembler révolutionnaire; mais en tant qu'elle reste étrangère au drame réel qui se déroule dans les profondeurs de la société, en se bornant à souhaiter le retour à la bonne vie que certains menaient autrefois, elle est destinée à rester étrangère au processus de reprise de la révolution.

(6) F. Piperno, *Autonomia possibile*, preprint 1-4-79, chapitre « La società sommersa ».

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 40 F - 350 FB - 8.000 Lires - 20 FS - 240 Esc.
£ 3.50 - \$ 7.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 15 FB - 400 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40 F - 350 FB - 8.000 Lires - 20 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24 F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 200 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 5.000 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

el-oumami

bulletin bimestriel

Le numéro : 3 F - 20 FB - 600 Lires - 1,50 FS
Abonnement annuel : 18 F - 120 FB - 3.600 Lires - 9 FS